

Projet d'Union Danubienne

Le Point de vue Yougoslave

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le 9 Juin 1933

PAR

Milossav Matitch

M. Joseph BARTHÉLEMY, *Président*

MM, Geouffre DE LA PRADELLE, } *Suffragants*
GIDEL, }

ÉDITIONS PIERRE BOSSUET

8, Rue N.-D.-des-Champs, PARIS (VI)

1933

Projet d'Union Danubienne

Le Point de vue Yougoslave

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le 9 Juin 1933

PAR

Milossav Matitch

M. Joseph BARTHÉLEMY, *Président*

MM. Geouffre DE LA PRADELLE, } *Suffragants*
GIDEL, }

ÉDITIONS PIERRE BOSSUET

8, Rue N.-D.-des-Champs, PARIS (VI')

1933



Je dédie cette modeste étude à la mémoire de mes camarades : officiers, sous-officiers, caporaux et soldats du XVIII^e régiment d'infanterie « Souvoborski », tombés au Champ d'Honneur de 1912 à 1918.

MIL. MATITCH

*Capitaine d'Infanterie
de réserve de 1^{re} classe
Invalide de guerre.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Définition du terme : pays danubien, des points de vue géographique, politique et économique.

La Yougoslavie pays danubien proprement dit. D'où l'intérêt de l'étude.

Parler d'un projet d'union danubienne, c'est parler d'un équilibre dans l'Europe centrale, c'est parler de l'influence des grands Etats européens dans le bassin danubien. L'état de l'Europe centrale détermine l'état de l'Europe entière. L'histoire, qui est la grande éducatrice des hommes, nous enseigne que cette partie de notre continent a été depuis les âges les plus reculés un point névralgique pour la politique européenne.

La position géographique de l'Europe centrale, dont il sera parlé plus loin, est exceptionnelle et ses conditions ethnographiques sont intéressantes, car dans ce vaste territoire nous trouvons quatre groupes de peuples : slave, germanique, magyar et roumain. Le bassin danubien fit longtemps partie d'un seul Etat : l'Autriche-Hongrie, dont les gouvernants appartenaient à une seule race : la germanique.

Cette situation particulière a permis à l'Europe danubienne de jouer un très grand rôle dans la politique européenne, dont elle a été, à différentes époques de l'histoire, le centre de gravité.

Dans le droit international, le système de l'équilibre

européen est bien connu. C'était une idée ingénieuse de proclamer que les Grandes Puissances seraient égales entre elles, que leur immobilité dans cette égalité, que leur équilibre seraient la garantie de l'indépendance et de la sécurité des petits Etats et que la paix serait maintenue par ce moyen. Si l'on recherche pourquoi ce système a pu résister si longtemps, c'est-à-dire depuis le xvii^e siècle, malgré tant de querelles, d'ambitions et d'injustices, on voit que ce n'était pas une garantie de droit, mais un système de balance entre les Etats forts et que les contrepoids nécessaires étaient fournis par des Etats faibles. C'est pourquoi l'Autriche a profité jadis de ce système et a entraîné vers elle le plateau de la balance qu'elle a maintenu parfaitement stable.

Le défaut de ce système est qu'il considère les nations comme des éléments inertes, sans tenir compte de leur âme et de leur évolution politique; c'est la négation du droit et le triomphe de la force. Au nom de cet équilibre fut partagée la Pologne, et cette même loi n'a pas empêché les guerres. De son côté, l'idée de nationalité comme base de la paix a laissé éclater les pires conflits. Celui de 1914, le plus grandiose comme le plus odieux de tous, en est une preuve. Pour se libérer de leurs entraves, les peuples se sont jetés les uns contre les autres et sont entrés en lutte au nom de l'idée d'expansion nationale. Du moins le nationalisme du monde antique reconnaissait la sainteté des traités, était moins audacieux, moins dangereux que le nationalisme d'aujourd'hui. C'est pourquoi est abusive l'extension donnée de nos jours au principe des nationalités, juste en soi, mais qui, poussé jusqu'à ses ultimes conséquences, bouleverserait les nations les plus anciennes et les mieux établies.

L'organisation de l'Europe danubienne est-elle une question d'équilibre, suivant la vieille formule, ou bien réside-t-elle dans une équitable satisfaction accordée aux ambitions nationales des peuples qui habitent ce territoire? Peut-on la concevoir sous la forme de pactes économiques, conclus entre les peuples danubiens, les ententes économiques, reposant sur des intérêts justement compris et sauvegardés, étant encore la meilleur façon de prévenir les conflits? Telles sont les questions que nous tâcherons d'éclaircir dans cette thèse.

Par union danubienne, nous entendons l'union, sous quelque forme que ce soit, des pays qui se trouvent sur le Danube, ou plutôt des pays qui se trouvent dans le bassin du Danube, au sud des Alpes et jusqu'à son embouchure dans la mer Noire.

Il faut tout d'abord préciser quels sont les pays dont on peut dire qu'ils sont danubiens, c'est-à-dire les Etats traversés ou limités par le Danube.

Le Danube prend sa source en Bavière et traverse l'Allemagne sur une longueur de 300 kilomètres. Malgré ce long parcours, le Danube n'est en Allemagne qu'un fleuve sans grande importance au point de vue économique, comparé aux autres fleuves allemands, car il n'est navigable qu'à partir de Ratisbonne. Mais au point de vue politique l'Allemagne joue un très grand rôle en Europe centrale comme pays danubien et le Danube est pour elle d'un grand intérêt.

La politique allemande d'avant la guerre de 1914-1918 était définie par la fameuse formule « Drang nach Osten » (la poussée vers l'Orient). L'Allemagne et sa voisine l'Autriche-Hongrie étant, au moins en ce qui concerne les gouvernants, de même race et surtout, au point de vue

politique, de même mentalité, ont pu s'entendre sur les questions de politique extérieure et d'expansion, grâce surtout au principe de l'équilibre des grandes puissances européennes.

C'est surtout au début du xix^e siècle, au Congrès de Vienne, qu'un certain nombre de puissances entreprirent de réorganiser l'Europe politique, par application du principe d'équilibre. Ceux qui prétendaient réorganiser l'Europe s'efforçaient de constituer des Etats de même richesse, de même population et de même étendue territoriale, sans toutefois respecter le principe des nationalités dans la composition des Etats en question. Cette réorganisation européenne se faisait alors spécialement à cause de la France, après la défaite de Napoléon I^{er}.

Cette conception de l'équilibre européen régnait encore au Congrès de Berlin, en 1878. Le prince de Bismark, pour tranquilliser l'Autriche inquiète des victoires russes sur la Turquie, lui donnait deux provinces turques, la Bosnie et l'Herzégovine, pour trente ans, et soi-disant afin d'introduire dans ces deux provinces l'ordre et l'autorité. Qu'avons-nous vu ensuite? En 1908, l'annexion pure et simple des deux provinces turques à l'Empire austro-hongrois. L'Autriche ne s'arrêta pas là, car ledit Congrès lui a donné droit, et elle installa ses troupes dans la province turque appelée Sandjak, s'introduisant, par cette dernière manœuvre, entre deux royaumes slaves des Balkans : la Serbie et le Monténégro. La politique autrichienne était claire : elle voulait aller plus au sud dans la presqu'île balkanique, atteindre la mer Egée et Salonique. L'Autriche, enfermée dans la mer Adriatique, n'était pas suffisamment libre, l'Adriatique étant presque un lac ouvert seulement au sud, entre l'Italie et la Grèce, par le détroit d'Otrante,

point dangereux pour la marine autrichienne. L'Autriche savait très bien qu'en cas de complications avec l'Italie elle serait condamnée à garder sa flotte enfermée dans ses ports de Dalmatie. C'est ce qui se passa pendant la guerre de 1914-1918.

Longtemps l'Autriche-Hongrie, qui n'était qu'une réunion des peuples les plus divers, conserva une unité apparente parce que ces populations étaient unies par des intérêts économiques et politiques communs et maintenues par une forte administration. Ainsi furent-elles entraînées dans des conflits européens, où elles combattaient pour un idéal qui leur restait étranger. L'Autriche les domina aisément tant que le latin fut la langue administrative, mais après la Réforme, l'allemand devint langue de l'Empire et les souverains, Marie-Thérèse et Joseph II en particulier, entreprirent de l'imposer aux populations pour resserrer les liens de l'Etat. L'entreprise échoua et il en résulta au contraire un éveil des aspirations nationales chez les peuples non allemands de l'Empire. C'est en Hongrie que la politique germanisatrice de Joseph II provoqua la plus forte réaction; sous son règne la langue allemande fut imposée à l'administration hongroise. Croates et Slovènes furent pour la première fois soumis à une même administration, ce qui favorisa indirectement leurs aspirations à l'unité. La révolution française et celles qui la suivirent allaient exciter ces aspirations nationales. La lutte se marquait surtout dans la volonté de parler la langue nationale, ce qui était la manifestation la plus significative de l'indépendance. Serbes et Croates alors se rapprochèrent.

Le Dualisme fut institué pour maintenir plus aisément sous le joug les minorités. Le Dualisme transportait à

Budapest le centre de gravité de la Monarchie, livrant les Slaves, qui constituaient la majorité dans l'Empire, aux deux minorités : allemande et hongroise. La germanisation menaçait directement ces victimes désignées de la politique allemande. L'existence des Slaves à leurs côtés, sur le sol austro-hongrois, apparaissait aux Allemands de l'Empire comme un obstacle au progrès de la civilisation germanique. Ils prétendaient donc imposer leur langue et leurs lois. Dans les pays slaves, la minorité allemande réclamait les mêmes droits que la majorité slave, mais dans les pays allemands la majorité n'en accordait aucun à la minorité slave, la langue allemande devant primer les autres langues et affirmer l'unité de l'Empire.

Etant donnée la diversité des races aux aspirations opposées qu'ils maintenaient sous leur sceptre, les Habsbourg, à la différence des autres monarques européens, avaient créé un Etat composite. Leur Empire avait beau détenir la couronne et prétendre à l'universalité, garder le titre de « romain », c'est-à-dire catholique (l'unité impériale étant l'unité catholique et apostolique au temporel), se mettre au service de l'expansion germanique, la politique autrichienne devant donner la préférence à ce qui est allemand et pro-allemand, il était un assemblage inorganique de nationalités aux antagonismes profonds dont la plupart étaient méconnues et opprimées dans leur conscience nationale. L'Autriche-Hongrie était restée un mécanisme, elle ne pouvait devenir un organisme.

Cet Etat aux dix nations, aux quatre races juxtaposées (slave, allemande, magyare et roumaine) était condamné à mourir un jour, et c'est ce qui arriva en 1918.

La politique de l'Empire germanique poursuivait le même but que celle de l'Autriche-Hongrie. Ce que voulait

l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, le Reich le voulait aussi, mais ses projets étaient de plus grande envergure. L'Allemagne désirait avoir une route vers l'Orient, et sur cette route se trouvaient, outre les Balkans, l'Empire ottoman et les Indes. Pour aller d'Allemagne en Extrême-Orient il faut passer par la Méditerranée et le canal de Suez, mais cette route peut être coupée. Rappelons-nous comment la flotte russe de la mer Baltique fut obligée de contourner l'Afrique du Sud parce que l'Angleterre, alliée du Japon en 1905, lors de la guerre russo-japonaise, lui refusait le passage par le canal de Suez.

Malgré l'existence d'une civilisation française en Turquie, malgré tous les intérêts économiques et financiers que la France y possédait, l'Allemagne peu à peu l'évinçait et prenait sa place dans la vie turque. Les grands travaux publics, confiés d'abord aux Français, passaient peu à peu dans des mains allemandes. La construction de la ligne de chemin de fer de Stamboul à Bagdad était concession allemande. L'Allemagne se servit de ces circonstances pour atteindre deux buts différents : l'un politique, l'autre économique. L'industrie allemande était chargée de nombreux travaux en Turquie. Politiquement, l'Allemagne en profita pour réaliser son dessein : « Drang nach Osten », poussée vers l'Orient. On en eut la preuve en 1914 lorsque la Turquie vint se ranger aux côtés des Empires centraux.

Voilà la véritable portée de cette question, et voilà pourquoi l'Allemagne désire et veut que dans toutes les questions concernant les pays danubiens sa voix soit entendue et qu'aucune question, dans l'Europe centrale, ne soit tranchée sans son consentement.

Si on ne juge pas que l'Allemagne soit un pays danu-

bien, au moins doit-on la considérer comme un pays de l'Europe centrale. Aux points de vue géographique et ethnographique, l'Allemagne affirme être un Etat de l'Europe centrale et en même temps un Etat danubien. La question de l'Europe centrale, de son organisation politique, est en étude depuis très longtemps, mais n'est pas encore définitivement résolue. Même aujourd'hui on ne sait pas au juste ce qu'est l'Europe centrale. D'après les uns elle comprend : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie d'avant 1918, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, le Luxembourg, la Roumanie et l'ancienne Pologne, celle qui, avant 1918, appartenait à la Russie. D'après d'autres, font partie de l'Europe centrale les pays qui se trouvent entre : la France (sur le Rhin), l'Italie et la Russie, cette Europe centrale s'étendant au nord jusqu'à la Baltique et au sud jusqu'à la Grèce.

En considérant l'Europe comme un continent, aux points de vue géographique et ethnographique, on voit que du côté de l'Océan atlantique les faits géographiques sont très nets et correspondent aux conditions politiques. L'Océan, avec ses mers et ses baies, délimite très bien les régions géographiques qui sont en même temps par excellence des Etats politiques, comme par exemple la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, la France. De même au nord de l'Europe pour le Danemark et la presqu'île scandinave dont les baies séparent la Suède de la Norvège. Au sud de l'Europe la mer Adriatique sépare l'Italie de la Péninsule balkanique.

Avec ces données que je viens d'énoncer nous avons une Europe de l'ouest et du nord, une Europe du sud-est (où il faut comprendre la Russie jusqu'à l'Oural). Il reste une Europe continentale, une Europe centrale. Cette Europe

centrale n'est pas divisée en Etats par des mers et des baies, mais uniquement, en son milieu, par les Alpes que prolongent les Carpathes au sud-est, les Alpes Juliennes au sud-ouest, du côté de l'Italie, et plus au sud, vers la Grèce, le Rhodope. Dans l'Europe du nord et de l'ouest les frontières politiques sont souvent des frontières naturelles. C'est le cas de la Péninsule ibérique où nous trouvons deux peuples : Espagnol et Portugais. La France se trouve entre la Méditerranée et l'Atlantique, séparée de l'Espagne par les Pyrénées, et bordée à l'est par les frontières naturelles des Alpes et du Rhin. Dans la presqu'île scandinave nous avons également deux peuples : les Norvégiens et les Suédois.

Au contraire, dans l'Europe continentale, ou mieux centrale, les frontières politiques entre les Etats ne sont pas, dans une aussi grande proportion, des frontières naturelles, où à la race germanique se mêlent des Slaves, des Magyars et des Roumains. Cette Europe centrale se divise elle-même en deux régions géographiques à peu près égales : au nord des Alpes, l'Allemagne, et au sud des Alpes, d'un côté l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie et la Roumanie, de l'autre côté la Tchécoslovaquie.

On voit donc que, pour la partie de l'Europe centrale située au nord des Alpes (Allemagne), les données géographiques correspondent aux données ethnographiques, ce qui n'est pas le cas pour la partie située au sud des Alpes, c'est-à-dire pour l'Europe danubienne.

En disant tout à l'heure que pour l'Allemagne l'essentiel est que les questions concernant l'Europe centrale ne soient pas tranchées sans elle, je n'ai pas voulu dire que, dans ce projet d'union danubienne, l'Allemagne doit être exclue. Au contraire, j'admets en principe la coopération

de la grande République centre-européenne à la politique commerciale danubienne, mais à condition que le rapprochement économique des pays danubiens dont le territoire naguère était commun, ne soit pas troublé par la politique économique allemande. L'entente économique entre l'Allemagne et les Etats danubiens serait une des solutions les meilleures à la crise qui sévit actuellement en Europe danubienne. Au reste, comme je l'ai dit plus haut, il serait à peu près impossible aux petits Etats danubiens de prendre position contre l'Allemagne, mais il doit y avoir au préalable un accord entre les Grandes Puissances européennes : Allemagne, Italie et France, car il ne faut pas oublier que la question danubienne met en cause de grands intérêts italiens et français.

Dans l'Europe danubienne, en regardant la carte, nous voyons un bassin qui s'étend du sud des Alpes jusqu'aux Balkans et au Rhodope. Depuis les traités de paix de 1919, cinq Etats se partagent ce vaste territoire : l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Avant 1914 l'Autriche-Hongrie englobait dans un seul Etat politique tous ces petits Etats, sauf la petite Serbie, alors balkanique, et la Roumanie qui était considérée comme faisant partie, non du bassin danubien, mais plutôt de l'Europe orientale, tout comme aujourd'hui la Pologne. Depuis la guerre, la Roumanie et la Serbie sont devenues également des pays danubiens au premier chef, la Serbie en s'unissant à la Croatie et à la Slovénie, anciennes provinces de l'Autriche-Hongrie, et la Roumanie, en s'annexant la Transylvanie, à l'ouest des Carpathes.

L'Autriche, depuis le traité de Saint-Germain, du 28 juin 1919, est une république. Pays nord-danubien de 84.000 kilomètres carrés, peuplé de 7.000.000 d'habitants,

la république d'Autriche, avec Vienne comme capitale (2.000.000 d'habitants), est à tout point de vue un Etat danubien. Géographiquement, elle est située sur le Danube. Au point de vue ethnographique, elle est peuplée par la race allemande. L'Autriche doit être une république libre et indépendante; ainsi le prévoient le traité de Saint-Germain dans son article 88 et le traité de Versailles par son article 80, lequel déclare que « l'indépendance de l'Autriche est inaliénable ».

Lors du redressement financier de l'Autriche par la Société des Nations, en 1922, celle-ci décida de l'aider, mais en même temps lui imposa l'obligation de maintenir son indépendance économique et n'entrer avec aucun autre Etat dans un système qui mettrait en danger cette indépendance.

Du point de vue économique, l'Autriche est un Etat industriel et présente ainsi un très grand intérêt pour les autres pays danubiens, qui sont agricoles, sauf la Tchécoslovaquie, également très industrialisée. Dans l'Europe danubienne, ces deux Etats (Autriche et Tchécoslovaquie) sont justement placés de telle manière que les produits agricoles des autres Etats danubiens : Hongrie, Roumanie et Yougoslavie peuvent être consommés dans ces deux Etats industriels, et les produits industriels peuvent être écoulés dans les trois Etats agricoles. C'est un fait tellement naturel et d'une évidence si claire que la politique commerciale des pays danubiens doit être dirigée en ce sens, car si les pays danubiens n'ont pas une politique économico-commerciale commune, la crise actuelle, très forte en ce moment dans le bassin danubien, ne cessera pas de sitôt. Il est à noter que, dans l'article de tête d'une nouvelle revue qui vient de paraître à Vienne sous le nom

de : « Donau Europa » (l'Europe danubienne), M. Georges Bonnet, ancien ministre et président de la Conférence de Stresa en septembre 1932, déclare : « qu'il déplore de voir l'Europe danubienne encore en état de guerre économique quatorze ans après le rétablissement de la paix, et montre l'intérêt mondial que présente un assainissement de la région danubienne par des mesures d'ordre économique auxquelles a été consacrée la Conférence de Stresa ».

Dans les pays danubiens la crise économique actuelle, conséquence de la crise économique mondiale, prend un caractère spécial de gravité. Des hommes politiques disent qu'elle y est forte surtout à cause du morcellement de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie, et je n'y contredirai pas, car il est vrai que ce morcellement a bouleversé économiquement un territoire qui était jusque-là un centre économique danubien homogène. Mais il faut ajouter que dans l'Europe centrale, outre la crise économique, existe une crise de confiance réciproque et, si je puis m'exprimer ainsi, une crise sociale.

L'Autriche est, aujourd'hui, un pays de plaines sans blé et de montagnes sans pâturages, avec une capitale trop grande. L'agriculture autrichienne, pendant la période de crise qui succéda à la guerre, ne peut même pas fournir la moitié des céréales nécessaires à l'alimentation du pays. Une grande partie de la superficie de l'Autriche est occupée par les Alpes et impropre à la culture. L'Autriche a du reste toujours été tributaire de ses voisins, des Hongrois pour les céréales et le bétail, des Tchèques pour le sucre, et des Yougoslaves pour le bétail.

Au moment de la déclaration de guerre, la situation financière de l'Autriche-Hongrie était loin d'être brillante. La double Monarchie venait de traverser une période trou-

blée; la mobilisation de l'armée pendant près de deux ans (depuis 1912) avait été très coûteuse et, en 1914, le Gouvernement austro-hongrois avait été obligé de recourir à l'emprunt pour couvrir le déficit des exercices 1912 et 1913; l'Autriche avait emprunté 525 millions de couronnes, la Hongrie 400 millions et ces sommes s'étaient avérées insuffisantes. Lorsque la guerre éclata, il fallut trouver encore d'autres ressources et contracter de nouveaux emprunts. L'Autriche s'était donc lancée dans la guerre, au milieu d'une situation financière difficile.

Après le traité de Saint-Germain, l'Autriche, privée de ses charbonnages et du coke de Bohême, fut empêchée de produire et vit ses exportations se tarir faute de débouchés, car partout autour d'elle s'élevaient des barrières douanières. Obligée, faute de ressources agricoles suffisantes, d'acheter à l'étranger les vivres indispensables; ayant enfin des dettes de guerre écrasantes, elle perdit confiance en elle-même et se lança dans une émission à outrance de papier-monnaie.

Au début de 1922, Mgr Seipel, chancelier autrichien et habile politique, pour éviter la banqueroute de l'Autriche, invoqua le traité de Saint-Germain et proposa : soit la restauration de l'Autriche par la Tchécoslovaquie, soit son rattachement à l'Allemagne, soit le protectorat de l'Italie. Grâce à l'esprit de solidarité européenne du Gouvernement français, la situation de l'Autriche fut soumise à l'examen de la Société des Nations.

Par le protocole signé à Genève le 4 octobre 1922, il fut décidé, sous les conditions énoncées plus haut, qu'un crédit de 650 millions de schillings-or serait garanti, pour les 4/5, par quatre Etats garants: Angleterre, France, Italie et Tchécoslovaquie. Les crédits seraient accordés

sous forme d'emprunts dont le produit ne pourrait être employé que sous le contrôle du délégué de la Société des Nations. L'Autriche était sauvée.

En 1925, une réforme complète de la monnaie fut opérée, et la monnaie nationale stabilisée légalement, la stabilisation de fait ayant été réalisée dès 1923. La vie économique du pays reprit et tout alla bien jusqu'à la crise actuelle.

**

Le Royaume de Hongrie fut érigé en Etat indépendant par le traité de paix de Trianon, le 2 juin 1920. C'est un Royaume sans roi, car la politique actuelle en Europe centrale, dont le champion est la Petite Entente, ne permet pas la restauration de la monarchie déchue. Pour parler de la Hongrie en tant que pays danubien, des relations politico-commerciales de cet Etat avec les Etats voisins, il faut comprendre la mentalité de la noble race hongroise. La Hongrie, qui fut héroïque dans l'histoire, ne peut oublier son passé millénaire, elle veut demeurer un grand Etat indépendant. Les Hongrois considèrent que les pays appartenant à la Hongrie ressortissent à la Couronne elle-même (la couronne de Saint-Etienne) et non au Roi. C'est elle, et non le roi avec son peuple, qui exerce le pouvoir; le Roi ne fait que « porter la couronne », comme s'il n'avait qu'un rôle purement nominal. Aussi, aucun pays ne peut être détaché de la Sainte Couronne et ceux qui en ont été distraits doivent lui revenir. D'autre part, la constitution magyare « vieille de mille ans » comme le répètent les Hongrois, a toujours été une forteresse juridique dressée d'abord contre la Couronne et plus tard contre le peuple.

La conception même de nation magyare en excluait la masse infinie des non-nobles. Le peuple — telle était la définition contenue dans l'ancien et vénéré « *Decretum Tripartitum* » — comprend les prélats, les barons et les autres magnats, mais non les roturiers. C'est en 1848 seulement que le servage fut aboli en Hongrie, mais aujourd'hui encore des millions de paysans magyars n'ont pas, pratiquement, dans les vastes propriétés de quelques magnats, beaucoup plus d'indépendance que les anciens serfs dont ils sont les petits-fils (1). Ce que nous voyons en Hongrie aujourd'hui encore, c'est un système féodal, presque médiéval. L'égoïsme féroce, ultra-nationaliste, des grands propriétaires est un problème tenant à la race hongroise elle-même. Cet Etat, agricole et semi-industriel, dont les terres sont très fertiles et où la richesse naturelle est énorme, subit néanmoins en ce moment une crise économique plus forte que celle qui sévit dans les Etats voisins. La situation géographique de la Hongrie, au centre du bassin danubien, lui donne la possibilité de jouer un rôle de premier plan dans l'Europe danubienne, mais malheureusement, malgré cette situation et malgré la fertilité de son sol, tous les gouvernements qui s'y sont succédé depuis la guerre n'ont eu qu'une politique : la politique révisionniste. Comme je l'ai dit plus haut à propos de l'Autriche, la crise actuelle n'est pas seulement une conséquence de la crise mondiale, elle est spéciale à l'Europe centrale et danubienne.

Le traité de paix de 1920 a laissé à la Hongrie un territoire de 92.000 kilomètres carrés, alors que le territoire qui appartenait au Royaume de Hongrie sous le sceptre

(1) Comte de Sforza, *Dictateur et Dictature*.

des Habsbourg mesurait 331.000 kilomètres carrés, et la population de cet Etat est aujourd'hui de 8.000.000 d'habitants, au lieu de 20.000.000 d'avant 1919. Depuis 1919 la Hongrie n'a cessé de réclamer la rectification de ses frontières et l'abolition des traités de paix. La politique suivie par la Hongrie inspire de l'inquiétude à ses voisins. C'est à cause d'elle que les Etats vainqueurs entourant la Hongrie se sont associés, pour garantir le *status quo* et le respect des traités de paix.

Aujourd'hui encore la politique hongroise n'est malheureusement pas changée, malgré tous les efforts de la France et de l'Angleterre pour amener les Etats danubiens à se mettre d'accord. La théorie actuellement répandue d'après laquelle les relations économiques entre deux Etats peuvent être bonnes même si leurs rapports politiques sont troublés, me paraît ici peu applicable. Qu'il me soit permis, en effet, de considérer deux Etats, deux peuples, comme deux hommes, deux voisins. Il est certain que de mauvaises relations entre deux voisins seront peu favorables à leur prospérité matérielle. De même pour deux familles ou groupes de familles. De même encore pour les peuples. La haine tend à la destruction de l'adversaire et il est tout à fait exceptionnel que des relations économiques entre deux peuples soient bonnes lorsque leurs rapports politiques sont mauvais.

Si nous en croyons la presse, un revirement politique de la Hongrie envers ses voisins semble se dessiner, et ce, depuis le changement de gouvernement en Hongrie, plus exactement depuis qu'à la tête du gouvernement se trouve M. Gömbes, général d'Etat-Major. A plusieurs reprises, celui-ci a reconnu implicitement les défauts de la politique suivie par ses prédécesseurs. C'est ainsi qu'il a déclaré vou-

loir poursuivre, en ce qui concerne les traités de paix, la politique de ses prédécesseurs, mais a tenu à bien marquer « que cela n'empêche pas d'apporter à cette politique certains changements, dans la mesure où ils seront exigés par l'intérêt du pays ». (Discours du Président Gömbes à la Chambre de Budapest.) Cette restriction est d'autant plus importante que le chef du Gouvernement l'a fait suivre de ces considérations :

« La situation n'est plus la même aujourd'hui... les anciennes unités économiques étaient rationnelles jusqu'à un certain point et après la guerre on n'est pas parvenu à leur substituer des conceptions nouvelles. Ni la Hongrie ni d'autres peuples n'ont encore trouvé leur intérêt. C'est pourquoi je tiens pour nécessaire, puisque nous sommes à la veille d'un nouveau développement, de mener une politique extérieure consciente d'elle-même, mais placée sous le signe de l'efficacité. »

Que signifient ces formules un peu vagues, sinon que la Hongrie entend travailler, avec plus de zèle que par le passé, au rapprochement économique des pays de l'Europe centrale, rapprochement qui est conforme à l'intérêt national hongrois, mais qui est impossible sans sincérité. Le Président Gömbes se prononce contre l'autarchie économique qui sépare les Etats et il ne cache pas que l'intérêt de la Hongrie, pays agricole, est par-dessus tout de favoriser ses exportations agricoles, ce qui ne lui est guère possible que si elle ouvre plus largement ses frontières aux produits manufacturés des pays industriels qui sont ses clients.

Il n'y a pas lieu d'être surpris que le Président du Conseil hongrois s'exprime en termes prudents au sujet de la collaboration avec les pays voisins; il faut se rappeler que

le comte Bethlen, qui pendant plus de dix ans gouverna la Hongrie comme Président du Conseil, déclarait encore, il y a un an, que « sans la révision des traités il n'y aurait point de rapprochement économique avec les pays voisins ». Comment concilier ces paroles avec celles du Président du Conseil actuel déclarant « qu'il va poursuivre la politique de ses prédécesseurs et en même temps y apporter quelques changements quant aux relations avec ses voisins », si la pensée du Président du Conseil hongrois n'est pas celle que j'ai notée plus haut : « Les relations économiques d'un pays n'ont rien à voir avec ses rapports politiques. »

Si c'est en cela que consiste le changement que veut apporter le Président du Conseil hongrois à la politique extérieure des ses prédécesseurs, on le juge en Europe danubienne assez satisfaisant; mais en même temps les voisins de la Hongrie : Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie se demandent de quelle manière sera poursuivi le rapprochement de la Hongrie et de ses voisins. Il y a, au sujet de l'Europe danubienne, deux thèses principales : la thèse allemande de la « Mitteleuropa » et la thèse française : « L'Europe danubienne aux peuples danubiens ». La thèse allemande est jugée par tous les Etats danubiens dangereuse et peu compatible avec le maintien de l'indépendance nationale des peuples. La thèse française est aujourd'hui celle de tous les hommes de bon sens des pays danubiens, soit industriels, soit agricoles, car tout en permettant les arrangements nécessaires avec les Grandes Puissances voisines des pays danubiens, elle sera la meilleure sauvegarde de l'avenir de ces petits Etats aussi bien que de la paix dans l'Europe danubienne.

J'ai indiqué, au commencement de cette thèse, deux

questions à résoudre. Premièrement : l'Europe danubienne est-elle une question d'équilibre, suivant la vieille formule? — et deuxièmement : est-elle une question d'arrangement, de pacte économique?

Si l'on résoud la question par la vieille formule d'équilibre des forces, on voit tout de suite que c'est le triomphe de la thèse allemande, de la vieille école, où les petites nations servaient aux grandes pour contrebalancer leurs forces. C'est justement la thèse allemande du « drang nach osten ».

Résoudre la question par la conclusion d'un pacte économique entre les peuples danubiens, c'est mettre en pratique la nouvelle théorie économique-politique suivie par la diplomatie française.

La Hongrie, qui depuis dix ans n'a rien fait et rien voulu faire pour se rapprocher de ses voisins, l'a bien compris lors du règlement de la question des réparations orientales, à la Conférence de La Haye en janvier 1930. Le comte Bethlen, alors Président du Conseil hongrois, a déclaré le 16 mai à la Chambre de Budapest que s'il avait porté le débat sur le terrain de la revision du traité de Trianon, la Conférence aurait fait fiasco et la Hongrie aurait été tenue par le monde pour responsable du désordre européen.

Voilà justement pourquoi la Conférence de La Haye a pu aboutir à la conclusion d'un certain nombre d'accords non politiques. Nous pouvons donc constater que les rapports entre les Etats, tout au moins entre les Etats danubiens, sont toujours régis par cette loi : « *moins ils toucheront à la politique, plus ils offriront de possibilités d'entente* ». On sera donc constamment préoccupé de dégager les problèmes en discussion de toute contingence poli-

tique, de les isoler et de leur donner une base conventionnelle, souvent peu stable au demeurant, car s'il est un domaine auquel les catégories de l'esprit s'appliquent mal, c'est bien celui de la vie internationale (1). Et pourtant l'assainissement des relations de la Hongrie avec les Etats voisins, surtout avec les Etats de la Petite Entente, dépend uniquement de la mesure dans laquelle on pourra dissocier les intérêts politiques des intérêts économiques.

Il est désirable que les relations entre la Hongrie et ses voisins soient plus étendues et plus sincères. Malheureusement, aujourd'hui encore pèse sur l'Europe danubienne un réel malaise. Je parlerai plus loin, à propos de la Yougoslavie, des révélations de M. Wickam Steed, éminent journaliste anglais, au sujet de projets d'hégémonie politique germano-italienne sur l'Europe danubienne. Sans vouloir croire que de tels projets puissent être sérieusement retenus par les hommes d'Etat responsables à Berlin et à Rome, on est pourtant obligé de constater des symptômes assez troublants. Tout cela, il faut bien en convenir, crée en Europe danubienne une atmosphère qui explique la nervosité des esprits, et il est bien naturel que les voisins de la Hongrie prennent les dispositions nécessaires pour parer à toute éventualité, dans l'état de trouble moral où vit l'Europe danubienne.



La Roumanie et la Tchécoslovaquie sont deux pays danubiens dont le premier se trouve en partie seulement dans le bassin du Danube, à l'ouest des Carpathes, le ter-

(1) Albert Mousset, *L'Esprit International*, avril 1931.

ritoire situé à l'est des Carpathes ayant été considéré plutôt comme appartenant à l'Europe orientale. Le second est un pays du nord du bassin danubien, dont la frontière sud, vers l'Autriche et la Hongrie, est constituée en partie par le Danube.

La Tchécoslovaquie est un Etat nouveau, créé au lendemain de la victoire des Alliés. Située au nord du bassin danubien, enfermée dans son bastion montagneux qui surveille quelques-unes des grandes routes du monde, mais par malheur peuplée sur ses confins de minorités allemandes, compactes, la Tchécoslovaquie ne peut assurer la sauvegarde de son indépendance conquise que si elle fait prospérer les idées qui lui ont donné naissance. Il lui faut donc, avant toutes choses, pouvoir disposer librement d'elle-même. Il ne faut pas oublier que les Tchèques ont été les grands émancipateurs intellectuels des Slaves occidentaux aux points de vue politique et social. Ils ne voulaient pas du panslavisme conquérant d'une Pologne ni d'une Russie, mais au contraire ils apparaissaient comme les arbitres-nés de tous les conflits en Europe centrale, et l'intérêt des Tchèques n'était certainement pas non plus que leur position put un jour être emportée ou simplement tournée par les ambitions germaniques.

Sur ce point, le passé de la Tchécoslovaquie répond entièrement de l'avenir. Si elle mit longtemps tous ses espoirs dans une réorganisation interne de l'Autriche-Hongrie sur la base d'une union fédérale, c'est dans la crainte de bouleversements qui eussent pu amener son écrasement par l'Allemagne. « Depuis huit siècles, écrit M. Seton-Watson, la Bohême n'a pas cessé de constituer un rempart contre le Germanisme. Il n'est pas de race slave qui ait fait preuve d'une telle ténacité, d'une telle énergie virile

en face d'un ennemi puissant, et dans une situation géographique particulièrement exposée. »

La Tchécoslovaquie est donc une sorte d'avant-garde slave contre la colonisation germanique. Elle perdit de bonne heure le privilège d'être gouvernée par des rois nationaux, et la défaite des Tchèques sous Otokar en 1278 permit à Rodolphe de Habsbourg de fonder la future puissance autrichienne. C'est aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, que la civilisation tchèque atteint son apogée, sous la dynastie de Luxembourg, allemande d'origine, mais d'esprit français.

La bataille de la Montagne-Blanche, en 1640, marqua pour les Tchèques un désastre et un recul analogue à celui de Kossovo pour les Serbes. L'horreur des luttes à travers les villes et villages fut pire qu'au moyen âge, et le vainqueur impitoyable se mit en devoir de détruire son ennemi par tous les moyens.

Tout ce qui était vital pour les Tchèques fut anéanti, la nation fut décapitée, la noblesse expropriée, la bourgeoisie contrainte à l'exil et de trois millions d'âmes la population du pays tomba à huit cent mille.

Après deux siècles de mortel sommeil, les premiers symptômes de réveil coïncidèrent avec le grand mouvement de la Révolution française. Le nationalisme tchèque naquit de nouveau et grandit en même temps que se développaient les idées d'émancipation slave dont l'historien Palacky indiquait le caractère dans la célèbre phrase : « Notre nation ne doit pas oublier qu'elle combat pour la justice, qu'elle n'a pas le droit d'imiter les procédés violents de ses adversaires et que son triomphe doit être celui de la civilisation. »

On peut dire que la conscience tchèque fut le roc où

butèrent les ambitions germaniques, car elle éveilla indirectement la conscience yougoslave et la persuada de rester également inflexible à travers les plus rudes épreuves.

Or, la ténacité serbe, aidée par la France sur le front des Balkans, permit, en 1918, les premières victoires décisives qui provoquèrent la dislocation de l'Autriche. L'Allemagne était ruinée, et avec elle son programme d'expansion féroce dont les Tchèques, et c'est un de leurs grands mérites, avaient compris le péril, non seulement pour eux-mêmes, mais pour toutes les nations libres.

D'origine, de nature, de doctrine, la Prusse fut toujours l'ennemie des Slaves. Après avoir accaparé l'Allemagne, il lui fallait domestiquer l'Autriche, mais elle ne le pouvait qu'en reprenant entièrement à son compte la politique traditionnellement réactionnaire des Habsbourg. Un instant les ambitions de l'Allemagne parurent se tourner du côté de la mer et des colonies. Guillaume II lança alors sa fameuse proclamation : « Notre avenir est sur l'eau ! » On vit la politique impériale tourner ses entreprises d'expansion du côté de l'Afrique centrale, de la Chine, du Maroc et même de l'Amérique du Sud, mais rien ne lui réussit assez complètement pour l'encourager à persévérer. Les idées antérieurement émises par Lizst revinrent alors en faveur et l'on décida de mettre la Turquie en exploitation. Un immense plan s'ébaucha, dont la réalisation devint le pivot de la politique germanique et qui devait conduire à la guerre. Trois conditions essentielles doivent être remplies pour une politique d'expansion illimitée, disaient les impérialistes allemands, et ces conditions, M. Benès, l'actuel ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie, les résumait ainsi dans un remar-

quable article paru dans la « Nation tchèque » du 1^{er} mars 1916 :

1) L'Allemagne doit être assurée de débouchés commerciaux surabondants pour ses produits;

2) L'Allemagne doit posséder un territoire assez riche pour y trouver toutes les matières premières indispensables à son industrie, car sa position géographique exige qu'elle ne tombe pas, à ce point de vue, sous la dépendance d'autres Etats;

3) L'Allemagne doit avoir à sa disposition des territoires assez étendus pour y installer les excédents de population qui, obligés d'émigrer d'Allemagne, ne doivent pas se dénationaliser dans des milieux étrangers.

Le dessein formel d'obtenir satisfaction sur ces trois points donna naissance à la fameuse théorie de la « Mittel Europa ». Or ce projet n'était réalisable qu'à la faveur d'une lutte à outrance entre Slaves et Allemands.

Pour première étape, les Allemands comptaient réunir d'abord tous les peuples de langue allemande, ensuite tous les pays que le Congrès de Vienne avait groupés au sein de la Confédération germanique : les pays autrichiens, tchèques et le littoral yougoslave.

Mais bientôt la mégalomanie pangermaniste jugea nécessaire d'élargir encore ce programme, car il fallait compter sur une farouche résistance de la part des Tchèques, des Yougoslaves et même des Polonais. Spéculant sur la solidarité des peuples de proie, les Allemands conçurent l'idée de s'appuyer à la fois sur les Magyars, menacés dans leurs propres domaines, sur les Bulgares, car le roi de Bulgarie était un Hohenzollern, et sur les Turcs en instance de dépossession, pour accaparer à la fois l'Autriche et le Balkan et gagner la route de Bagdad. Il leur fallait

donc écraser d'abord la Serbie, pour se retourner ensuite contre les Tchèques.

La Serbie devait être partagée entre l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie; la nationalité tchécoslovaque devait être radicalement supprimée par un coup d'Etat et l'abrogation du suffrage universel; la Galicie devait recevoir un statut spécial et la Pologne, soustraite à la Russie, devait passer sous l'influence allemande, pour constituer vers l'est un Etat-tampon et rejeter la Russie vers l'Asie. L'union douanière de ces vastes territoires devait demeurer aux mains de l'Allemagne.

Tel était le projet d'union de l'Europe centrale, du point de vue de l'Allemagne (1).

Sachant de quel prix sa liberté nationale avait été payée, et ayant l'Allemagne pour voisine, la Tchéco-Slovaquie fut la première à se soucier de l'avenir. Certes la Société des Nations garantissait l'intégrité territoriale de tous ses membres, et l'article 10, § 1 de ses statuts dit que : « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance présente de tous les membres de la Société ». Mais lorsqu'on traita à Genève le problème de la sécurité, les opinions des membres de la Société des Nations furent partagées, les uns étant pour le maintien de l'article 10, les autres pour sa suppression. La France, de concert avec d'autres pays soucieux à bon droit d'assurer la sécurité et la paix, obtint que l'article 10 fut corrigé et complété par l'article 21 du Pacte de la Société des Nations, qui autorise : « Les ententes internationales, telles qu'elles assurent le maintien de la paix, sous condi-

(1) Phileas Lebesgue, *Monde Slave*, mars 1921,

tion que ces ententes ne seront incompatibles avec aucune des dispositions du Pacte de la Société des Nations. »

C'est tout d'abord à Prague que l'on a songé à l'assistance mutuelle, à la suite des événements qui se déroulaient en Hongrie, et dès le 4 août 1920 M. Benès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, signait à Belgrade, avec le Gouvernement yougoslave, un accord valable pour deux ans, d'après lequel les contractants s'obligeaient à se défendre mutuellement en cas d'attaque de la Hongrie. L'objet de cet accord était, on le voit, de stabiliser l'Europe danubienne en vue de la paix générale et spécialement de la paix danubienne.

Au lendemain de cette entente entre Prague et Belgrade, M. Benès, escomptant l'adhésion prochaine de la Roumanie, écrivait dans le « *Matin* » :

« Les idées politiques qui doivent être considérées comme la base de l'entente entre les trois pays sont les suivantes : vu, l'instabilité de la situation générale en Europe, les dangers extérieurs, les troubles intérieurs, nous font craindre de perdre une liberté si chèrement gagnée. Chacun de nos pays se trouvant isolé est menacé d'avantage. Notre entente donnera aux nations intéressées confiance en leurs propres forces. »

Voici la première idée. La seconde n'est pas moins importante. Elle vise les rapports économiques alors en pleine anarchie : « Ainsi nous voulons tendre de toutes nos forces à la consolidation, à la reconstruction et à l'organisation des pays de l'Europe centrale, en nous appuyant strictement sur les traités signés. » « Nous avons voulu démontrer à l'Europe que l'ancienne Autriche-Hongrie ne lui est plus nécessaire et que, de même, l'idée d'une confé-

dération danubienne peut être abandonnée pour toujours, parce que nous pouvons nous grouper nous-mêmes. »

Huit mois plus tard, le 23 avril 1921, pour le même motif et avec le même objet, un accord était signé entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie. Il répondait à la tentative de restauration de l'ex-empereur Charles sur le trône de Hongrie, qui avait eu lieu le 25 mars précédent et avait montré clairement l'impérialisme hongrois et ses tendances révisionnistes.

La signature d'un pacte d'assistance mutuelle entre la Roumanie et la Yougoslavie ne tarda pas, les intérêts des uns et des autres étant semblables, et le 7 juin 1921 la « Petite Entente » était créée.

Les accords conclus entre les Etats de la Petite Entente sont très différents des anciennes alliances qui, toutes, avaient plus ou moins une pointe offensive. Les intérêts particuliers ne semblent pas avoir place dans le Pacte de la Société des Nations et l'on peut se demander, dès lors, s'il est possible de conclure des alliances. Celles-ci sont possibles, mais à la condition d'être faites conformément à l'esprit du Pacte. C'est pourquoi le nom d'alliance ne semble pas devoir être conservé, mais être remplacé par celui de traité d'assistance mutuelle. La Petite Entente n'est pas une alliance semblable aux anciennes alliances offensives, mais elle est une association d'assistance mutuelle et défensive contre toutes attaques possibles de la part de la Hongrie et pour garantir la paix créée par la victoire des Alliés, en 1918.

*
**

L'ancien royaume de Roumanie était situé à l'est des Carpathes, et composé des deux provinces historiques de

Valachie et de Moldavie. Il se trouvait alors dans « l'est européen », mais depuis 1918, depuis que la Transylvanie est incorporée au Royaume, la Roumanie est devenue un pays du bassin danubien. C'est pourquoi il y a lieu dans cette thèse d'évoquer quelques points de l'histoire de la Transylvanie et de dire quelques mots de la domination hongroise sur cette province.

La Transylvanie est une partie de l'ancien royaume des Daces conquise par l'empereur Trajan et organisée en province romaine à l'aide des colons associés aux premiers habitants (107 av. J.-C.). Après les invasions et une période fort obscure, le pays fut conquis par les Hongrois et jusqu'en 1848 le peuple roumain fut maintenu en servage, la noblesse étant magyarisée. Dès le ^{xiv}^e siècle, les vexations et les impôts trop lourds provoquèrent des soulèvements chez les Roumains de Transylvanie. C'est au ^{xvii}^e siècle que la Transylvanie passe aux mains des Habsbourg; les Roumains jouirent alors d'une certaine autonomie territoriale; ils avaient une Diète, un gouvernement à eux (Règlement de 1863). Mais lorsque le régime dualiste s'établit dans l'Empire, la politique de magyarisation prit le pas sur celle de germanisation. Sous la domination de Budapest la Transylvanie, privée de son ancienne autonomie, était soumise purement et simplement à la Couronne de saint Etienne.

Mais les Roumains de Transylvanie ne désespérèrent pas. Formant la majorité absolue (71 % de la population) dans l'ensemble des arrondissements et dans 6 comitats sur 15, ils étaient conscients de leur supériorité numérique.

Depuis 1918 la Roumanie est devenue un grand Etat s'étendant des deux côtés des Carpathes, sur un territoire très vaste et extrêmement riche, surtout en produits agri-

coles et miniers. Le pétrole roumain est connu du monde entier; les mines de charbon et de sel approvisionnent tous les Balkans.

L'ancien royaume de Roumanie occupait 140.000 km² et avait 8.000.000 d'habitants; depuis 1918, avec la Transylvanie et la Bessarabie, il est passé à 294.000 kilomètres carrés de superficie et à 16.000.000 d'habitants.

La Roumanie occupait avant la guerre le quatrième rang parmi les pays producteurs de pétrole du monde entier. Dès 1914, cette production subit une diminution importante, aggravée encore par la destruction systématique des puits pétrolifères lors de la retraite des troupes allemandes. Plus de 800.000 tonnes de pétrole et dérivés du pétrole furent brûlés avec leurs réservoirs, la plupart des raffineries saccagées, des pertes énormes en résultèrent.

La reconstruction est difficile par suite du manque de capitaux, bien que les compagnies pétrolifères soient aidées par l'Etat.

La production roumaine en charbon s'est accrue, passant de 260.000 tonnes en 1916 à 2.000.000 de tonnes en 1922, soit sept fois plus.

La Roumanie est, dans son ensemble, un pays agricole. Les agriculteurs constituent les 4/5^e de la population. Par suite de l'occupation, pendant la guerre, de la plus grande partie du territoire de l'ancien royaume, la récolte de céréales fut ensuite très déficitaire : de 6.500.000 hectol. de blé au lieu de 30.000.000, et de 8.500.000 hectol. de maïs, au lieu de 37.000.000 (moyenne annuelle); mais depuis 1924 la culture est de plus en plus intense, et la production augmente. Le total des surfaces cultivées est passé de 8.650 ha à 11.400 en 1924.

L'avenir économique de la Roumanie s'annonce florissant.

sant, étant données la richesse de son sol, de son sous-sol, et surtout sa position géographique sur le Danube, des Portes de Fer à la mer Noire.

Qu'il me soit permis de citer ces quelques passages d'un article, paru dans la « Prager Presse » de Prague, le 23 mars 1924, où l'éminent professeur Jorga, ancien Président du Conseil roumain, a indiqué ses prévisions concernant le Danube et la valeur de ce fleuve international pour la Roumanie : « Le plus grand fleuve de l'Europe du sud-est, dont les rives sont actuellement partagées entre la Roumanie, la Bulgarie et la Serbie, a longtemps appartenu sans aucune interruption aux Impériaux de Byzance. Les Etats slaves de la presqu'île balkanique purent s'emparer des forteresses, mais le cours du fleuve restait toujours roumain. Les Bulgares s'y trouvaient déjà vers l'an 900, tandis que l'Etat serbe ne se dirigea que plus tard vers les contrées danubiennes. Quand les Osmanlis (Turcs) apparurent à cette frontière septentrionale de leurs domaines ils ne firent rien d'autre que de renouveler la tradition de la Rome orientale. Pendant les trois siècles suivants les paysans demeurèrent avec leurs petits bateaux, durant les expéditions guerrières de la flotte imposante des empereurs turcs. Vu l'état de choses créé par la conquête, le Danube ne servait plus au commerce mondial, comme sous les Romains. Pour améliorer les conditions économiques il ne fallait qu'une chose : l'apparition d'un Etat qui représenterait les intérêts de plusieurs nations et qui serait en même temps en rapports directs avec le centre principal de la production industrielle en Occident.

« C'est pourquoi il fut impossible à la grande Russie de remplir cette mission, même après qu'elle eût conquis l'embouchure du Danube en 1812. L'empire oriental ne pouvait

remonter le courant et les produits des petits pays disséminés n'étaient pas assez considérables pour entreprendre une exportation en Occident.

« L'Autriche se trouvait dans des conditions différentes. L'Etat des Habsbourg, avec son caractère complexe et la force du delta danubien, ayant ses propres vaisseaux et son pavillon, n'a rien fait pour la navigation; le canal de Saint-Georges est un exemple brillant du zèle qui régnait sur ce territoire.

« Cependant l'importance de l'Etat roumain croissait; dès 1878, il possédait la plus longue rive et, d'après le traité de Berlin, la péninsule de Dobroudja. »

Parlant ensuite de la Commission internationale du Danube, M. Jorga termine son article par ces mots :

« Deux puissants facteurs économiques ont, par conséquent, disparu (Autriche-Hongrie et Russie). Ils doivent être remplacés. Ce n'est pas la Hongrie affaiblie qui peut se présenter pour les remplacer, et l'initiative tombe ainsi entre les mains de la Tchécoslovaquie. Pour la rendre fructueuse il faudrait, à mon avis, que soient remplies deux conditions qui découlent de ce qui a été mentionné ci-dessus. Premièrement une nouvelle association des intérêts européens doit prendre jour sur le Danube, et deuxièmement toutes les puissances riveraines doivent participer à l'utilisation de la grande voie fluviale.

« Parmi ces Etats riverains, il n'en est aucun qui puisse se comparer à la Roumanie sous les rapports géographique et technique. La collaboration sur le Danube peut donner aux relations amicales entre Tchécoslovaquie et Roumanie une base économique assurée ».

Du point de vue ethnographique le Royaume de Roumanie comprend, auprès des Roumains, une minorité hongroise, allemande et slave.

En 1919, lors de la conclusion du traité de paix, la Roumanie, ainsi que les autres pays danubiens, a été soumise au règlement dit « des minorités ». Dire qu'un pays est soumis au règlement des minorités c'est dire que la population n'y est pas homogène et purement nationale, mais qu'outre les nationaux il s'y trouve, installés dans le pays, des habitants appartenant à d'autres races et qui sont, après les traités de paix, devenus par option sujets du nouvel Etat. C'est là une nouveauté apportée au monde par les traités de paix de 1919. Il existe dans l'histoire des faits analogues, sans doute, mais moins précis. Par exemple, au traité de Berlin en 1878, les puissances européennes ont soumis la Turquie, ainsi que les petits Etats nouvellement créés, à l'obligation d'appliquer un régime spécial aux communautés juives, mais les négociateurs des traités de paix de 1919 ont fondé, à ce point de vue, un nouveau statut de l'Europe centrale.

Les négociateurs sont partis de ces trois idées :

1) Constituer des Etats libres pour les nationalités qui, historiquement et ethnographiquement, ont droit à se gouverner elles-mêmes; c'est le cas des Tchèques et des Polonais.

2) Rattacher aux Etats déjà existants, de même race et de même nationalité qu'elles, les populations placées jusque là sous la domination d'Etats de race et de nationalité étrangères; c'est le cas de la Serbie et de la Roumanie.

3) Assurer aux groupements enclavés dans des Etats de race et de nationalité différentes des leurs, et que leur petit nombre et surtout leur situation géographique ne permettaient pas de rattacher à l'Etat de leurs race et nationalité, l'égalité de traitement avec les nationaux proprement dits de l'Etat dont ils sont ressortissants, et la liberté de conserver leur langue, leur religion et leurs coutumes...

Voici pourquoi depuis dix ans la Hongrie fait tant de bruit dans toute l'Europe, et pourquoi l'honorable comte Apponyi, délégué permanent de la Hongrie à la Société des Nations à Genève, n'a pas manqué, à chaque session de la Société, de plaider pour les minorités hongroises chez les Etats voisins. Etrange retour des choses!

En dépit de toutes les protestations des Etats intéressés, protestations publiées dans la presse, la Société des Nations, jusqu'à présent, ne s'est pas occupée sérieusement de la question des minorités. Ne l'a-t-elle pas voulu? Y a-t-il un autre motif? Les Roumains, Tchèques et Yougoslaves sont d'avis que la Société des Nations n'a pas l'autorité suffisante pour le faire et ne pourra l'avoir avant longtemps encore.

Qu'il me soit permis de rappeler la question des Allemands du Haut-Adige, il y a deux ans environ. Toute la presse en a parlé, mais la question ne fut pas portée devant le Conseil de la Société. — Pourquoi? — Parce qu'il y a deux grandes puissances qui ont des minorités et ne sont pas soumises au règlement des minorités. Aussi, chaque fois que le Secrétariat de la Société des Nations a manifesté l'intention de porter la question des minorités à l'ordre du jour, les Etats de la Petite Entente, qui sont soumis au règlement des minorités, ont protesté officieusement en

disant : « Il est impossible de faire deux catégories d'Etats, les uns soumis au règlement des minorités, et les autres non. » Ce point de vue est apparu très visiblement dans la discussion du Conseil de la Société des Nations dans l'automne de 1925, et il est certain que celui qui veut résoudre d'une manière réaliste et internationale la question des minorités doit partir du point de vue de l'extension de la protection des minorités à tous les Etats.



La Yougoslavie, le pays des Slaves du sud, est située dans la partie nord-ouest de la péninsule balkanique, entre le 13°51' et le 23°7' de longitude est du méridien de Greenwich, et le 40°52' et le 46°55' de latitude nord. Sa superficie est de 248.987 kilomètres carrés.

La configuration de la Yougoslavie est très diverse : elle est principalement montagneuse, car les régions élevées occupent les 4/5^e, et les plaines seulement 1/5^e, de la superficie totale. Les montagnes s'étendent surtout dans les régions sud-ouest et sud, les plaines sont au nord. Au point de vue hydrographique la Yougoslavie est un pays très riche. Le fleuve principal est le Danube (590 kilomètres en Yougoslavie) avec ses affluents : Save, 939 kilomètres, Morava, 512 kilomètres, etc.

Par le chiffre de sa population la Yougoslavie vient au dixième rang en Europe. Ce chiffre, d'après le recensement du 31 mars 1931, est de 13.929.988 habitants, ce qui donne environ 53 habitants au kilomètre carré.

D'après la nationalité la population est répartie de la façon suivante :

Yougoslaves (d'origine)	11.535.062	85 %
Allemands	650.790	4,2 %
Hongrois	616.658	3,9 %
Albanais	501.657	3,7 %
Roumains	256.068	1,9 %
Turcs	185.322	1,3 %
Italiens	64.553	0,1 %
Divers	119.878	0,6 %
Total	13.929.928	

D'après cette statistique, l'on voit qu'en Yougoslavie les 85 % de la population sont yougoslaves et que 15 % appartiennent à diverses nationalités.

Par les traités de paix la Yougoslavie, comme les autres pays danubiens, est soumise au règlement des minorités.

D'après les professions, la population de la Yougoslavie se répartit comme suit :

Agriculteurs	76 %
Industrie et métiers	9 %
Commerce et crédit	3,2 %
Services publics ou professions libérales	3,5 %
Rentiers et retraités	2,3 %
Communications	2,5 %
Journaliers	1,5 %
Armée	0,3 %
Divers	1,5 %

D'après la religion la population de la Yougoslavie est répartie comme suit :

Orthodoxes	46,7 %
Catholiques romains	39,2 %
Musulmans	11,2 %
Protestants	1,9 %
Juifs	0,5 %
Catholiques romains	39,3 %
Divers :	0,01 %

Les peuples yougoslaves du Royaume actuel de Yougoslavie sont : les Slovènes, les Croates et les Serbes. Ces trois peuples, autrefois divisés par la politique austro-hongroise, ne sont au fond qu'un seul peuple, les trois rameaux d'une même tige, trois peuples étroitement unis par la communauté de race, et de langue, par des aspirations semblables vers un même but et un même idéal. Ils ont eu autrefois pour patrie les Carpathes et la Russie du sud, et furent refoulés par la grande migration des peuples aux ^{vi} et ^{vii} siècles, sur leur territoire actuel; dans la Carniole, la Dalmatie, une partie de l'Istrie, de la Styrie; de la Carinthie, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie. Jusqu'en 1918 ils ne formèrent jamais un Etat unique.

La Yougoslavie est géographiquement un pays danubien, puisque la plus grande partie de son territoire, arrosée par la Save, la Drave et le Danube, est située dans le bassin danubien. On entend dire souvent que la Yougoslavie est un pays balkanique, et aussi que les Serbes veulent balkaniser l'Europe centrale. Cependant les Slovènes sont des « Alpestres », les Croates et une partie des Serbes, ceux de Bosnie, Herzégovine et Dalmatie, sont des « Pannoniens » ou des « Dinariques ». Cette assertion : la Yougoslavie est un pays balkanique et les Serbes veulent balkaniser l'Europe centrale, est répandue par les ennemis

de l'unité yougoslave qui reprennent exactement les données de l'ancienne politique austro-hongroise. Il est vrai que les anciens royaumes de Serbie et du Monténégro se trouvaient en totalité dans les Balkans, mais aujourd'hui, avec les territoires que je viens de citer, la Yougoslavie est, des points de vue géographique et ethnographique, un pays danubien par excellence.

Qu'il me soit permis de citer quelques pages de l'histoire des trois peuples réunis aujourd'hui dans la Yougoslavie.

a) Les Slovènes occupèrent, aux ^{vi}^e et ^{vii}^e siècles, les régions les plus occidentales et rapidement ils furent soumis à la domination étrangère. L'influence germanique s'exerça sur eux plus que les autres Slaves du sud, mais, malgré l'incontestable tyrannie de la noblesse germanique dont ils travaillaient les terres (la différence entre slave et esclave n'était pas grande alors); malgré le mépris dans lequel étaient tenues sa langue et ses coutumes, la masse paysanne slovène sut résister aux tentatives de germanisation.

Puis, peu à peu, se constitua dans cette masse populaire une classe bourgeoise autochtone ayant pleinement conscience de sa propre nationalité. Il est intéressant de noter, à cet égard, que c'est en Slovénie que l'administration napoléonienne trouva la plus grande proportion d'intellectuels locaux sur lesquels elle pût s'appuyer pour réaliser sa tâche assurer le libre développement des peuples slaves faisant partie du royaume d'Illyrie.

Les Slovènes furent de bonne heure convertis à la religion catholique et l'attitude du clergé, qui souvent était en totalité allemand, retarda chez eux l'éveil des aspirations nationales, ceci surtout depuis le concordat intervenu entre

le Vatican et l'Autriche, d'après lequel le clergé avait la haute main sur l'enseignement populaire. Son loyalisme envers les Habsbourg d'une part, et de l'autre l'importance du capital allemand investi furent les facteurs qui retardèrent le développement du sentiment yougoslave chez les Slovènes. En outre, il ne faut pas oublier que les Slovènes ont toujours été sous la domination des Autrichiens (allemands). Ceux-ci, très habilement et non sans perfidie, avec l'aide de la grande bourgeoisie slovène et du clergé allemand, surent dominer ce peuple. — Aussi, à l'Assemblée constituante de Vienne, sur seize députés slovènes, une bonne moitié était tout à fait indifférente aux idées libérales.

Les Slovènes accueillirent froidement l'appel des Croates (de Zagreb) lorsque l'Illyrisme battait son plein en Croatie et que le poète Caj voulait ressusciter le slovénisme local. C'est en 1848 que les étudiants slovènes des Universités, de Vienne surtout, acclament l'idée d'un rapprochement politique avec les Croates et les Serbes. En Slovénie même, l'on tient d'abord à l'abolition des droits féodaux. Les aspirations et revendications slovènes sont timides et à la « Société slave » de Ljubljana, c'est en allemand qu'on plaide les droits des Slovènes. Même les députés à l'assemblée de Vienne ne sont pas d'accord quant à l'avenir de leur pays qui, de tout temps morcelé, ne peut se réclamer, comme la Croatie et la Bohémie, d'un droit historique; pour réunir en un tout la Carniole, le comté de Gorica, le littoral de l'Istrie, les parties de la Carinthie et de la Styrie où l'on parle le slovène, on ne peut invoquer que les droits naturels des Slovènes. C'est surtout pendant la guerre de 1914-1918 que le nationalisme slovène grandit dans d'énormes proportions, et c'est grâce aux quatorze

points du Président Wilson et aux luttes des différents peuples d'Autriche-Hongrie pour leur libération définitive que les Slovènes ont pris le chemin de l'unité yougoslave.

b) Les Croates vinrent s'établir dans les régions situées immédiatement au sud-est de celles occupées par les Slovènes. Après avoir vécu tout d'abord en tribus distinctes, ils constituèrent au ^x^e siècle un Etat indépendant gouverné par le roi Tomislav, premier roi de Croatie, qui agrandit considérablement son royaume. Cet Etat indépendant croate fut de courte durée car dès 1102, à la suite de dissensions et de luttes survenus entre les nobles croates, les Hongrois occupèrent le pays et assassinèrent le roi Zvonimir, obligeant la Croatie à accepter une union personnelle avec la Hongrie. Elle fut dès lors gouvernée par le fils aîné du roi de Hongrie ou, à défaut, par un ban élu ou accepté par les nobles croates.

Au ^{xvi}^e siècle les Turcs, étendant considérablement leur domination en Europe, conquièrent une grande partie de la Croatie en même temps qu'une partie de la Hongrie. Leur pouvoir fut d'ailleurs de courte durée, mais les Croates n'échappèrent à un joug que pour retomber sous un autre qui, s'il n'opprimait plus leurs convictions religieuses, n'en constituait pas moins une atteinte à leurs sentiments nationaux; celui des Habsbourg, rois de Hongrie.

Depuis lors l'histoire du peuple croate n'est qu'une longue suite de tentatives infructueuses de libération. La conspiration de deux nobles croates, les comtes Zrinski et Frankopan au ^{xvii}^e siècle, l'insurrection du ban Jelacic en 1848, sont les épisodes les plus marquants et les plus connus de cette lutte pour la liberté. Pendant tout le ^{xix}^e siècle des patriotes croates travaillèrent avec ardeur au

réveil du sentiment national, tant dans les masses populaires que dans les milieux intellectuels.

Le yougoslavisme débuta par une renaissance du sentiment national poursuivie par des poètes, des littérateurs, des hommes d'Eglise, qui réalisèrent un véritable risorgimento yougoslave, créant ainsi un mouvement intellectuel qui, quelques dizaines d'années plus tard, devait porter ses fruits. Notons pour mémoire l'illustre évêque de Djakovo, Josip Juraj Strossmayer, premier évêque national, qui toute sa vie considéra comme son devoir de lutter pour répandre les sentiments yougoslaves.

c) Les Serbes vinrent au ^{vii}^e siècle dans les Balkans et occupèrent les territoires situés à l'est de ceux où s'établirent les Croates. Par la suite ils descendirent peu à peu vers le sud et vers l'est. C'est au ^{xiii}^e siècle qu'on parle dans l'histoire d'un Etat serbe puissant, alors que les Croates avaient déjà perdu leur indépendance.

L'Etat serbe du moyen âge prit rapidement une grande extension et atteignit son apogée sous le roi Douchan, qui prit le titre d'empereur. En 1389, à la défaite de Kossovo, l'Etat serbe céda devant l'attaque turque et en 1459, vassal des Turcs, il perdit complètement son indépendance.

Quatre siècles durant, les Turcs régnèrent sur les Serbes, car ceux-ci ne commencèrent à se libérer qu'en 1804, et pendant ces quatre siècles les Serbes n'ont pas perdu leur nationalité, malgré les conversions forcées à l'islamisme, seul moyen utilisé par les Turcs pour turquiser les Serbes. Parmi les Serbes turquisés dont la famille n'était pas passée à l'Islam se trouve un des plus grands hommes d'Etat turcs, Mehmed pacha Sokolovitch, dont le frère fut élevé par lui à la dignité d'évêque serbe. De tels exemples sont nombreux, pendant cette domination

turque, parmi les Serbes enlevés tout enfants par les Turcs à titre d' « impôt du sang ».

Pour échapper au joug turc, plusieurs milliers de familles passèrent de Serbie en Hongrie, en traversant le Danube ou la Save.

La libération des Serbes en un Etat indépendant dans les Balkans eut lieu au début du xix^e siècle, et autour de Belgrade un Etat moderne se constitua peu à peu, par agrandissements successifs.

Pendant ce temps, les Serbes d'Autriche-Hongrie rêvaient à l'indépendance. — C'est en 1912 et 1913, après les guerres balkaniques dont la Serbie était sortie victorieuse, que l'idée yougoslave connut son plus grand essor. Le gouvernement austro-hongrois chercha par tous les moyens à humilier la Serbie aux yeux de ses frères de race dans l'Empire. Mais l'unité yougoslave, préparée par les Serbes de Serbie qui n'avaient été émancipés qu'au congrès de Berlin en 1878, fut hâtée par la grande guerre et au mois de juillet 1917 fut signée la fameuse déclaration de Corfou, par laquelle les délégués du Comité yougoslave et les représentants du gouvernement serbe se mettaient d'accord pour former un Etat sous le nom de « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ».

Le 6 octobre 1918 se constitua à Zagreb le Conseil national des Slovènes, Croates et Serbes, qui groupait les représentants de tous les partis yougoslaves d'Autriche-Hongrie.

Le 29 octobre ce Conseil fut reconnu officiellement comme pouvoir suprême par la Diète croate qui proclama, en même temps, la rupture de tous liens avec le Royaume de Hongrie et l'Empire d'Autriche. La Diète adressa au peuple une proclamation où elle déclarait que le nouvel Etat était dorénavant partie constitutive de l'Etat des

Slovènes, Croates et Serbes et précisait que la souveraineté de l'Etat s'étendrait à tous les territoires occupés par les Yougoslaves.

Le 1^{er} décembre 1918, une députation du Conseil national de Zagreb se rendit à Belgrade, où elle fit part au prince héritier Alexandre, régent du Royaume, du désir des populations qu'elle représentait de s'unir à la Serbie et au Monténégro en un seul Etat. A cette occasion le prince héritier proclama solennellement l'union en un Royaume de tous les Serbes, Croates et Slovènes.

Par la loi du 3 octobre 1929, le nom de Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a été changé en celui de Royaume de Yougoslavie.

La Yougoslavie est un pays presque exclusivement agricole. Sa superficie est de 24.198.735 hectares, dont 13.198.735 hectares sont cultivés; les forêts couvrent 7.305.150 hectares, tandis que la superficie non cultivée est de 4.345.544 hectares.

La totalité de terre cultivée se divise comme suit :

Champs.	7.017.516 hectares	
Prairies	1.822.998	»
Jardins et potagers	133.069	»
Pâturages	3.594.107	»
Vignobles	181.288	»
Vergers	252.022	»
Terrains marécageux productifs	197.735	»

Dans les champs la répartition des cultures est la suivante :

Céréales	5.727.295 hectares	
Plantes à racines	78.412	»

Plantes industrielles	153.471	»
Cultures maraîchères	88.199	»
Plantes pour le bétail	208.621	»
et la distillation	494.688	»

La production agricole surpasse de loin la consommation nationale et c'est pourquoi on en exporte des quantités importantes. Les céréales les plus cultivées, qui sont en même temps les principaux articles d'exportation sont: le blé et le maïs, et parmi les plantes industrielles : le chanvre, le lin, le coton, la betterave, le tabac, le houblon, l'opium et le bouhatch, plante spéciale à la Yougoslavie.

Jadis la terre était cultivée le plus souvent de manière ancienne et primitive. Aussi l'effort principal de l'Etat a-t-il été dirigé vers l'augmentation de la superficie cultivée, l'amélioration et l'accroissement de la production agricole.

Les résultats de cette politique sont déjà remarquables. De 1920 à 1929, la superficie de terre cultivée a augmenté de 2.322.685 hectares.

Une autre initiative heureuse de l'Etat, prise dès 1920, est la *réforme agraire*. — Les documents consacrés à la répartition de la propriété du sol en Yougoslavie estiment qu'à la fin de la guerre 600.000 familles paysannes, soit 30 % du nombre total des familles rurales, n'avaient pas assez de terres pour subsister; 200.000 d'entre elles environ n'en possédaient point (1).

Si l'on se rappelle l'agitation des esprits aussitôt après la fin de la guerre, si l'on songe qu'il y avait une proportion assez élevée de grands propriétaires fonciers ressor-

(1) Christa Stamenkovitch, Paris, 1928.

tissants de pays étrangers : Hongrois dans le Banat et Italiens en Dalmatie, on concevra aisément l'ampleur du mouvement d'opinion qui se produisit en Yougoslavie, dès la formation de l'Etat, en faveur d'une réforme agraire aussi étendue que possible. Cette réforme apparaissait comme un acte de justice, complétant la libération politique du peuple par sa libération économique et sociale.

Bien que la Yougoslavie soit essentiellement un pays agricole, on y voit néanmoins l'industrie se développer et progresser. C'est surtout aussitôt après la guerre qu'une rapide industrialisation se produisit, avec la participation du capital étranger.

La grande production agraire, avec le surplus de ses produits bruts, dirige la politique industrielle de la Yougoslavie vers l'amélioration des industries s'occupant de l'utilisation des produits agricoles.

Tandis qu'en 1918 il n'existait en Yougoslavie que 1891 entreprises industrielles en tout, à la fin de 1929 il y en avait 4.031. Ces entreprises se répartissent ainsi :

Industries agricoles	1.387
Industries du bois et du papier	705
Entreprises minières et fonderies	158
Industries du cuir	112
Industries métallurgiques	254
Industries de construction	535
Industries chimiques	250
Industries textiles	279
Industries diverses	351

L'industrie du bois se développa surtout de 1920 à 1929, car la richesse forestière du pays est énorme. La Yougos-

lavie est un des pays les plus riches en forêts. Celles-ci couvrent 7.305.150 hectares, soit un tiers de la superficie totale.

L'on voit donc qu'en Yougoslavie les industries qui occupent le premier rang sont celles qui traitent les produits de l'agriculture, l'industrie du bois et celle des produits chimiques.

Lorsqu'en 1918 l'Etat yougoslave fut constitué, il était essentiellement agricole et l'on désira l'affranchir complètement, au point de vue industriel, de la tutelle étrangère, afin qu'à l'affranchissement politique correspondit l'indépendance économique. On créa ainsi des industries qui ne répondaient pas aux besoins réels du pays. Pendant la déflation de la monnaie et du crédit, c'est-à-dire jusqu'en 1925, ces industries vivaient, mais depuis que la crise est apparue en Yougoslavie beaucoup d'entre elles ont disparu. De la tentative désordonnée d'industrialisation qui a suivi la guerre il est cependant resté quelques entreprises saines, dont certaines ont même pris un développement relatif.

La politique européenne de la Yougoslavie, depuis sa fondation en Etat, a toujours été strictement conciliatrice et depuis quatorze ans la Yougoslavie a apporté toute la bonne volonté possible au règlement à l'amiable de tous litiges avec ses voisins.

La Yougoslavie appartient au groupe des Etats qui sont, par application des traités de paix, issus de la guerre de 1914-1918, où l'ancienne Serbie a combattu aux côtés de l'Entente contre les Empires centraux. Elle a participé, dès les premières années de son existence, à l'œuvre de pacification européenne et mondiale.

La Yougoslavie est partie contractante dans beaucoup

d'engagements internationaux à caractère collectif et universel ayant pour but le règlement pacifique des conflits entre les Etats. Elle est membre de la Société des Nations et du Bureau international du Travail, elle est signataire du statut de la Cour permanente de justice internationale, du Pacte de Paris et de nombreux traités et conventions instituant des organismes spéciaux pour la solution des litiges à naître. Enfin la Yougoslavie a conclu plusieurs traités généraux, d'arbitrage et de conciliation, avec la Pologne le 18 septembre 1926, avec la France le 11 septembre 1927, avec les Etats-Unis d'Amérique le 21 janvier 1929, avec la Grèce le 26 mars 1929, avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie le 21 octobre 1929, avec la Belgique le 25 mars 1930 et l'Espagne en 1930, etc.

En violente opposition avec cette politique pacifique apparaît celle que M. Steed a révélée; à la stupéfaction de l'opinion publique européenne, par son article paru en novembre 1932 dans le *Sunday Times*. Comme je l'ai dit plus haut, il est peu probable que les hommes d'Etat de Berlin et de Rome aient pris au sérieux ce projet, mais comme il prévoit le partage en deux parties de la Yougoslavie, il a provoqué une certaine inquiétude dans ce pays.

L'article du *Sunday Times* énumère les buts sensationnels attribués aux échanges de vues qui ont eu lieu, à l'occasion du Congrès de l'Europe à Rome, entre M. Mussolini et M. Gömbes, premier ministre de Hongrie, le D^r Schacht et deux des lieutenants de M. Hitler (actuel chancelier du Reich). Ce but serait la réalisation, par une coopération étendue de l'Italie et de l'Allemagne en Europe Centrale, des objectifs suivants:

1) Amoindrissement de la Roumanie en tenant compte des aspirations de la Russie quant à la Bessarabie;

2) Rattachement de la Transylvanie, de la Bukovine et de diverses parties de la Yougoslavie à une confédération danubienne placée sous l'hégémonie de l'Allemagne et de la Hongrie;

3) Accroissement territorial de la Hongrie, qui entrerait dans cette confédération, ainsi que la Croatie, la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine et une partie de la Slovénie, après dissolution de la Yougoslavie;

4) Etablissement d'une union douanière ou de tarif préférentiel entre cette nouvelle confédération danubienne, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, union à laquelle la Tchéco-Slovaquie se verrait tôt ou tard obligée d'adhérer;

5)

6) L'ancien royaume de Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, l'Albanie et la Grèce seraient constituées en confédération balkanique sous l'influence de l'Italie.

.....

Il s'agirait donc, d'après cet article, d'une double combinaison : constitution d'une nouvelle confédération danubienne dont le centre serait une Hongrie accrue de plusieurs de ses anciennes provinces arrachées à la Roumanie et à la Yougoslavie; cette confédération serait rattachée à l'Allemagne et à l'Italie par une union ou entente douanière étroite; union de la Roumanie et de la Serbie, réduites à peu près à leurs anciennes frontières, à la Grèce, à l'Albanie et à la Bulgarie pour constituer une fédération balkanique placée en fait sous l'influence italienne.

Si l'on prend au sérieux cette combinaison italo-allemande, on peut se demander si, l'union de l'Autriche à l'Allemagne ayant échoué, l'Allemagne ne vise pas à la

réalisation d'une « Mittel Europa » sous une forme nouvelle.

Les jeux politiques de deux grandes puissances proches du bassin danubien ont mis les pays danubiens dans un état de trouble assez sérieux. La Yougoslavie, attaquée la première par la presse des pays voisins, a naturellement cherché à se dégager d'une position délicate.

J'ai dit tout à l'heure, à propos de la Tchéco-Slovaquie, que l'idée d'assistance mutuelle entre les trois pays danubiens de la Petite Entente, dans la forme qu'elle a revêtue jusqu'au 16 février 1933, était née à Prague. Mais depuis douze ans l'atmosphère politique en Europe centrale s'est grandement modifiée et les trois pays danubiens de la Petite Entente se sont vus dans l'obligation de fortifier cette assistance en lui donnant une forme nouvelle.

C'est justement à propos du problème de la sécurité et en liaison avec le problème du désarmement traité en ce moment à l'Assemblée de la Société des Nations à Genève, que la Petite Entente a fait un pas en avant vers une fédération, proche ou lointaine, en donnant une nouvelle forme à ses statuts.

Dans le pacte d'assistance mutuelle entre les Etats du continent, préconisé par la France d'abord, et ensuite par les autres Etats, réside la véritable garantie de la sécurité générale, qui doit être à la base de toute organisation de la paix. Le 14 février, à la tribune de la Société des Nations, le Ministre des Affaires étrangères de France a fait ressortir que dans le plan français le pacte d'assistance mutuelle prend une importance particulière du fait qu'il est étroitement lié, quant au désarmement proprement dit, à l'unification désirable des principales armées européennes. Mais un tel pacte ne prendra toute sa valeur que s'il lie

effectivement l'ensemble des Etats du continent, ou du moins les principaux de ces Etats. Or les Allemands demeurent irréductiblement hostiles à tout système — impliquant une assistance analogue — qui pourrait se former dans l'Est européen, et l'Italie défend la thèse d'après laquelle le désarmement constituera par lui-même une garantie suffisante de la sécurité.

Un accord sur le principe d'un pacte d'assistance mutuelle limité à l'Europe serait peut-être réalisable si la Grande-Bretagne voulait y participer, mais nous savons qu'à Locarno la Grande-Bretagne n'a pas voulu aller au delà des obligations signées par elle, pour le maintien de la paix en Europe occidentale seulement.

Il est tout naturel que les peuples les plus exposés à une agression cherchent à s'assurer les garanties qu'ils peuvent obtenir par leur seule volonté, et la nouvelle organisation d'assistance mutuelle de la Petite Entente nous donne l'exemple. Elle est destinée à permettre à ce groupement d'agir en toutes circonstances comme un organisme international véritablement unifié, à forme juridique et contractuelle. Cet accord n'a de pointe dirigée contre aucune puissance ni aucun groupe de puissances; il ne tend nullement à ériger la Petite Entente en une force à part, étrangère à l'activité de la Société des Nations, mais simplement à fixer solidement la politique de trois Etats ayant une volonté de paix. Un accord de cette nature est parfaitement compatible avec l'activité de la Société des Nations et avec une large union européenne.

Cette union européenne est d'ailleurs loin d'être réalisée et l'influence de la Société des Nations ne suffit pas à parer à tous les dangers; c'est pourquoi les Etats de la Petite Entente se sont organisés pour la défense commune de

leurs droits et de leurs intérêts vitaux, car la situation de fait en Europe centrale est de nature à leur donner de graves soucis.

L'accord entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, signé à Belgrade le 4 août 1920, celui signé le 23 avril 1921, entre la Tchécoslovaquie, et la Roumanie et l'accord entre la Yougoslavie et la Roumanie, signé le 7 juin 1921, avaient tous pour but principal le respect des traités de paix et l'organisation défensive contre une attaque possible de la Hongrie ou de la Bulgarie (accord entre la Yougoslavie et la Roumanie du 7 juin 1921).

D'après une interview accordée par M. Take Jonesco, premier ministre de Roumanie, au représentant de l'Agence Avala, de Belgrade, l'accord conclu entre les trois pays de la Petite Entente n'a pas seulement un caractère défensif. Sa valeur tient surtout au fait que les trois pays s'engagent à régler à l'amiable leurs différends éventuels. Il a aussi pour but, d'après M. Take Jonesco, de préparer l'entrée de la Petite Entente dans une organisation plus **générale** qui protégerait « tous les traités contre toutes les attaques ». Actuellement enfin la Petite Entente doit viser également à la coopération des trois pays et à la formation d'une unité économique. N'oublions pas que, dès le mois de mai 1922, pour la première fois, la Petite Entente est entrée en scène, lors de la conférence économique et financière de Gênes où, d'accord avec la Pologne, elle représenta les intérêts économiques et financiers de l'Europe centrale en vue d'une réorganisation du continent européen.

Depuis dix ans déjà la Petite Entente joue le rôle de balance des forces entre les grandes puissances — qu'il me soit permis d'employer ce terme — et nous pouvons

constater qu'elle est entrée dans presque toutes les combinaisons des grandes puissances. L'Italie d'une part avec sa volonté d'expansion politico-économique dans l'Europe centrale et sur le Danube, la France d'autre part, désireuse d'éviter l'Anschluss et l'extension de l'influence allemande vers le sud et le sud-Est de l'Europe ont donné à la Petite Entente une valeur internationale. L'Italie a pendant dix ans mis en œuvre tous les moyens politiques pour introduire des dissensions dans la Petite Entente afin d'avoir les mains libres pour sa politique hongroise. La France, de son côté, a toujours aidé la Petite Entente pour avoir un allié contre l'éventuel danger allemand.

Bien que la Petite Entente ait depuis sa fondation joué un rôle international dans toutes les combinaisons diplomatiques, les grandes puissances ne lui ont pas reconnu le droit de participer en égale à la discussion des grands problèmes européens. Conformément à la décision prise par les Grandes Puissances en 1919, les membres de la Petite Entente ont toujours été considérés comme des peuples « à *intérêts limités* ». A Genève, comme à Lausanne pendant les conférences pour les réparations, ainsi qu'à Genève encore, en ce moment, à la conférence du désarmement, les intérêts de ces trois Etats n'ont pas été et ne sont pas suffisamment défendus. Il est évident que par leur nouvelle organisation du 16 février dernier les Etats constituant la Petite Entente cherchent à sortir de cette situation d'Etats à intérêts limités. Ils veulent apparaître à Genève comme un tout politique afin de ne pas y être seulement l'objet de combinaisons internationales, mais d'y prendre la place dont ils sont dignes. Dans toutes les combinaisons politiques du continent européen les intérêts des membres de la Petite Entente sont immenses, peut-être

même plus considérables que ceux des Grandes Puissances qui souvent ne concernent qu'un prestige séculaire. Quant aux Etats de la Petite Entente, c'est leur existence qui est en question, depuis qu'une Grande Puissance s'est mise en tête du mouvement visant à la révision du statut territorial de l'Europe centrale.

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre Premier

Les Origines de l'idée d'Union Danubienne

L'idée d'union danubienne n'est pas, comme on le prétend souvent, née après la guerre mondiale, par suite de difficultés économiques et politiques dans le bassin danubien.

A vrai dire, il existe deux idées différentes, deux projets d'union danubienne. La première idée est celle d'une union économique des pays situés dans le bassin danubien, et la seconde idée est politique.

Je tâcherai d'expliquer comment l'idée d'union danubienne est née en Yougoslavie. Elle y fut surtout une idée politique.

Dès 1840, alors que la petite Serbie était encore vassale de la Turquie, il y avait des hommes politiques serbes qui voyaient loin dans l'avenir. L'un des premiers, le prince Michel (assassiné près de Belgrade le 29 mai 1868) conçut un projet voisin de celui de l'union danubienne actuelle.

C'était un parfait Européen, ayant vécu en exil pendant dix-sept ans, et même aristocrate, européen par son mariage avec la comtesse hongroise Julie Hunyadi; il possédait enfin de grandes propriétés en Roumanie et était en relations suivies avec les boyars roumains.

Pour autant qu'on peut le discerner, son grand projet nous apparaît à la fois très net et très vague; net en ce qu'il visait à l'émancipation de tous les Serbes, vague en ce qu'on ne savait par lesquels commencer. Comme au XVIII^e siècle, les aspirations nationales étaient violentes, mais confuses. D'une part l'empire ottoman commence à se désagréger, et d'autre part on ne sait ce que comptent faire les grandes puissances.

Certains hommes politiques de l'entourage du prince regardant vers la Save et le Danube et même de l'autre côté du Danube, ont songé à une lutte contre les Magyars, comme en 1848.

Le prince Michel eut lui-même des rapports avec les patriotes croates comme avec les Serbes du Banat, mais en même temps il tenait à conserver avec les Magyars les liens noués pendant son exil; de plus il savait bien que la petite Serbie n'était pas prête encore à hériter de l'Autriche et que les Croates n'étaient pas disposés à accepter les directives des Serbes.

Aussi voulait-il tout d'abord libérer la Serbie encore vassale du Turc, et réaliser ensuite, par degrés, une union danubienne en s'inspirant des idées suivantes: la Serbie doit être agrandie et unir tous les Serbes, ceux de Turquie comme ceux d'Autriche; il faut ensuite éveiller l'idée yougoslave chez les Croates, pour préparer éventuellement une union de tous les Yougoslaves; entretenir enfin des rapports amicaux avec la Hongrie et la Roumanie (en 1868 il signera avec la Roumanie un traité de neutralité bienveillante). Cette union danubienne devait donc être spontanée.

Pour le seconder dans ses projets, il avait comme ministre un homme politique de grande valeur, Ilija Gara-

sanin (Iliya Garachanine). Dès 1844 Garasanin avait dressé par écrit son programme précisant la politique que le prince-régent, qui était alors Alexandre Karadjordjevic, et le gouvernement serbe devaient adopter, particulièrement envers le peuple yougoslave. Ce programme est connu sous le nom de « Nacertanije », c'est-à-dire : « programme national ».

Le projet du ministre Garasanin était surtout balkanique et yougoslave, mais implicitement aussi, comme celui de son maître, danubien.

Son programme national ou « nacertanije », Garasanin l'a établi sous l'influence des émigrés polonais et tchèques qui vivaient alors à Belgrade, et spécialement de Franya Zach qui, avec le délégué du gouvernement français, le colonel Mondain, était un des organisateurs de l'armée serbe. Avant d'élaborer son programme national, Garasanin connaissait le programme polonais du prince Czar-torisky.

Ce n'est pas par hasard que Garasanin a conçu un programme national pour la Serbie, car il faut se rappeler que lui-même joua un grand rôle dans la vie serbe. Ministre de l'Intérieur, il était en rapports étroits avec le peuple; mieux que personne il en connaissait les qualités et les défauts, les sentiments et les idées.

En écrivant son programme national, Garasanin tâchait d'amener les sentiments du peuple à s'harmoniser avec les besoins de l'Etat. En prévoyant l'union des Serbes et des Croates il se conformait aux sentiments du peuple, et en préparant l'union des Serbes, Croates et Bulgares il agissait conformément aux besoins de l'Etat.

L'idée principale de Garasanin était de faire un Etat yougoslave fort et indépendant, capable de démontrer à

l'Europe qu'il est la meilleure garantie pour la paix dans les Balkans, et d'empêcher la descente dans ces mêmes Balkans de la Russie et de l'Autriche. Il savait très bien que la meilleure garantie, pour les Slaves du Sud, était d'être unis en un Etat libre et indépendant.

Homme politique de grande envergure, Garasanin prévoyait « que l'empire turc en Europe est en décadence et qu'il disparaîtra un jour prochain ». Cette disparition ne peut se faire que de deux manières : « ou bien l'empire turc disparaîtra de lui-même, ou bien il sera construit par ses peuples chrétiens ». Il inclinait vers cette deuxième solution. Il craignait que la disparition de l'empire turc en Europe ne trouvât les Slaves du Sud non organisés et non préparés. Comme la Serbie était l'unique Etat slave du Sud possédant, bien que vassale de la Turquie, une autonomie assez large, il a voulu que la Serbie prit l'initiative et fut le « Piémont » des Slaves du Sud.

En politique réaliste, il savait très bien que l'action en vue de l'union yougoslave serait plus aisée chez les Slaves du sud soumis aux Turcs et y aurait plus de succès que chez les Slaves d'Autriche-Hongrie. Ceux-ci en effet vivaient dans un Etat mieux organisé et plus moderne que la Turquie et, en outre, la différence de religion créait une difficulté de plus. En Bosnie il y a des musulmans, et en Croatie et Dalmatie des catholiques. C'est pourquoi Garasanin se déclara dans son programme pour le « principe de liberté religieuse ». Pour les raisons ci-dessus exposées, il mena d'abord son action en Macédoine, au Monténégro, en Bosnie, en Herzégovine et en Dalmatie.

Bien qu'il fût ministre des Obrénovitch dont la politique extérieure était liée à la politique autrichienne, Garasanin a toute sa vie été fidèle à son programme. En 1848

il aidait les Serbes de Hongrie; en 1853 il orientait la Serbie vers la France et l'Angleterre assez nettement pour que la Russie ait exigé son renvoi; en 1859 il combattit la politique serbe d'appui sur l'Autriche; celle-ci était alors en pleine crise intérieure et il espérait paralyser la politique autrichienne avec l'aide des Magyars, car il était en rapports avec Kossuth et les autres proscrits de 1849.

En effet, après l'échec de la révolution hongroise en 1848, le grand homme politique hongrois Louis Kossuth avait exposé au comte Zamoyski, homme de confiance du prince Adam Czartorisky, les projets qu'il avait espéré réaliser. D'après le mémorandum du colonel polonais comte Zamoyski, Kossuth déclara : « le but de mes efforts, mon espérance, c'est la création d'une vaste confédération comprenant la Hongrie, la Pologne, la Croatie, la Serbie et le pays roumain ».

Plus tard Garasanin fut informé de ce projet, et en 1850 Kossuth et le comte Casimir Batthyany nommèrent même un délégué permanent à Belgrade, Carosini, et à cette occasion, le 18 janvier 1850 ils écrivaient à Garasanin : « Nous avons la ferme conviction que l'avenir de notre pays et des diverses nationalités slaves ne sera assuré que si ces dernières se groupent autour de nous sur la base d'une forte confédération. Nous avons exposé cette conviction à l'Assemblée nationale de Szeged et, sans les événements malheureux qui se sont produits, le Gouvernement indépendant de la Hongrie aurait considéré comme sa tâche la plus belle de fonder cette confédération » (1).

Garasanin, étant ministre de l'Intérieur de Serbie, avait donc auprès de lui un délégué de Kossuth, pour la prépa-

(1) Projet d'une Entente Danubienne au XIX^e siècle, art. de M. Paul de Auer, *L'Europe du S.-E.*, juillet 1932.

ration d'un projet d'union ou de confédération danubienne.

Les idées de ce grand homme politique serbe peuvent se résumer ainsi :

1) Libérer la Serbie, encore sous le joug turc, en un Etat indépendant, l'agrandir des provinces turques peuplées par les Serbes : Macédoine, Serbie du Sud, Bosnie et Herzégovine.

2) Travailler au rapprochement entre Serbes et Croates pour préparer l'union yougoslave des Serbes, Croates et Slovènes.

3) Entretenir de bonnes relations avec la Hongrie, autant que possible, ainsi qu'avec la Roumanie, pour peser sur la Porte et en obtenir sans guerres et sans promesses une sorte d'occupation ou d'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine.

4) Pour le rapprochement des Serbes et des Croates, commencer par l'Eglise et démontrer aux catholiques de Bosnie et de Dalmatie que les Serbes orthodoxes sont sincères et dévoués à l'idéal yougoslave.

Le programme de Garasanin est donc le premier qui aille au delà de la Save et du Danube. Comme son prince, Garasanin était l'homme d'une politique européenne-danubienne, mais par nécessité de lieu et de moment, il était aussi balkanique.

Il nous faut aussi parler d'un autre homme politique de grande valeur, le Serbe Svetozar Miletic (Milétitch), non pas originaire de la Serbie vassale, mais né dans la Voïvodine, de l'autre côté du Danube, qui appartenait à la Hongrie.

Né en 1826, il étudia à l'école de son village, puis à celle de Titel (petite ville du Banat), et entra au collège de Novi-Sad, où il subsista en se faisant le mentor d'un camarade plus jeune, son futur lieutenant Polit Desancic (Dessantchitch). En 1844, toujours aidé, il arrive au lycée de Pozun (Presbourg), où il est l'élève du Slovaque Louis Stur qui continue la tradition romantique et panslave. Miletic subit son influence, mais aussi celle de l'Occident. En 1847, étudiant à Budapest, il y apprend le français dans l'histoire des Girondins et de cette lecture il gardera, outre le fonds démocratique qu'il tient de ses origines, le culte de la Révolution française. Une année plus tard on le voit à Novi-Sad, où il fait ses débuts d'agitateur et prend part à la lutte armée. Celle-ci terminée, il redevient étudiant, cette fois à Vienne avec une bourse du Prince Michel de Serbie. Docteur en droit en 1854, avocat à Novi-Sad en 1856, il y est élu vice-maire en 1859 et, en 1861, député au Sabor « de l'Annonciation », où il devient le chef du parti dit d'abord « national » et bientôt « radical ».

La subordination, l'oppression, l'exploitation, la dénationalisation des populations non magyares a toujours existé en Hongrie, mais la réaction de ces peuples a commencé au *xix^e* siècle, quand les idées nationales se sont propagées en Europe.

En ce moment-là — début de 1848 — les conditions étaient peu favorables pour des mouvements nationaux distincts et encore moins pour une action commune de peuples différents.

En 1867, quand le dualisme fut réalisé dans la monarchie des Habsbourg, les Allemands furent investis, en Autriche, de l'autorité sur les peuples non allemands,

tandis qu'en Hongrie les Magyars purent gouverner à leur guise les peuples non hongrois.

Lorsqu'en Hongrie fut introduit le régime parlementaire, succédant au régime absolutiste de 1848 à 1897, quelques députés serbes, roumains et slovaques entrèrent au Parlement de Budapest et commencèrent immédiatement la lutte pour l'égalité de tous les peuples en Hongrie, là surtout où les non-Hongrois étaient plus nombreux que les Hongrois d'origine, et où pourtant ceux-ci voulaient être considérés comme uniques maîtres de l'Etat.

Parmi les hommes d'Etat hongrois, certains comprenaient la situation et étaient pénétrés d'idées avancées, comme Deak, Mocary et le baron Etvesch, auteur d'un livre sur les idées nationales au xix^e siècle, Ils étaient pour la plupart disposés à reconnaître, par une loi spéciale, l'égalité de toutes les nations en Hongrie. La lutte pour cette loi, qui aboutit plus tard à l'art. 44 de la loi de 1868, a rapproché en un travail commun les députés non Hongrois, et de leur collaboration est résulté un programme commun pour la propagation de l'idée d'égalité des races. Mais la majorité des députés hongrois, malgré ses idées avancées au point de vue de l'égalité des races, ne laissa pas sans difficulté passer l'art. 44 de ladite loi. Les gouvernements qui suivirent, surtout celui de Koloman Tizza, respectèrent peu ou pas du tout la lettre de la loi.

La plus lourde tâche dans cette lutte pour l'égalité des peuples en Hongrie retombait sur Miletitch, d'ailleurs sérieusement aidé par les autres députés serbes. La lutte se menait surtout hors du Parlement. En 1866 Miletitch fonda son organe *Zastava* (l'Etendard) et dès 1869 son parti tint un grand meeting à Veliki Beckerek. C'est là qu'il exposa le programme de son parti appelé: parti national serbe.

Miletitch déclarait déjà que les députés serbes devaient travailler en accord avec les autres députés non hongrois et surtout avec les députés roumains et slovaques.

Le chauvinisme hongrois, de plus en plus violent, cherchait par tous les moyens à étouffer ce mouvement nationaliste des peuples non hongrois. Miletitch était considéré par eux comme un de leurs plus grands ennemis et c'est contre lui qu'ils dirigèrent leurs attaques. Son journal *Zastava* fut d'abord interdit provisoirement; puis on lui intenta un procès en haute trahison et il fut condamné à plusieurs années de prison.

Durant la captivité de Miletitch, Serbes, Roumains et Slovaques sentirent combien leur manquait son esprit d'organisation, son énergie, son inflexibilité, et la lutte commencée pour l'égalité des nations en Hongrie s'arrêta provisoirement.

En 1892 seulement les Roumains reprirent le mouvement national fondé par Miletitch.

Au mois de juin 1892 arriva à Vienne une délégation de 300 Roumains qui remit à l'Empereur un mémorandum où étaient énumérées toutes les exactions du régime hongrois contre les peuples non hongrois. Le mémorandum roumain, qui était imprimé et répandu parmi les peuples non hongrois, fut interdit, et les meneurs, au nombre de dix-huit, furent inculpés d'après la loi de presse.

En décembre 1892, à la demande des Roumains, les Serbes, les Tchèques et les Slovaques envoyèrent à Vienne leurs délégués pour organiser en commun la défense de leurs intérêts contre le régime et le chauvinisme hongrois.

Le mouvement créé par Miletitch avait été complètement étouffé, et à ce moment la réalisation d'une entente entre les peuples non hongrois avait peu de chances de se

réaliser; néanmoins les délégués des trois nations : roumaine, serbe et tchéco-slovaque, tinrent leur première réunion le 9 janvier 1893.

Au cours de cette réunion, une conclusion en huit points fut adoptée, et il fut décidé, entre autres, que tous les délégués, au retour dans leur pays, convoqueraient des réunions pour préparer l'opinion publique des peuples non hongrois de Hongrie, et aussi renseigner l'opinion publique européenne.

En 1894 eut lieu à Kluz le procès des 18 meneurs de la délégation roumaine inculpée en 1892. C'est alors que fut véritablement réalisée l'entente des trois peuples qui, trente-huit ans plus tard, a porté ses fruits.

Ce projet d'union danubienne, né sur le sol de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie, pour permettre aux peuples non hongrois de défendre leur intérêt national, fut préparé exclusivement par des peuples danubiens, dans leur intérêt, et pour tous les peuples du bassin danubien.

A côté de ce mouvement né sur le sol austro-hongrois, il ne sera pas sans intérêt de montrer comment il se fit à l'étranger une propagande pour la défense des intérêts des peuples danubiens. Cette fois elle ne fut pas menée par des hommes politiques, mais par la jeunesse universitaire des trois peuples danubiens : roumain, tchéco-slovaque et serbe.

Dans son livre *La Petite Entente*, M. Albert Mousset, directeur de l'Agence « l'Information » (membre fondateur de l'Agence du gouvernement yougoslave « Avala ») et l'un des meilleurs connaisseurs des questions danubiennes, a réfuté scientifiquement la théorie d'après laquelle le plan des trois peuples composant la Petite Entente serait simplement une manœuvre des petits Etats danubiens contre

l'organisation du bassin danubien entreprise par les Grandes Puissances, et pour se libérer de l'influence de celles-ci. Au fond, dit M. Mousset, la Petite Entente est née spontanément à la suite des manœuvres de la Hongrie en vue d'annihiler le traité de Trianon et de ramener les peuples non hongrois, qui depuis 1918 sont libérés de sa prédominance, à leur situation d'avant 1914.

Cette explication de M. Mousset, nous l'acceptons pour exacte. Mais là où beaucoup d'auteurs se trompent, c'est quand ils pensent que la première idée d'une organisation pour un travail d'ensemble des Roumains, Serbes et Tchéco-Slovaques à l'étranger est née pendant la guerre et immédiatement après la guerre; au contraire l'entente entre ces trois peuples, ou plus exactement entre la jeunesse universitaire de ces trois peuples existe depuis 1896. Elle a été réalisée sur le sol français, à Paris. Dans un article publié par le journal *Politika*, de Belgrade, au mois de décembre 1932, M. Grgur Jaksic (Grégoire Yakchitch), professeur à la Faculté de Droit de Belgrade, nous a expliqué comment s'est faite cette entente de la jeunesse, dont lui-même a été un des organisateurs.

Au commencement de l'année 1896, les Hongrois firent de grands préparatifs pour la célébration du millénaire de leur immigration dans le pays où ils sont aujourd'hui. En premier lieu ils préparèrent à Budapest une grande exposition par laquelle ils voulaient prouver au monde entier, et spécialement à la France, qu'en Hongrie régnait une prospérité générale, une satisfaction parfaite, et que sous le pouvoir actuel tous les peuples de Hongrie étaient parfaitement unis. En outre, ils désiraient assurer la France de leur sympathie.

Pour réaliser ce plan, le gouvernement hongrois envoya

à l'étranger des agents de propagande et mit des subventions à la disposition non seulement du directeur général de l'exposition, mais aussi du Président de l'Association de la presse à Budapest. Bien que les invitations adressées aux journalistes étrangers fissent bon marché de leur dignité — puisque presque ouvertement on leur offrait un profit matériel, sous la seule condition d'écrire des articles favorables à l'exposition de Budapest et à la politique hongroise — peu nombreux furent ceux qui refusèrent l'offre du gouvernement hongrois.

Cependant, les représentants des peuples non hongrois (Serbes, Slovaques et Roumains) déjà associés, s'assemblèrent à Budapest au mois d'avril et, à cette occasion, signèrent une déclaration confirmant de nouveau que les Roumains, les Slovaques et les Serbes de Hongrie existent comme nations distinctes et qu'ils forment la majorité des habitants de la Hongrie, qu'ils se trouvent vis-à-vis des Hongrois dans une situation subalterne et que pour cette raison ils refusent de participer aux fêtes anniversaires préparées pour tromper sciemment le monde.

Cette déclaration provoqua des manifestations des jeunes universitaires à Bucarest, Prague et Belgrade, en vue de soutenir leurs concitoyens de Hongrie contre le gouvernement hongrois.

Afin d'atténuer l'effet de ces protestations, les délégués du gouvernement de Budapest prirent une décision énergique. Dionisse de Pasmándi, député au Parlement de Budapest et « délégué de tous les partis politiques », comme il s'intitulait lui-même, publia dans le journal parisien *Le Journal*, le 16 mai 1896, sous le titre « La Hongrie millénaire », un article qui du reste ne suffit pas à défendre les Hongrois, mais qui offensa les Roumains et les Serbes.

Cette attaque provoqua l'exaspération de la colonie serbe à Paris. Comme la rédaction du *Journal* avait promis qu'elle recevrait la réponse « des hommes qui sont qualifiés pour parler au nom des peuples non hongrois », les étudiants serbes rédigèrent une réponse et l'envoyèrent à ladite rédaction. La réponse serbe ne fut jamais publiée, non plus que les réponses tchèques et roumaines.

Au même moment, la colonie hongroise à Paris demanda au Conseil municipal de Paris de donner le nom de Budapest à l'une des rues de Paris, en souvenir de l'exposition hongroise du millénaire. L'audace de cette demande était vraiment grande, si l'on songe que la Hongrie faisait partie de la Triple Alliance dirigée contre la France et la Russie, et que, sept ans auparavant, à l'invitation faite par la ville de Paris à la Hongrie de prendre part à l'exposition universelle à Paris, le Président du Conseil hongrois avait répondu qu'il ne conseillait pas à ses concitoyens d'aller visiter l'exposition car les rues de Paris ne leur offraient pas une sécurité suffisante.

Les étudiants serbes se trouvant à Paris eurent l'idée de convoquer et d'organiser une réunion de protestation, et invitèrent leurs camarades étudiants roumains et tchécoslovaques. Au même moment les étudiants tchéco-slovaques décidaient eux aussi de préparer une réunion de protestation et envoyaient leurs délégués aux étudiants serbes.

Dès le lendemain les étudiants des trois nations se réunissaient dans la grande salle du café Voltaire. Ils confirmèrent leur décision d'organiser un meeting à Paris en signe de protestation contre la fausseté du gouvernement hongrois. Chaque nation élut une commission séparée, et ces commissions se mirent d'accord pour le travail com-

mun. La commission roumaine comprenait : Président : Okazian, journaliste; secrétaire : J.-T. Gika, étudiant en droit; membres : M. Demetresco, professeur, H. Popovici-Haceg, étudiant en philosophie, E. Popa-Eremije, étudiant en médecine, Mihalesco, étudiant en médecine, Theodoresco, étudiant en droit. Les Tchéco-Slovaques avaient élu : Président : S. Schmit-Bochez, journaliste; secrétaire : Hora, professeur; membres : A. Blahnin, ingénieur, O. Figala, sculpteur, A. Muha, artiste peintre, K. Simerku, étudiant en médecine. Les Serbes avaient élu : Président : M. Spalajkovitch, étudiant en droit (aujourd'hui ministre de Yougoslavie à Paris); secrétaire : S. Grouitch, étudiant en droit (ancien ministre de Yougoslavie à Londres); membres : Pavle Popovitch, professeur (aujourd'hui à l'Université de Belgrade), Drag. Givadinovitch, étudiant en médecine, Vlad. Ribnikar, étudiant en philosophie, Grgur Yakchitch, étudiant (aujourd'hui professeur à l'Université de Belgrade) et Kosta Kumanudi, étudiant en droit (aujourd'hui président de la Chambre des Députés à Belgrade, ancien ministre et professeur à l'Université de Belgrade).

Ces commissions une fois constituées, l'on demanda au « Comité central » à Budapest l'autorisation de parler au nom des trois peuples dans un meeting à Paris; l'autorisation fut accordée et, à la séance du 8 juin il fut décidé qu'un grand meeting se tiendrait le 11 juillet, sous la présidence d'un homme politique français.

Le meeting eut lieu à la date fixée, dans la grande salle Wagram, sous la présidence de M. E. Flourence, député et ancien ministre des Affaires étrangères. Le public était nombreux et la résolution suivante fut votée :

« Le public assemblé le 11 juillet 1896 à la salle

Wagram, sous la présidence de M. Emile Flourence, après avoir entendu les orateurs serbes, roumains et tchécoslovaques, qui ont exposé la situation historique, ethnographique, nationale et politique de ces trois peuples, salue ces trois peuples amis fidèles et éprouvés de la France et désirent la libération nationale et politique, et l'égalité devant les lois civiles et politiques de tous les peuples en Hongrie, sans aucune différence de race ».

Tous les journaux français publièrent le détail du meeting et parlèrent avec sympathie de la résolution votée. L'opinion publique française, et par elle l'opinion publique du monde entier, fut renseignée au moins sur la véritable situation des nations non hongroises en Hongrie.

Trente-six ans déjà se sont écoulés depuis ce meeting de la salle Wagram, où une véritable entente fut réalisée entre la jeunesse des trois nations, et aujourd'hui, la plupart de ces étudiants en Sorbonne sont des hommes d'Etat de premier plan dans leurs pays respectifs.

C'est en Hongrie que les revendications des peuples opprimés prirent la forme nouvelle « d'égalité des races ». La provocation hongroise amena la jeunesse universitaire danubienne à l'étranger, en France surtout, à expliquer à l'opinion publique mondiale qu'il est nécessaire de penser à l'avenir des peuples danubiens, dont le nationalisme réveillé pourrait un jour changer la carte de l'Europe centrale.

L'idée d'une nouvelle organisation des pays danubiens, vieille de plus de soixante ans, a poursuivi sa route, tout droit, avec de grands sacrifices, humains et matériels, et réussit enfin à se réaliser. Je ne reviendrai pas sur la première renaissance de l'entente des pays danubiens, lesquels depuis 1918 sont des Etats nationaux et libres, puisque j'en

ai déjà parlé dans l'Introduction, à propos de la Petite Entente.

La nouvelle organisation — toujours défensive — de la Petite Entente est, depuis le 16 février 1933, resserrée de par la volonté de ses trois Etats, non de se libérer de l'influence des Grandes Puissances, comme on le présente souvent, mais de s'unir plus étroitement pour se défendre de toutes les attaques éventuelles.

L'évolution qui a abouti au nouveau pacte de la Petite Entente se poursuivait déjà depuis l'été de 1932. Le malaise qui existe en Europe danubienne, la campagne en faveur de la révision des traités, les tentatives de réarmement des Etats désarmés à la conclusion de la grande guerre, la nécessité de trouver un remède efficace à la crise économique dont les pays danubiens souffrent le plus, enfin l'ensemble de circonstances qui fait obstacle à une véritable organisation de la paix avec toutes les garanties de sécurité sans lesquelles le désarmement ne serait qu'une duperie, tout cela a déterminé les trois pays danubiens, Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie à se placer franchement devant les réalités de l'heure et à prendre courageusement leurs responsabilités.

C'est au mois de décembre 1932, à la réunion extraordinaire de la Petite Entente à Belgrade et sous la présidence du Ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, que les accords sont intervenus dans l'ordre statutaire, politique et économique.

De quoi s'agit-il au juste?

Au point de vue statutaire, d'abord, il est créé un organe directeur de la politique commune des trois Etats, sous forme d'un conseil permanent de la Petite Entente composé des ministres des Affaires étrangères des trois puissances,

conseil permanent qui se réunira obligatoirement trois fois par an, qui aura une section détachée à Genève et sera assisté d'un conseil économique.

Dans l'ordre politique — et c'est ici que cette transformation de la Petite Entente en communauté internationale prend toute sa valeur, — il a été décidé que les traités politiques de chacun des trois Etats, ainsi que tout acte unilatéral modifiant la situation actuelle d'un de ces Etats à l'égard d'un Etat tiers, et tout accord économique comportant des conséquences politiques exigeront dorénavant le consentement unanime du conseil permanent de la Petite Entente. De plus, les traités actuellement en vigueur des puissances de la Petite Entente avec d'autres puissances seront unifiés aussitôt que possible; les conventions d'alliance entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie (du 24 avril 1921), entre la Roumanie et la Yougoslavie (du 7 juin 1921) et entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie (du 31 août 1922) qui ont été prorogés le 21 mai 1929, sont complétées par des dispositions nouvelles et renouvelées pour une durée illimitée. L'accord crée ainsi un instrument juridique unique pour la Petite Entente réorganisée.

En ce qui concerne l'ordre économique, des décisions importantes sont prises au sujet de la navigation sur le Danube, des communications ferroviaires et du développement des relations économiques entre les trois Etats.

La constatation qui s'impose tout d'abord à l'esprit, c'est que la Petite Entente qui, sur les bases où elle fut fondée il y a dix ans, se heurtait parfois à des difficultés particulières paralysant son action d'ensemble, constitue désormais une véritable communauté internationale avec une direction unique et des moyens politiques communs, dont

l'influence s'exercera efficacement dans toute la mesure où l'exige la ferme défense d'intérêts légitimes, étant entendu que la politique commune du Conseil permanent de la Petite Entente doit être inspirée « par les principes généraux contenus dans tous les grands actes internationaux d'après-guerre, comme le sont le pacte de la Société des Nations, le pacte de Paris, l'acte général d'arbitrage, les conventions éventuelles sur le désarmement et les accords de Locarno ».

La Petite Entente, de nature et de caractère essentiellement pacifique, ayant des buts uniquement défensifs, reste donc fermement sur le terrain de la politique de paix, dans le cadre de la Société des Nations, sans avoir de pointe dirigée contre aucune puissance ni aucun groupe de puissances. C'est un groupement régional qui se réorganise et se consolide dans l'esprit même des recommandations de la Société des Nations et qui peut, sous ce rapport, être un point de départ pour une véritable union continentale. Il n'y a rien dans cette forme nouvelle de la Petite Entente qui puisse être de nature à inquiéter les nations de bonne foi.

Le communiqué de la Petite Entente, à l'issue de la séance tenue le 15 février à Genève expose que : « les trois ministres ont considéré que la nécessité d'organiser la paix et d'intensifier les rapports économiques avec tous les Etats — et avec les pays de l'Europe centrale en particulier — imposait à la Petite Entente des devoirs nouveaux, notamment celui de donner aux rapports d'amitié et d'alliance existant entre les trois Etats une base organisée et stable ».

D'autre part, il est nettement spécifié que cette organisation internationale unifiée demeure éventuellement ou-

verte à d'autres Etats dans des conditions à convenir dans chaque cas particulier.

Vu l'importance de l'acte que la Petite Entente vient de signer, par les trois ministres des Affaires étrangères, le 16 février 1933, à Genève, et la grande valeur d'un pacte qui, en harmonie avec l'institution de Genève, fait un pas de plus en avant vers une organisation des pays danubiens, je veux le citer tel qu'il a été publié par le Ministère des Affaires étrangères de Belgrade le 26 février 1933.

TEXTE DU PACTE :

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Sa Majesté le Roi de Roumanie

Et S. E. le Président de la République Tchécoslovaque

désireux de maintenir et organiser la paix, ayant la ferme volonté d'intensifier les rapports économiques avec tous les Etats sans distinction et avec les Etats d'Europe centrale en particulier;

soucieux de voir sauvegardée la paix dans toutes les circonstances, d'assurer l'évolution vers une stabilisation définitive des conditions de l'Europe centrale et de faire respecter les intérêts communs de leurs trois pays;

décidés à donner à cet effet aux rapports d'amitié et alliance existant entre les trois Etats de la Petite Entente une base organique et stable; et

convaincus de la nécessité de réaliser cette stabilité par unification complète de leur politique générale et par la constitution d'un organe directeur de cette politique commune au groupe des trois Etats de la Petite Entente

formant ainsi une unité internationale supérieure et ouverte à d'autres Etats sous conditions à convenir dans chaque cas particulier;

ont résolu d'établir ce qui suit dans les dispositions ci-après;

ont désigné comme leurs plénipotentiaires (suivent les noms des trois ministres des Affaires étrangères).

ARTICLE PREMIER

Un conseil permanent des Etats de la Petite Entente, composé des ministres des Affaires étrangères des trois pays respectifs, ou des délégués spéciaux nommés à cet effet est constitué comme organe directeur de la politique commune du groupe des trois Etats. Les décisions du Conseil permanent sont prises à l'unanimité.

ART. 2

Le Conseil permanent, en dehors de ses rapports réguliers par la voie diplomatique, se réunit obligatoirement au moins trois fois par an. Une des réunions annuelles obligatoires a lieu tour à tour dans chacun des trois Etats; l'autre se tiendra à Genève lors de l'assemblée de la Société des Nations.

ART. 3

Le Président du Conseil permanent est le ministre des Affaires étrangères de l'Etat où se tient la réunion obligatoire annuelle. C'est lui qui prend l'initiative en vue de fixer la date et de désigner le lieu de la réunion, et qui

arrête son ordre du jour et prépare les décisions à prendre. Jusqu'à la première réunion obligatoire de l'année suivante, il reste président du Conseil permanent.

ART. 4

Dans toutes les questions qui sont discutées ainsi que pour toutes les décisions qui sont prises, soit en ce qui concerne les rapports des Etats de la Petite Entente entre eux, soit en ce qui concerne les rapports avec les tiers, le principe de l'égalité absolue des trois Etats de la Petite Entente est rigoureusement respecté.

ART. 5

Le Conseil permanent peut décider que dans une question déterminée, la présentation de la défense du point de vue des Etats de la Petite Entente sera confiée à un seul délégué ou à la délégation d'un seul Etat.

ART. 6

Tout traité politique de chaque Etat de la Petite Entente, tout acte unilatéral changeant la situation politique actuelle d'un des Etats de la Petite Entente à l'égard d'un Etat tiers, ainsi que tout accord économique comportant des conséquences politiques importantes, exigeront dorénavant le consentement unanime du Conseil de la Petite Entente.

Les traités politiques actuels de chaque Etat de la Petite Entente avec des Etats tiers seront progressivement et autant que possible unifiés.

ART. 7

Un conseil économique des Etats de la Petite Entente pour la coordination progressive des intérêts économiques des trois Etats, soit entre eux, soit dans leurs rapports avec des Etats tiers, est constitué.

ART. 8

Le Conseil permanent a la faculté d'établir d'autres organes stables ou temporaires, des commissions ou des comités soit pour des questions spéciales, soit pour des groupes de questions déterminées en vue de les étudier et de préparer leur solution pour le Conseil permanent.

ART. 9

Un secrétariat du Conseil permanent est créé. Son siège est établi tour à tour pour un an dans la capitale du Président en exercice du Conseil permanent. Une section du Secrétariat fonctionnera d'une façon permanente au siège de la Société des Nations à Genève.

ART. 10

La politique commune du Conseil permanent doit être inspirée par les principes généraux contenus dans tous les grands actes internationaux de la politique d'après-guerre, comme le sont : le pacte de la Société des Nations, le pacte de Paris, l'acte général d'arbitrage, les conventions éventuelles sur le désarmement et les pactes de Locarno. Du

reste, rien dans le présent pacte ne peut être contraire aux principes et aux dispositions du pacte de la Société des Nations.

ART. 11

Les conventions d'alliance entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie en date du 23 avril 1921, entre la Roumanie et la Yougoslavie du 7 juin 1921, et entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie du 30 août 1922, qui ont été prolongées le 21 mai 1929 et qui sont complétées par les dispositions du présent pacte, ainsi que l'acte de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire signé par les trois Etats de la Petite Entente à Belgrade le 21 mai 1929, sont renouvelés pour une durée illimitée.

ART. 12

Le présent pacte sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Prague au plus tard à l'occasion de la prochaine réunion obligatoire, il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent acte.

Fait à Genève, le 16 février 1933 en trois exemplaires identiques.

signé...

Nous avons dit plus haut que la Petite Entente a été créée spontanément, dans le but de garantir l'indépendance

et d'assurer l'intérêt des trois autres Etats : Yougoslavie, Roumanie et Tchécoslovaquie.

La Petite Entente a vécu dans cet esprit jusqu'au 16 février 1933 et à cette date, sous la présidence de M. Yevtitch, ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, elle a été rétablie sur une base nouvelle, avec un plus grand potentiel aussi bien international qu'interallié.

Dans sa première phase, la Petite Entente n'avait pas de véritable base juridique et n'avait pas de point de vue commun à propos de l'unité politique des trois pays. Cette Petite Entente n'était qu'une construction empirique, née de la bonne volonté et d'un commun intérêt à l'organisation de la paix.

La Petite Entente entre aujourd'hui dans une nouvelle phase : elle se transforme presque en fédération, voisine du statut britannique du « Common Wealth ».

Par cette nouvelle organisation, la Petite Entente apporte dans les rapports internationaux une nouvelle politique, des pactes régionaux, qui aujourd'hui et demain représenteront l'unique voie pour la future collaboration entre les Etats européens.

La Petite Entente a, depuis le premier jour de son existence, un seul but ; c'est, par étapes successives, d'amener l'Europe danubienne à une unité saine, économique, culturelle et juridique.

Dès le préambule du pacte signé le 16 février 1933, les représentants de la Petite Entente déclarent que la présente convention « est ouverte à d'autres Etats sous conditions à convenir dans chaque cas particulier ». Cette phrase est introduite expressément comme un appel aux autres Etats danubiens, c'est-à-dire à l'Autriche et à la

Hongrie, pour organiser une véritable unité danubienne, sur une base d'égalité et de justice.

Si l'appel de la Petite Entente est repoussé cette fois-ci, comme il l'est déjà, par l'Autriche et la Hongrie, si Vienne et Budapest refusent de collaborer avec les Etats de la Petite Entente, n'apporteront-elles pas ainsi un démenti implicite à leur affirmation, tant de fois répétées depuis dix ans, que « l'ancien empire d'Autriche-Hongrie était une unité économique idéale » ? Si l'unité idéale de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie est une vérité, alors se trouve justifié l'appel de la Petite Entente à la collaboration dans le bassin du Danube.

Il n'y a pas d'autre solution.

Chapitre Second

La Crise agricole dans les Pays Danubiens

La crise agricole que nous traversons actuellement paraît ébranler plus sérieusement l'équilibre économique que celles qui ont sévi en Europe au cours du xix^e siècle.

Les crises ne sont pas aussi fréquentes dans l'agriculture que dans les autres domaines de la vie économique, mais elles sont plus universelles et de plus longue durée.

Au xx^e siècle, la période d'avant-guerre fut favorable à l'agriculture qui, partout, ne cessait de faire des progrès. L'état actuel de l'agriculture, spécialement en Europe centrale, paraît être particulièrement pénible pour les agriculteurs.

Tout d'abord, on attribua généralement cette crise à la concurrence du bloc des producteurs américains. Il est vrai qu'à un moment donné, par exemple en 1929, en Yougoslavie, le blé américain qui parvenait au port adriatique de Dubrovnik était moins cher que les blés yougoslaves du Banat. Ce phénomène, croyait-on, était le résultat du grand progrès accompli par les Etats-Unis d'Amérique, surtout au début du xx^e siècle et pendant la grande guerre, et qui a consisté à étendre considérablement la culture du blé.

Les céréales produites en grande quantité aux Etats-

Unis arrivaient aisément et à bon compte, grâce à des moyens de transport perfectionnés, sur les marchés européens dont ils dépréciaient les prix.

Au fond, la crise actuelle a des causes analogues à celles des crises du xix^e siècle. A la fin du xix^e et au commencement du xx^e siècle, les capitaux se dirigèrent plutôt vers l'industrie que vers l'agriculture, ce qui provoqua un grand développement de la vie urbaine, l'élévation du niveau de la vie et par suite une forte augmentation de la consommation, en même temps que la surproduction disparaissait par degrés. En Yougoslavie par exemple, Belgrade avait en 1908 61.000 habitants, et 250.000 en 1924. Quant aux autres villes de Yougoslavie, l'augmentation est moindre, mais atteint néanmoins 100 % au total. Il s'ensuit que l'agriculture a connu un renouveau de prospérité.

En général, pendant la grande guerre et les années qui suivirent, dans les pays d'outre-Atlantique, pays jeunes et qui possèdent en abondance des terres fertiles, mais insuffisamment exploitées, l'accroissement des surfaces cultivées a été si rapide que la surproduction actuelle en est, somme toute, la conséquence naturelle.

Avant la guerre, l'Europe occidentale était alimentée en blé, surtout par l'Amérique et la Russie. Mais pendant la guerre le transport du blé russe n'a pu avoir lieu; après la guerre la Russie cessa, au moins jusqu'à ces derniers temps, d'exporter. Quant aux Etats de l'Europe centrale, ils ont pendant la guerre épuisé leur sol par une culture trop intensive, aussi ont-ils ressenti après guerre des déficits considérables. Cette situation de l'Europe a favorisé, dans les pays d'outre-océan, une forte et rapide augmentation de leur production et de leur exportation.

Le perfectionnement des machines agricoles ainsi que

la rationalisation dans le domaine de l'agriculture et des transports ont également permis le rythme accéléré des cultures d'outre-Atlantique.

De ces faits on peut conclure que : « En Amérique, où il y avait des terrains pouvant être mis en culture à mesure que la technique se perfectionnait, la demande croissait en même temps que les prix des produits agricoles ». En Europe centrale, et en particulier dans les Etats danubiens — dont trois sont essentiellement agricoles — l'élan de l'agriculture avait pris, immédiatement après la guerre, de telles proportions que la surproduction était inévitable. Ce qui est le plus inquiétant, dans les pays danubiens, c'est que la crise ne s'est pas limitée à l'agriculture, mais qu'elle atteint encore d'autres domaines de la vie économique.

La surproduction mena directement à une crise, mais cette crise doit disparaître graduellement. Si la surproduction provoque une baisse des prix amenant ceux-ci au-dessous des prix de revient, la production n'est plus avantageuse, elle doit se restreindre; peu à peu la surproduction cesse et les prix montent. L'agriculture se soumet difficilement à ce processus de rétablissement de l'équilibre dans la vie économique, néanmoins elle ne peut se soustraire complètement à ces lois générales.

Cependant la crise actuelle laisse supposer qu'il y entre des éléments entièrement nouveaux. A ce sujet plusieurs théories ont été formulées qui, toutes, au lieu d'éclaircir la situation, ont détourné l'attention de la nature fondamentale de ces problèmes.

L'une de ces théories prétend que la crise actuelle se distingue des autres en ce qu'elle est la conséquence d'une grande révolution technique dans l'agriculture. Elle consisterait dans le fait que l'utilisation de machines perfection-

nées et de moteurs à explosion permet de produire les céréales à peu de frais si l'on dispose en même temps de grandes superficies. L'Amérique a adopté en partie cette méthode, la Russie vient d'entrer dans la même voie. L'Europe, où l'exploitation agricole est très morcelée, ne peut utiliser ces perfectionnements sur une grande échelle, elle produit plus cher et subit par conséquent une crise agricole qui ne peut être résolue par des moyens ordinaires. Ceux-ci prévoient le maintien d'un équilibre entre la production et la consommation, alors qu'il faut, d'après cette théorie, recourir à de profonds changements du régime social, lequel devrait rendre possible la réalisation générale d'une nouvelle technique agricole mécanisée.

Si cette théorie est exacte, les pays qui sont le plus avancés dans la mécanisation de l'agriculture souffriraient le moins de la crise agricole et accepteraient le niveau actuellement bas des prix. Cependant, ce sont en premier lieu ces pays-là qui se plaignent de la crise. L'utilisation des machines perfectionnées et des moteurs à explosion a permis la culture de nouvelles terres, a assuré aux agriculteurs de bons profits pendant la période de prix élevés, mais elle n'a pas introduit de changements assez importants dans les frais de production pour que la grande baisse actuelle des prix ne mette en péril les bénéfices nets des exploitations les plus modernisées.

Toutes les améliorations techniques ne peuvent non plus détruire dans la vie économique agricole les lois du rendement car, lorsque les prix sont bas, aucune amélioration n'est, ou peu s'en faut, profitable, bien que la culture extensive soit toujours la moins onéreuse.

Une autre théorie tente d'expliquer la crise actuelle non par la surproduction, mais par la diminution de la capa-

cité de consommation mondiale et surtout de l'Europe centrale. Cette opinion que la crise agricole est due à une réduction de la capacité de consommation de l'Europe en général, et de l'Europe centrale en particulier, se vérifie surtout dans les premières années d'après-guerre et, dans quelques pays, au cours des années 1926-1927; mais dans les autres, particulièrement à la fin de 1927, nous avons presque partout un niveau élevé des prix. Il est difficile de déterminer exactement si la faculté de consommation était en cause, étant donné que pendant les années 1926 à 1928 nous constatons une très grande atténuation de la crise agricole. La baisse excessive des prix pendant la période allant de 1929 à 1931, comparée aux années 1926-1927, ne peut s'expliquer que par la sous-consommation de telle ou telle autre partie du monde (1).

Le niveau très bas des prix actuels est la conséquence d'une agglomération de grands stocks de blé, produite par la surproduction dans le monde entier.

La production du blé doit être en rapport assez étroit avec l'accroissement de la population. La quantité de pain consommé ne peut augmenter dans la proportion où son prix baisse.

Si nous prenons le total de la production du froment, du seigle et du riz, principaux produits de la consommation végétale du monde, pendant les années 1928-1930, et si nous le comparons aux chiffres des années 1909 à 1913, nous constatons une augmentation de 14 % de la production, tandis que l'accroissement de la population n'est que de 9,6 %; pour l'élevage l'augmentation est de 10,7 %. La

(1) Ladislas Grabski. Rapport présenté au Congrès du Comité Fédéral de la Coopération Européenne, le 21-5-1931, à Budapest, (*L'Agriculture Polonaise*, Paris, janvier 1932.)

production des céréales et l'élevage ont donc augmenté plus que la population, et dans cet ordre de faits nous pouvons conclure: « que la crise actuelle est la conséquence d'une surproduction plutôt que d'une sous-consommation ». (Les chiffres notés plus haut sont empruntés aux statistiques de l'Institut international d'agriculture de Rome).

Il en résulte clairement que tous les moyens qui tendront à l'augmentation de la consommation vaudront pour adoucir la crise agricole, mais il faut en même temps arrêter la surproduction, car la solution de la crise consistera à éviter que la production n'augmente avec trop d'intensité par rapport à l'accroissement naturel de la population dont le rythme est plus lent que celui de la production économique.

C'est en 1929 que l'opinion publique et les gouvernements d'Europe centrale commencèrent à s'émouvoir d'une baisse rapide et considérable du prix des produits agricoles, principalement des céréales. Cette crise, qui sévissait depuis quelque temps déjà en Amérique, s'est manifestée avec une gravité croissante en Europe centrale en 1930 et surtout en 1931. Les Etats les plus durement atteints ont été les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale, mais, comme je m'occupe ici spécialement des pays danubiens, je m'efforcerai d'expliquer spécialement la situation des pays agricoles danubiens.

Dans le bassin danubien nous avons trois groupes de pays, d'une part les Etats purement agricoles: Yougoslavie, Roumanie et Hongrie, et d'autre part un Etat semi-agricole: Tchécoslovaquie et un autre très peu agricole: l'Autriche.

Statistique de la population des pays agricoles et semi-agricoles :

	Nombre d'habitants	par kilom. carré	Pourcentage populat. agr.
Hongrie	8.700.000	93.3	58,3 %
Roumanie	18.025.000	61.1	81.4 %
Yougoslavie	13.950.000	56	76.0 %
Tchécoslovaquie	14.800.000	104.8	40.4 %

On voit donc par cette statistique que les trois premiers pays: Hongrie, Roumanie et Yougoslavie, ont une population agricole égale à 72 % de leur population totale. En Tchécoslovaquie cette proportion n'est que de 40 %.

Répartition de la superficie (évaluée en milliers d'hectares) :

	Superficie totale:	Terres labour.	Prés nat. et patur.	Bois et forêts	Autres terres
Hongrie	9.304	5.584	1.669	1.096	955
Roumanie	29.489	12.857	4.054	7.224	5.354
Yougoslavie	24.866	7.076	5.915	7.537	4.338
Tchécoslovaquie	14.050	5.840	2.384	4.602	1.244

Statistique des principaux produits agricoles, de 1927 à la fin de 1931 (je ne citerai que cinq articles de cette production) :

Moyenne 1927-1931

Superficie en milliers d'hectares

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Maïs
Hongrie	1.624	640	448	262	1.082
Roumanie	3.113	338	1.892	1.074	4.530
Yougoslavie	2.037	299	421	390	2.275
Tchécoslovaquie	793	1.0031	716	843	140

En 1931

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Maïs
Hongrie	1.620	600	471	241	1.107
Roumanie	3.466	407	1.919	871	4.755
Yougoslavie	2.181	252	447	396	2.492
Tchécoslovaquie	828	1.000	718	822	139

Moyenne en 1927-1931

Production en milliers de quintaux:

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Maïs
Hongrie	22.026	6.927	5.864	3.163	15.320
Roumanie	31.467	3.369	18.598	10.069	47.111
Yougoslavie	23.622	1.888	3.854	3.118	29.516
Tchécoslovaquie .	13.395	16.763	12.804	13.851	2.380

Moyenne en 1931

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Maïs
Hongrie	18.830	5.480	4.649	1.834	14.632
Roumanie	36.822	3.546	14.144	6.702	63.600
Yougoslavie . . .	26.886	1.934	3.919	2.648	32.180
Tchécoslovaquie .	11.222	13,877	10.746	12.246	2.277

Moyenne 1927-1931

Rendement par hectare en quintaux

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Maïs
Hongrie	13.6	10.8	13.2	12.1	14.2
Roumanie	10.1	10.0	9.8	9.4	10.4
Yougoslavie . . .	11.6	8.2	9.2	8.0	13.0
Tchécoslovaquie	16.8	16.2	17.9	16.4	17.0

Moyenne en 1931

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Maïs
Hongrie	11.6	9.1	9.9	7.6	13.2
Roumanie	10.6	8.7	8.7	7.4	13.4
Yougoslavie	12.3	7.7	7.7	8.8	12.9
Tchécoslovaquie .	13.6	13.9	13.9	15.0	16.4

Production des principaux produits du sol, en pourcentage de la production européenne de 1927 à 1931.

	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Maïs	P. de terre	Bet. à sucre
Production européenne . .	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Hongrie	5.8	3.1	3.7	1.2	10.7	1.4	3.1
Roumanie	8.3	1.5	11.6	3.8	32.7	1.6	2.2
Yougoslavie . . .	6.3	0.9	2.4	1.2	20.5	0.9	1.8
Tchécoslovaquie	3.5	7.6	8.0	5.2	1.7	7.3	14.0

On voit par cette dernière statistique toute l'importance de ces quatre pays danubiens dans l'économie agricole de l'Europe. Si nous regardons de plus près cette statistique nous constatons que, ces quatre pays danubiens fournissent 23,9 % du froment cultivé en Europe, 13,1 % du seigle, 25,7 % de l'orge, 11,4 % de l'avoine, 65,6 % du maïs, 11,2 % des pommes de terre, 29,1 % des betteraves à sucre. Ces chiffres nous indiquent qu'un quart de la production européenne en froment et plus de la moitié de cette production en maïs sont fournis par les quatre pays danubiens. Aussi comprend-on en lisant ces chiffres combien l'Europe danubienne doit souffrir de la crise actuelle.

L'Europe se divise en deux parties ; l'Europe indus-

trielle c'est-à-dire l'Europe occidentale et centrale du Nord, et l'Europe agricole, c'est-à-dire l'Europe centrale du Sud et l'Europe orientale.

L'Europe occidentale industrielle, qui est depuis toujours en déficit agricole, se procure en Europe centrale et orientale les produits agricoles nécessaires, dont elle n'importe qu'une partie seulement, en se fournissant des pays d'outre-mer.

Pendant la crise actuelle, l'Europe centrale et orientale étouffe, ne pouvant trouver de débouchés suffisants pour ses céréales dans les pays occidentaux, étant donné que ceux-ci achètent outre-mer et à meilleur marché les produits agricoles dont ils ont besoin.

La solidarité européenne exige une collaboration plus étroite entre les deux Europes, et surtout l'avenir de ces deux Europes exige une coopération sur la base de l'échange des produits industriels et manufacturés de l'Europe occidentale contre les produits agricoles de l'Europe centrale et orientale.

Les dix pays industriels qui importent les céréales et autres produits agricoles manquant chez eux, soit : l'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Allemagne et la Suisse, ont toujours eu une production de céréales déficitaire par rapport à leur consommation. D'après les statistiques de l'Institut international de Rome, le blé constitue 46 % de l'importation de l'Europe occidentale. De 1909 à 1913, l'Europe industrielle a importé annuellement, en moyenne, 133 millions de quintaux de blé, dont 61 provenant de l'Europe agricole (Russie comprise) et 72 des pays d'outre-mer; mais en 1927-1928, sur 172 millions de quintaux de blé importés, moins de 6 millions proviennent de l'Europe cen-

trale et orientale, et 162 millions des pays d'outre-mer. Pendant la même période, la production de blé augmentait de 41 millions de quintaux dans les pays danubiens. D'une façon générale les exportateurs européens de céréales ont contribué à couvrir le déficit total de l'Europe en céréales (c'est-à-dire essentiellement le déficit de l'Europe industrielle), dans la proportion de 22 % en 1926, 15 % en 1927, 11 % en 1928 et 18 % en 1929 (blé, orge, seigle, avoine et maïs); le reste, c'est-à-dire respectivement 78 %, 87 %, 89 % et 82 %, a été couvert par les importations provenant des pays d'outre-mer : Canada, Etats-Unis, Argentine et Australie. La proportion a été particulièrement faible pour le blé (entre 4 % et 10 % au cours des quatre années envisagées).

Il est vrai qu'après la guerre les céréales de l'Europe agricole ont été presque chassées des marchés de l'Europe industrielle par la concurrence écrasante des céréales d'outre-mer. Pendant la guerre, immédiatement après et jusqu'en 1926 à peu près, les pays agricoles ne pouvaient concurrencer ceux d'outre-mer à cause du perfectionnement des machines agricoles en usage de l'autre côté de l'Atlantique et de la culture extensive qu'on y pratiquait. Même aujourd'hui la concurrence est difficile car en général la culture extensive n'est pas possible en Europe, où la petite propriété est de règle, faute de terres à labourer. Les petites exploitations agricoles européennes auront toujours de grandes difficultés à combattre les fermiers d'outre-mer.

Le grand reproche que fait l'Europe agricole à l'Europe industrielle, c'est de méconnaître la solidarité européenne en ~~sa~~ fournissant de céréales, dans une trop forte proportion, outre-Atlantique. Bien que les produits agricoles d'outre-mer puissent être quelquefois meilleur marché, les

pays agricoles de l'Europe réclament un système de tarifs préférentiels au bénéfice de leurs produits agricoles.

L'Europe agricole a un autre grief contre l'Europe industrielle du fait que les pays occidentaux importateurs de céréales pratiquent le protectionnisme agraire, surtout depuis 1929.

Néanmoins, en dépit de ce protectionnisme agraire de plus en plus développé, les pays occidentaux importateurs de céréales n'ont pu éviter d'être atteints par la crise mondiale. Depuis 1929 et 1930 plusieurs de leurs Parlements ont voté des droits protecteurs sur les produits agricoles. Les agrariens allemands, par exemple, ont obtenu en cette matière, depuis 1929, des satisfactions qui ont excité le mécontentement de la Pologne et des pays danubiens. En France, en 1930, il entre 80 francs de droits protecteurs dans le prix du quintal de blé vendu 172 francs. De juillet 1929 au 1^{er} janvier 1930, quatorze Etats sur vingt-sept en Europe ont augmenté les droits sur les céréales et les autres ont été sur le point de les augmenter. Ces mesures ont provoqué dans l'Europe agricole de vives protestations, et amenèrent les pays danubiens agricoles et les pays orientaux à se grouper en associations agricoles, dont les comités comprennent des membres des différents Etats et se réunissent de temps en temps à Varsovie, Bucarest, Belgrade et Budapest.

Les Etats agricoles danubiens et de l'est européen ont toujours espéré améliorer leur situation et remédier à la crise par des accords internationaux en tête desquels ils placent l'introduction d'un régime préférentiel pour leurs produits, ce qui les amène à combattre radicalement la clause de la « nation la plus favorisée ».

Un autre système permettant de tourner ou d'annuler

cette clause de la nation la plus favorisée est celui du « clearing » ou du « contingentement » qui a été envisagé en premier lieu entre la Hongrie et l'Autriche, en 1930, et qui est aujourd'hui appliqué dans presque toute l'Europe. Par cette clause du « clearing », deux Etats s'engagent à échanger annuellement une certaine quantité de produits agricoles contre un certain contingent de produits industriels.

La Yougoslavie, par exemple, a conclu un des premiers arrangements de ce genre, pour son blé, avec la France, accord signé dès le 7 novembre 1931, mais qui n'est entré en vigueur que six mois plus tard, le 8 mai 1932. Voici à titre de documentation quelques passages de cet arrangement entre la France et la Yougoslavie.

L'article 1 par exemple indique que le Gouvernement français, désirant faciliter l'écoulement des blés de l'Europe centrale et orientale, est disposé, à titre tout à fait provisoire et exceptionnel, à prendre les mesures nécessaires pour que soit importé en France un certain contingent de blé yougoslave, dans les conditions suivantes :

1) Au mois de septembre ou octobre, quand le Ministre de l'Agriculture français sera informé du chiffre de la récolte en France, il fixera le contingent annuel à importer.

2) Ce contingent sera de 10 % de la quantité totale à importer pour satisfaire aux besoins de la consommation.

3) L'achat se fera sous les conditions habituelles et dans les formes commerciales, par l'entremise d'un organisme yougoslave autorisé, c'est-à-dire par la Société privilégiée pour l'exportation des produits du sol. Le blé livré devra être de bonne qualité et correspondre aux nécessités du marché français.

4) Le blé livré sera payé au prix mondial et au moment

de son importation en France le tarif minimum lui sera appliqué, sans aucune diminution.

5) L'importation du contingent annuel se fera suivant un certain rythme fixé en accord avec le Ministère de l'Agriculture.

6) Le Gouvernement remettra au Gouvernement yougoslave, en vue du paiement à la dite Société privilégiée, de chaque quintal importé, une somme répondant à la différence entre le prix mondial et celui que les exportateurs yougoslaves considèrent comme inscrit. Cette somme, de caractère variable, sera fixée chaque année. Elle ne pourra être supérieure à 30 % des frais de douane.

Par l'article II, le Gouvernement yougoslave accorde certaines facilités à l'importation en Yougoslavie des produits pharmaceutiques, des dentelles, articles de soie, etc.

Cet accord a été conclu pour une durée de trois ans. Il peut être prorogé d'un commun accord si les circonstances l'exigent. Après signature il sera soumis au Comité agraire de la Commission pour l'Union européenne.

La réforme agraire — à laquelle tous les pays danubiens et de l'Europe orientale ont été soumis, comme à une nécessité nationale, à cause du changement survenu pendant la guerre dans la mentalité de leurs peuples — a donné momentanément, au moins dans l'agriculture, des résultats défavorables.

Le régime de la petite propriété empêche ou retarde l'introduction du machinisme, l'emploi des engrais chimiques, l'avènement des méthodes de culture plus perfectionnées.

Les paysans danubiens, et nous parlons ici spécialement du paysan yougoslave, ont laissé se perdre les semences sélectionnées et standardisées qui avaient valu leur répu-

tation aux céréales des grands propriétaires; leurs grains sont en outre souvent mélangés à beaucoup d'impuretés. C'est pourquoi souvent le blé danubien ne peut soutenir la comparaison avec le blé américain. Le paysan, qui dans de nombreux cas, est écrasé sous le poids des dettes usuraires, est contraint de vendre sa récolte immédiatement après la moisson, ce qui entraîne alors une baisse néfaste des prix. Il n'a pas les moyens de stocker son grain pour l'hiver et de le vendre ainsi à de meilleures conditions.

Qu'il me soit permis de citer quelques extraits du rapport présenté par le délégué du Gouvernement yougoslave à Genève, en 1931, lors de la séance du Comité économique de la Société des Nations. Voici ce qu'il disait à ce sujet (1) :

« L'agriculture, qui est la source principale du pouvoir économique et financier de notre Etat tout entier, se trouve depuis la fin de la guerre mondiale aux prises avec trois grosses difficultés : 1) la reconstitution des moyens de production (instruments et machines agricoles) et du cheptel, détruits pendant la guerre; 2) l'adaptation ou réadaptation de la production agricole aux nouvelles conditions des marchés; 3) l'intensification de la production agricole en vue d'accroître le rendement par unité de surface cultivée.

1) L'agriculture yougoslave est loin de posséder en nombre suffisant les divers instruments et machines agricoles. Le travail manuel, qui coûte plus cher, prédomine et la place dans une position désavantageuse, en regard des pays où le travail mécanique est plus développé.

.....

2) Les changements politiques, économiques et finan-

(1) Société des Nations, Comité Economique, Volume I. N° officiel : C. 239. M. 105. 1931. II. B.

ciers, qui se sont produits après la guerre mondiale, ont supprimé beaucoup de marchés existants pour les produits agricoles yougoslaves et en ont créé de nouveaux, dont les exigences et les besoins sont tout à fait différents. En outre, ces marchés sont devenus très changeants en raison des oscillations continuelles des droits de douane appliqués aux produits agricoles par les différents pays importateurs, de la surproduction fréquente de certains produits agricoles et enfin de la courte durée des traités commerciaux.

.....

3) La création du nouvel Etat yougoslave, son organisation, ses dettes et ses dépenses, ont imposé aux agriculteurs des charges considérables, en augmentation constante d'une année à l'autre.

.....

4) Ce court extrait nous donne une image véridique de la triste situation où se trouve la Yougoslavie.

Dans les autres pays danubiens, Hongrie et Roumanie, la situation est absolument identique, sauf en Tchécoslovaquie qui, étant en même temps industrielle et agricole, jouit d'une situation bien meilleure.

Trois choses manquent aux pays danubiens. Ce sont : l'outillage, le marché et les crédits.

La crise agricole, qui règne dans les pays danubiens sous une forme peut-être plus aiguë qu'ailleurs, a eu pour effet, non pas de faciliter la solution des problèmes vitaux pour la prospérité de ces pays essentiellement agricoles, mais de les retarder, provoquant de nouvelles dettes qui pèsent lourdement sur la classe rurale et qui auront pour conséquence, non pas le progrès, mais plutôt un arrêt, sinon

un recul dans le développement de l'agriculture et de la vie rurale dans ces pays.

Manquant d'outillage moderne, les paysans danubiens ne pourront jamais arriver à faire face à la concurrence des pays d'outre-mer, où le progrès mécanique est arrivé à un très haut degré, et il est bien compréhensible que, ne pouvant soutenir cette concurrence, ils ne pourront pas conquérir les marchés perdus et encore moins les marchés nouveaux.

Quant à la question de crédit, les pays danubiens raisonnent de la façon suivante : « L'Europe agricole a besoin du concours de l'Europe industrielle, lorsqu'il s'agit de trouver les capitaux nécessaires à une transformation complète de son agriculture. L'Europe industrielle peut fournir des machines agricoles et des engrais chimiques, elle peut envoyer des agronomes et des techniciens. Mais surtout elle peut avancer « l'argent ». Les pays danubiens sont des pays jeunes, où le capital indigène commence à peine à se former. Actuellement, l'afflux du capital étranger peut seul les tirer de la stagnation économique. C'est à l'agriculture, comme à la principale source de richesse de ces Etats, que le capital doit aller en premier lieu.

Pour bien comprendre la véritable situation des paysans danubiens, je vais me servir une fois encore de la statistique du délégué yougoslave auprès de la Société des Nations à Genève; il y a donné les prix du blé et du maïs, pour les années 1925 comme base, et 1929-1930 comme exemple, et à cette statistique j'ajouterai les chiffres des années 1931 et 1932, tirés de la liste officielle du marché officiel de Novi-Sad, l'un des plus grands marchés de céréales de la Yougoslavie et même de l'Europe centrale.

Voici la statistique qui exprime en dinars les prix minimum et maximum du quintal de blé :

	1925		1929		1930		1931		1932	
	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
Janvier	402 50	500 »	234 »	247 50	195 »	217 50	150 »	185 »	165 50	175 »
Février	445 »	455 »	242 50	250 »	207 50	220 »	155 »	187 50	160 »	182 50
Mars	455 »	460 »	245 »	252 50	190 »	212 50	157 »	185 »	175 »	190 »
Avril	455 »	475 »	240 »	247 50	192 50	205 »	145 »	175 »	150 »	175 »
Mai	475 »	485 »	205 »	245 »	192 50	210 »	155 »	180 »	150 50	165 »
Juin	242 »	462 50	205 »	212 50	190 »	212 50	177 50	145 »	155 »	168 »
Juillet	285 »	320 »	207 50	217 50	185 »	190 »	165 50	185 »	150 »	155 »
Août	265 »	275 »	193 »	230 »	167 50	177 50	165 »	185 »	145 »	150 »
Septemb.	242 »	250 »	190 »	212 50	145 »	167 50	164 »	168 »	138 50	165 »
Octobre	220 »	252 50	187 50	207 50	140 »	157 »	155 50	175 »	140 »	155 »
Novemb.	245 50	275 »	177 50	205 »	125 »	152 50	145 »	165 »	145 »	150 »
Décemb.	260 »	295 »	192 50	212 50	130 »	155 »	140 »	162 50	145 »	150 »

Prix minimum et maximum d'un quintal de maïs, exprimé en dinars :

	1925		1929		1930		1931		1932	
	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.
Janvier	190 »	140 »	245 »	260 »	100 »	107 50	85 50	100 »	75 50	87 50
Février	197 »	200 »	257 50	265 »	100 »	107 50	75 »	107 50	82 »	90 50
Mars	172 50	222 50	260 »	275 »	80 »	102 50	80 »	100 »	75 »	85 »
Avril	162 50	200 »	257 50	270 »	95 »	105 »	85 »	115 50	74 »	78 50
Mai	172 50	217 50	215 »	260 »	90 »	97 50	95 »	120 »	78 50	95 »
Juin	167 50	210 »	207 50	230 »	94 »	97 50	100 »	102 50	80 »	97 »
Juillet	165 »	207 50	202 50	217 50	100 »	135 »	98 »	107 50	74 50	82 »
Août	170 »	205 »	186 »	210 »	120 »	137 »	87 50	94 »	70 50	75 »
Septemb.	152 50	185 »	147 50	190 »	100 »	122 50	85 »	100 »	61 50	65 »
Octobre	175 »	185 »	102 50	112 50	70 »	75 »	85 50	105 »	55 50	67 50
Novemb.	160 »	182 50	100 »	110 »	60 »	75 »	87 50	110 »	52 50	65 »
Décemb.	160 »	165 »	100 »	107 50	72 50	85 »	80 »	95 »	52 »	60 »

Ces tableaux nous indiquent clairement la baisse considérable des prix du blé et du maïs de 1929 à 1932 par rapport à l'année 1925.

Mais il sera intéressant de voir la différence du prix du blé, par exemple, en Yougoslavie et en France. Le dinar est coté par la Bourse officielle yougoslave à 226,50 dinars pour 100 francs à la fin de 1932, mais le cours du dinar, coté à la Bourse de Paris est de 35, 60 francs pour 100 dinars, c'est-à-dire 280 dinars pour 100 francs. La Bourse de Commerce de Paris, par exemple en date du 23 décembre 1932, a coté le blé à 112 fr. 50 alors que la cote officielle était à 108. Prenons comme chiffre rond 110 francs pour un quintal de blé. Alors qu'en Yougoslavie, à la fin de décembre 1932, la cote du blé était à 145-150 dinars, et le blé est coté à Paris environ 300 dinars le quintal, c'est-à-dire exactement le double si on évalue les 150 dinars au cours le meilleur, qui est de 53, 35 francs le quintal de blé.

Voici la véritable portée de la crise agricole des pays danubiens, voici pourquoi les Etats danubiens, ainsi que les Etats de l'Europe orientale, cherchent à sortir de cette situation difficile. Les pays occidentaux et de l'Europe industrielle doivent comprendre et aider les pays agricoles. Si l'Europe industrielle laisse longtemps encore les pays agricoles dans cette situation, il est à craindre que la crise économique de ces pays n'évolue en crise politique et sociale.

Il est singulier que certains Etats, en Europe industrielle, ne considèrent pas cette question avec l'attention qu'elle mérite et ne s'efforcent pas de tirer les paysans danubiens de leur misère actuelle.

Un jour peut-être les difficultés du paysan danubien prendront fin, mais il est possible aussi que l'aide arrive trop tard.

SECONDE PARTIE

Chapitre Premier

Remèdes aux Crises

I

La Conférence économique de Gênes

M. Friedrich Naumann, député au Reichstag de Berlin, orateur de premier ordre et l'une des figures les plus originales de la « Freisinige Vereinigung » (Union démocratique) a dans son livre : « Mittel-Europa » émis quelques idées concernant l'organisation de l'Europe centrale.

Tout d'abord « l'idée de sécurité et de défense ». — D'après l'auteur, il faut organiser la force militaire de l'Europe centrale sous la direction de l'Allemagne pour protéger la civilisation germanique contre ceux qui la menacent. Cette vaste organisation de l'Europe centrale n'est qu'une machine militaire et guerrière qui sera « allemande de cœur ». Les Etats de cette vaste Confédération seront unis entre eux par une « alliance défensive et militaire qui se développera en une communauté étroite parce qu'au-dessus de toutes les limitations se formera un peuple économiquement homogène », et il continue : « tous ces peuples, Allemands, Tchèques, Polonais, Magyars, ont les uns

envers les autres des sentiments inamicaux, mais les intérêts économiques créent un lien entre eux (1) ».

Voilà déjà une idée bien allemande; pour créer et organiser l'Europe centrale il faut commencer par la force militaire, et bien que les peuples de cette Confédération « imaginaire » éprouvent les uns pour les autres des sentiments inamicaux, les intérêts économiques doivent les rapprocher. Ces idées sont des idées pangermanistes, les idées de la guerre, et il est heureux que celle-ci ne soit pas terminée par la victoire des Empires centraux, sinon la carte de l'Europe centrale aurait un aspect tout à fait autre que celui qu'elle présente actuellement.

Sous le vocable d'Europe centrale, M. Naumann comprend l'Autriche-Hongrie d'avant-guerre, les Balkans et la Pologne. L'Autriche-Hongrie formerait un vaste Etat qui, avec l'Allemagne, constituerait un Zollverein comme celui organisé jadis par la Prusse. Le but suprême est de faire de l'Europe centrale un Etat dont toutes les parties seraient unies entre elles par un lien non seulement constitutionnel ou politique, mais aussi économique, car il est vain de vouloir unifier l'Europe centrale par des mesures politiques, si l'unité économique n'est d'abord réalisée, et les esprits sages envisagent d'abord la solution économique, préface à la solution politique. L'idée d'un Zollverein était donc l'aboutissement nécessaire et le mode pratique d'organisation de l'Europe centrale.

Une autre idée, née cette fois de l'instabilité d'après la guerre, est celle de la Petite-Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie). C'est la folle équipée de Charles IV, le 20 octobre 1921, qui a poussé ces trois Etats

(1) F. Aulneau, *Histoire de l'Europe Centrale* (Payot, Paris 1926),

à l'union, par crainte de la Hongrie et pour se défendre contre toutes éventualités.

La Petite Entente, dès ses débuts, fut une réalité et non une conception idéologique, chaque membre gardant sa pleine indépendance, son individualité propre; elle n'était qu'un organe de défense et aussi de reconstruction politique et économique.

Mais les Etats de la Petite-Entente, liés entre eux, n'étaient pas centralisés, comme dans l'ancienne Double-Monarchie, ou comme dans le projet de M. Naumann. Ils étaient tout au plus groupés dans un but déterminé et précis. C'est plus tard, en 1922, qu'ils sentirent la nécessité, non seulement de donner à leur entente un caractère politique et militaire, mais encore de l'orienter vers des solutions économiques.

Cette conception est tout à fait différente de celle de M. Naumann; trois Etats libres et indépendants s'engagent à se défendre mutuellement. Le premier pacte n'avait donc qu'un but défensif et politique, mais nous savons qu'au cours de ces dix dernières années, cette conception politique est devenue une conception économique qui est aujourd'hui une des bases de l'entente entre les trois Etats.

Le projet de M. Naumann est celui d'un conquérant; la Petite Entente est une entente pacifique entre des peuples libres et indépendants qui veulent défendre leur sécurité et leur économie nationale.

Le point de départ d'une ère de restauration économique dans les nouveaux Etats de l'Europe centrale, c'est la conférence économique internationale de Gènes, au mois d'avril 1922. Là commence la véritable réorganisation économique de l'Europe, étant donné que les gouverne-

ments intéressés n'avaient pas trouvé jusqu'alors le moyen de sortir des difficultés économiques surgies à la suite de la rupture des liens séculaires qui unissaient entre eux les membres de la Double-Monarchie.

Un des points les plus importants, pour la Conférence de Gênes, c'était de se mettre d'accord sur un ordre du jour. Les grandes puissances, pas plus que les petits Etats, n'ont voulu accepter la proposition allemande au sujet des réparations, et M. Briand, ministre des Affaires étrangères, déclarait à la séance de la Chambre encore le 19 janvier 1922 : « Il a été décidé, je le répète, à l'unanimité, que la Conférence de Gênes ne pourrait faire entrer, dans ses discussions, ni les traités signés existants, ni la question des réparations »... « ... de sorte que si, comme il est possible qu'elle en ait l'intention, l'Allemagne voulait essayer d'introduire dans l'ordre du jour une question touchant de près ou de loin aux traités ou aux réparations, la France serait qualifiée pour rappeler les résolutions de Cannes et pour se retirer de la Conférence (1) ».

En 1922 également, les hommes politiques décidèrent de ne pas introduire la politique dans cette Conférence économique qui devait réorganiser l'Europe au point de vue économique et financier.

Je ne citerai pas ici l'ordre du jour de la Conférence établi par les Grandes Puissances, et qui fut suivi, mais il n'est pas sans intérêt de donner un résumé de l'ordre du jour proposé par la Petite Entente, et présenté par M. Benès, qui s'exprima comme suit :

« L'organisation de la Conférence de Gênes sera soumise aux principes suivants :

(1) Ministère des Affaires Etrangères, *Bulletin périodique de presse*, Paris 1922.

1) les traités de paix et les réparations ne seront pas discutés;

2) la participation des représentants des Soviets à la Conférence n'impliquera pas la reconnaissance politique des Soviets, et un comité sera constitué, dès le début de la Conférence, qui étudiera les conditions de la reprise immédiate des relations commerciales avec la Russie;

.....
3) les Etats de la Petite Entente et la Pologne enverront dès maintenant des experts à Londres pour participer d'une façon semi-officielle aux travaux du Comité des Experts;

4) la Société des Nations, sans prendre en mains le fond même des travaux de la Conférence, participera, ainsi que le Bureau international du Travail, aux travaux de la Conférence;

5) les commissions économiques pourront rédiger, comme à Porto-Rosa, des conventions ou protocoles que les membres de la Conférence feront ratifier ensuite par leur gouvernement, ou leur parlement, suivant la constitution de leur pays;

6) enfin la Conférence pourrait rédiger, sous forme de résolution, une clause de non-agression qui affirmerait la volonté générale de paix en Europe. Une convention générale de non-agression, qui lierait tous les membres de la Conférence, serait elle-même préférable à cette résolution (1) ».

La Petite Entente, à son origine, alliance politique et défensive, comme je l'ai expliqué plus haut, s'orienta rapidement, sous l'empire de la nécessité, dans la voie de

(1) Albert Mousset, *Conférence de Gênes* (Paris, 1922).

l'assistance économique, tout en conservant les rapports politiques.

C'est à la Conférence de Rome, dès juin 1921, que fut lancée l'idée d'une Union danubienne. Pour tirer l'Autriche de son isolement économique et politique, les Etats successeurs adoptèrent une nouvelle méthode économique en s'accordant l'un à l'autre des conditions de transit, de transport et de communication favorables à l'échange des produits indispensables à leur existence. Ce programme une fois réalisé, il deviendrait possible d'inviter l'Autriche et la Hongrie à collaborer à la consolidation économique de l'Europe centrale sans arrière-pensée d'hégémonie et sur la base de l'exécution des traités.

Ce qui nous intéresse, ce sont les résultats obtenus par cette Conférence, surtout au point de vue économique. D'abord une entente commerciale fut décidée entre Tchécoslovaquie et Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Pologne, Pologne et Yougoslavie. Cet accord en vue de la conclusion de traités économiques et commerciaux entre ces trois peuples ne fut pas obtenu sans difficulté, car chacun prétendait recevoir beaucoup et offrait peu. Enfin, comme ils étaient tous des Etats neufs, nés dans les mêmes conditions, unis par des intérêts communs, ils parvinrent à réaliser leur entente.

L'Autriche ne pouvait être laissée en dehors du nouveau système économique créé en Europe centrale et orientale. Son isolement eût été une source de dangers pour ses voisins immédiats. D'autre part, la crise financière que traversait l'Autriche avait attiré l'attention des hommes d'Etat tchécoslovaques et yougoslaves.

La Yougoslavie s'est spécialement intéressée à la solution des problèmes posés par la liquidation de la succes-

sion austro-hongroise. Le commerce yougoslave trouvait en Autriche des marchés très favorables, et même au cours de l'année 1920, 42 % de l'exportation totale yougoslave sont allés en Autriche, tandis que les exportations autrichiennes dirigées sur la Yougoslavie et consistant surtout en machines agricoles, outils, matériel électrotechnique, etc., étaient énormes.

D'autre part, la Tchécoslovaquie, voyant la gravité de la situation monétaire de l'Autriche qui se lançait dans une émission à outrance de papier-monnaie, conclut avec le gouvernement autrichien un accord politique et économique qui devait contribuer efficacement au sauvetage de l'Autriche. Aux termes de cet accord, la Tchécoslovaquie ouvrait au gouvernement d'Autriche un crédit de 500 millions de couronnes tchécoslovaques, soit au cours d'alors environ 80 milliards de couronnes autrichiennes. Cette avance constituait un véritable sacrifice de la part de la Tchécoslovaquie, obligée de faire elle-même appel à l'étranger.

Nous voyons donc que les premiers Etats qui s'intéressèrent à l'Autriche furent la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. Si l'on se demande quels motifs ont poussé ces deux pays à aider l'Autriche à sortir de sa difficile situation, nous pensons que ce furent d'abord la solidarité européenne des pays danubiens, et surtout la position politique prise par l'Allemagne.

Il suffit de nous reporter un peu avant la Conférence de Gènes et de voir ce qui se passait alors en Autriche. Le Chancelier d'Autriche en 1919-1920, M. Renner, était connu comme un des pionniers du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne (il faut dire qu'après son séjour à Paris à la fin de 1919 et en 1920 ses idées ont complète-

ment changé). Le chancelier Renner, dès avant la guerre, était grand partisan d'une confédération danubienne, et sous son influence, fut voté à Brunn le principe de décentralisation de l'Autriche, une organisation semblable à la Confédération suisse, accordant de larges autonomies aux Polonais, aux Tchèques, aux Slovaques et aux Yougoslaves. Il pensait ainsi émousser l'hostilité entre les peuples de la Double-Monarchie et affaiblir le pouvoir central qui spéculait adroitement sur leurs rivalités.

La Double-Monarchie s'étant effondrée, les peuples reprirent leur liberté et le programme de M. Renner fut dépassé.

L'Autriche, ne pouvant vivre seule, devait dès lors, d'après M. Renner, se rattacher à l'autre Etat germanique. Elle y était conviée par les affinités ethniques autant que par les intérêts économiques et politiques. Mais la Grande Entente n'a pas voulu du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, et l'Autriche eut besoin de l'Entente ! C'est à ce moment que M. Renner modifia ses conceptions et devint un danubien en déclarant « *que les accords d'ordre pratique sont les meilleurs moyens de réconciliation entre les peuples* ».

Donc, entente économique entre Vienne, Prague et Belgrade. Il semble toutefois que M. Renner n'avait pas encore oublié les malentendus du passé, dus pour la plupart à la politique perfide du gouvernement de la Double-Monarchie, et il semble qu'à Prague on était prêt à lui répondre : « Oublions le passé, gardons chacun notre indépendance, mais soyons bons amis ».

Malgré les souffrances séculaires des Tchèques sous le régime d'oppression de l'ancienne Autriche, ils ont passé avec celle-ci l'accord politique mentionné plus haut,

d'après lequel l'Autriche et la Tchécoslovaquie s'engageaient à exécuter les traités de Saint-Germain et de Trianon, à se garantir mutuellement les territoires attribués par ces traités, et à observer la neutralité en cas d'attaque d'une tierce puissance.

Les rapports économiques et commerciaux entre la Yougoslavie et la Roumanie, d'une manière générale, étaient bons, car ils étaient encore réglés par la convention commerciale de 1907. Entre ces deux pays agricoles, les échanges commerciaux n'étaient pas énormes, et, étant donné que politiquement les intérêts des deux Etats étaient semblables, il n'est pas difficile de prévoir que toutes les questions furent réglées à l'amiable.

La situation économique entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie devait aussi se développer normalement, les deux pays étant dans la même situation politique, et membres de la Petite Entente.

A la Conférence de Gênes les Etats danubiens, dans leur résolution, déclarèrent que le rétablissement des communications dans les pays danubiens était une des conditions essentielles de la restauration économique de l'Europe, car le mauvais état des moyens de communication paralysait non seulement l'activité des intéressés directs, mais la reprise du trafic international dans son ampleur d'avant-guerre.

L'adoption des mesures suggérées à la Conférence de Gênes par les Etats de la Petite Entente devait permettre :

- 1) le retour à une vie économique normale dans les Etats participants, à commencer par ceux qui avaient été dévastés par la guerre;

- 2) le rétablissement des moyens de communication et de transports internationaux;

3) l'assainissement de la situation monétaire;

4) le rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Il est évident qu'à ce moment-là les Etats de la Petite Entente ne pouvaient rester livrés à leurs seules ressources pour accomplir le rétablissement économique nécessaire et sortir de l'ornière où ils se débattaient. Les concours extérieurs devaient, en toute justice et dans l'intérêt même des puissances plus favorisées, leur être promptement et largement assurés, mais ils ne pouvaient être efficaces qu'autant que ces Etats réagiraient d'abord eux-mêmes et concentreraient leurs efforts dans le sens d'une politique austère d'économies, de stabilisation budgétaire, d'assainissement financier et de productivité agricole, commerciale et industrielle.

Tels sont les idées et les faits qui ont amené les conclusions des Etats danubiens, sans qu'ils aient eu recours à une force militaire, comme le prévoyait M. Naumann. Il ne faut pas oublier que la Conférence de Gênes avait lieu pendant la période de grand désordre qui suivit la guerre.

Les idées allemandes visant à une communauté étroite grâce à une alliance militaire, à une confédération de peuples ennemis, uniquement liés par l'intérêt économique, qui aurait favorisé l'expansion allemande vers l'Orient, n'ont pas eu de suite, car les peuples danubiens n'ont pas accepté l'idée de conquête, mais celle d'entente et de paix. Les Etats danubiens, et spécialement les Etats de la Petite Entente ont bien compris que l'avenir du bassin danubien dépend de leur entente et de leur bon sens, dans le domaine politique d'abord, et ensuite dans les domaines économiques.

C'est pourquoi les Etats de la Petite Entente, bien que se trouvant eux-mêmes, immédiatement après la guerre,

dans une situation peu enviable (on sait comment la Serbie et la Roumanie avaient été dévastées par suite de l'occupation allemande) ont suggéré l'amélioration de la situation dans cette Autriche qui depuis des siècles était leur ennemie commune.

A Gênes, la Petite Entente, représentée dans toutes les sous-commissions, apparut comme la seule force vraiment organisée de la Conférence. Son prestige en fut rehaussé; elle était entrée dans la Conférence presque comme quatrième Puissance, elle n'avait plus qu'à rester ferme pour être traitée selon son rang, c'est-à-dire en représentant de 50 millions d'individus.

En tout cas, il faut reconnaître que l'action de la Petite Entente sur la politique générale en Europe a été remarquable, puisqu'elle a mis fin à l'antagonisme entre Vienne, d'une part, et Prague, Belgrade et Bucarest de l'autre.

L'Europe danubienne commençait à être une partie consolidée de l'Europe. L'entente survenue entre Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie et Pologne était bien une garantie contre toute tentative en vue de modifier la nouvelle situation en Europe centrale. Quant à la Conférence de Gênes, en dépit des efforts de certains hommes politiques pour y porter les premières attaques contre les traités de paix, elle n'a fait, en réalité, que raffermir encore le nouveau statut de l'Europe centrale.

II

*Le “**Mémemorandum Constructif**” français et l'Europe Centrale*

Le « mémorandum constructif français » nous intéresse particulièrement, étant donné que son but était de tirer l'Europe centrale, et spécialement l'Europe danubienne, de l'impasse où elle se trouve du fait de la crise actuelle.

La misère des pays de l'Europe centrale et balkanique a pour cause principale la paralysie commerciale, et c'est à cette maladie que le plan français s'attaque. Les pays danubiens, dit-il, qui jadis formaient un territoire économique homogène, ont constitué, à l'intérieur de leurs nouvelles frontières, des activités concurrentes et non plus complémentaires. Le projet français estime que si ces diverses nations s'accordaient mutuellement un régime préférentiel on aboutirait au résultat cherché, c'est-à-dire au rétablissement des échanges et à l'adaptation des économies individuelles à une économie danubienne plus homogène.

A l'aide du plan constructif français, je tâcherai de montrer combien est grand le rôle joué ici par la politique européenne, si grand que, sans un arrangement préalable entre les puissances qui ont des intérêts politiques dans

le bassin danubien, il n'y aura aucune possibilité d'arrangements économiques stables.

Le 16 mai 1931, le Gouvernement français remit à la Commission d'étude pour l'union européenne près la Société des Nations son « mémorandum constructif », lui-même provoqué par la signature de l'accord douanier entre l'Allemagne et l'Autriche en date du 19 mars 1931. Il n'est pas inutile d'en dire quelques mots.

De quoi s'agissait-il en somme dans cet accord austro-allemand ? Tout simplement, les deux gouvernements convenaient d'établir une loi douanière et des tarifs concordants et de supprimer entre les deux pays toute frontière douanière. Un tarif transitoire serait appliqué avant la mise en vigueur de l'accord. Ils se réservaient de fixer ultérieurement la durée de la période pendant laquelle seraient appliqués ces tarifs transitoires, et la renonciation à cet accord douanier devait se faire avec un préavis de trois ans.

Dans cet accord, les dirigeants allemands et autrichiens ont employé la locution *sui generis*, voulant expliquer par là qu'il ne s'agissait pas d'une union douanière complète, mais de quelque chose de spécial, l'union douanière complète étant en contradiction avec le Protocole de Genève du 4 octobre 1922, lequel stipule que l'Autriche est dans l'obligation : « *de maintenir son indépendance économique et de n'entrer avec aucun autre Etat dans un système mettant en danger cette indépendance* ».

En intitulant cette union douanière : « accord douanier » d'une manière *sui generis* les signataires montraient quelle importance ils attachaient à cette nuance qui devait leur permettre de défendre l'accord au point de vue juridique. L'importance de cette nuance est cependant moin-

dre que la question de savoir à quoi vise cet accord, quel en est le but. Le Chancelier d'Autriche a souligné dans un discours la thèse, défendue par lui à la conférence paneuropéenne de septembre 1930, que l'accord austro-alle du 19 mars a justement pour but « d'instaurer une nouvelle réglementation de la situation économique en Europe centrale par la voie d'accords régionaux ».

En même temps que l'Allemagne offrait cet accord douanier à l'Autriche, elle le proposait également à la Tchécoslovaquie, car dans la pensée allemande l'union douanière devait comprendre : l'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

On peut se demander si ce projet allemand correspondait en réalité à celui d'union douanière européenne préconisé par M. Briand, ainsi qu'aux projets d'accords régionaux. M. Benès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, a déclaré dans son exposé du 23 avril 1931, au Sénat de Prague : « Dans l'Europe d'après la guerre telle qu'elle est aujourd'hui, tout accord régional où une seule grande puissance serait engagée conduirait nécessairement aux plus violents conflits. Les accords régionaux ne seraient éventuellement possibles qu'entre Etats moins importants ».

On peut se demander également comment l'Allemagne comptait faire entrer l'accord douanier austro-allemand dans le système économique européen et de quel profit serait cet accord, au point de vue économique, pour l'Europe.

L'accord austro-allemand ne semble, ni par le fond ni par la forme, concorder avec le plan Briand, mais bien plutôt s'apparenter aux plans et projets allemands tendant à réaliser une « Mittel-Europa ».

En Autriche les organes officiels ont déclaré que « l'indépendance et l'existence de la production autrichienne seraient sauvegardées par des douanes intérieures », mais ceci vaut seulement pour certaines catégories de marchandises ne représentant pas au total plus de 10 % des marchandises de toutes catégories; dans la pratique 90 % des échanges entre les deux pays jouiraient donc d'une franchise douanière presque complète.

D'autre part, le Ministre des Affaires étrangères, M. Curtius, a déclaré, dans une interview accordée au correspondant de l'*United Press*, que : « les intentions sont uniquement d'ordre économique et qu'elles n'ont rien à faire avec le rattachement politique », et aussi que « c'est une collaboration économique dans l'esprit de la Pan-Europe, et surtout sur la base d'accords régionaux et d'unifications régionales ».

Ne mettons pas en doute les paroles des hommes politiques autrichiens et allemands et posons la question différemment. Quel est le but, actuel d'abord, puis futur et éloigné, de la politique allemande de la « Mittel-Europa »? Que signifient ces expressions allemandes : « Mittel-Europa », « collaboration centre-européenne », « idée d'accords et d'unifications régionales »?

Par politique de la « Mittel-Europa », il faut, je crois comprendre le dessein de l'Allemagne de mettre sous sa dépendance tous les pays d'Europe habités par des Allemands, soit : l'Autriche, et diverses parties de plusieurs Etats de l'Europe centrale et orientale; il n'est pas difficile d'y reconnaître le vieux rêve de l'hégémonie allemande.

Sous le nom de « collaboration centre-européenne », l'Allemagne, je l'ai déjà dit plus haut, désire et veut que dans toutes les questions concernant les pays danubiens

sa voix soit entendue et que dans l'Europe centrale aucune question ne soit tranchée sans son consentement. L'Allemagne affirme en effet que les relations économiques avec les pays danubiens présentent plus d'importance pour elle que pour n'importe quel Etat européen.

Ceci, les pays danubiens ne se refusent pas à le reconnaître, mais, ayant chèrement payé leur indépendance et leur liberté, ils ne veulent pas risquer de l'aliéner dans une collaboration germano-centre-européenne qui ne serait au fond qu'une forme de « Mittel-Europa ». Les Etats danubiens sont d'accord pour collaborer avec l'Allemagne, grand pays industriel qui peut et doit être un des meilleurs marchés pour les céréales danubiennes; mais, comme l'a déjà déclaré M. Benès, les accords où une seule grande puissance serait engagée sont impossibles sans une entente préalable avec les autres puissances européennes. Il faut donc chercher une autre solution dans le cadre de la Société des Nations.

Sous le nom d'unification régionale ou d'accords régionaux, il ne semble pas que l'Allemagne mette des ententes régionales de conception française et engendrées par les traités de paix, mais bien plutôt qu'elle soit hantée par les idées de « Mittel-Europa » et de « Drang nach osten ».

L'entente économique entre les peuples réunis dans les frontières politiques de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie se discutait entre hommes politiques dès la moitié du dernier siècle. Ce que les hommes politiques d'origine non allemande proposèrent en son temps, c'est une entente, sur la base d'égalité des droits, entre tous les peuples de l'Autriche-Hongrie qui désiraient voir respectés leur passé historique et leurs besoins vitaux. Mais c'étaient précisément les Allemands qui combattaient cette idée du

développement libre et complet des petits peuples en Europe centrale; ce sont eux qui opposaient à l'idée d'empire austro-hongrois celle d'un empire qui remplirait une mission allemande.

Toutes les luttes politiques en Autriche-Hongrie depuis la moitié du dernier siècle et jusqu'à la fin de la guerre en 1918 ne tendaient au fond qu'à trouver, pour le problème de l'Europe centrale, une solution conforme à la justice.

La politique des petits peuples de l'Europe centrale ne tendait pas au début à détruire, au moins directement, l'Autriche-Hongrie, car ils nourrissaient toujours l'espoir de voir finalement cet empire remplir sa véritable mission. Tous les hommes politiques tchèques, polonais, yougoslaves et roumains d'une certaine importance ont plus d'une fois, avant la guerre, en dépit de toutes les déceptions, fait confiance au sentiment de justice de l'Autriche. Leur espoir a été vain, et c'est encore l'Allemagne qui a empêché l'Autriche de remplir la mission qui lui incombait. Les documents publiés, relatifs à la crise que provoqua en Europe centrale l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche en 1908 le prouvent, et surtout la guerre mondiale, pendant laquelle l'empire austro-hongrois tomba sous la complète dépendance de l'Allemagne et où la persécution des peuples non-allemands atteignit son point culminant.

Nous pouvons donc conclure que c'est la politique allemande, la conception allemande de la « Mittel-Europa » refusant de reconnaître aux petits peuples non allemands l'égalité des droits, qui a causé la ruine de l'Autriche. Si aujourd'hui les Allemands parlent de morcellement ou même de balkanisation de l'Europe centrale, ne faut-il

pas entendre simplement par là que le projet d'une Europe centrale dominée par les Allemands ne s'est pas réalisé?

Si nous comparons les luttes nationales d'avant la guerre sur le territoire austro-hongrois avec l'état de choses actuel, par exemple en Yougoslavie et Tchécoslovaquie où ces luttes sont déjà presque oubliées du grand public, où les Allemands, surtout en Bohême, collaborent avec les Tchèques à la direction de l'Etat et participent au gouvernement, on peut dire que seuls ceux qui jugent l'évolution de l'Europe centrale d'un point de vue faux et dans l'ignorance de ce que nous venons d'exposer peuvent parler de balkanisation de l'Europe centrale.

C'est en Allemagne qu'on parle de morcellement de l'Europe centrale, et pourtant c'est précisément l'Allemagne qui, tout en cherchant à transformer l'Europe centrale en une unité économique dirigée par la politique allemande, s'est efforcée pratiquement, en 1917 et 1918, de désagréger l'unité économique que la Russie formait à l'Est de l'Europe. L'histoire de la libération progressive de l'Europe centrale, où une minorité de barons allemands avait cherché à créer des petits Etats féodaux, en s'opposant aux efforts de ces petits peuples pour s'assurer une autonomie et une indépendance complètes, montre comment les Allemands conçoivent le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et ce que cachent leurs craintes de morcellement de l'Europe centrale. L'Autriche actuelle, qui, avec un peu de bonne volonté, a la possibilité de mener une existence complètement indépendante, fut autrefois un exemple frappant de violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, alors qu'elle possédait son propre gouvernement allemand, son indépendance

politique, tout ce que les Allemands, durant des siècles, ont refusé à de nombreux peuples de l'Europe centrale.

Les tentatives en vue d'arriver, par une union douanière, à l'Anschluss politique ne peuvent se justifier par l'impossibilité où se trouverait l'Autriche de vivre conformément à l'esprit allemand. Il faut donc chercher ailleurs la raison d'agir des Allemands et le but qu'ils poursuivent. Il semble évident que l'Allemagne cherche à se servir de l'Autriche rattachée à l'Allemagne en vue de l'accomplissement d'une autre mission, d'une mission politique.



A la différence du projet d'entente danubienne, que le gouvernement de la République française a publié en « aide-mémoire » le 2 mars 1932 (annexe 2) et dont je parlerai plus loin, le mémorandum constructif français de 1931 (annexe 1) suggère un certain nombre de solutions qui en font une proposition conforme à l'esprit d'une vaste union européenne destinée à se substituer à celle, fragmentaire et dangereuse, de l'Anschluss économique. Son intérêt dépasse donc le problème de l'union douanière des puissances de l'Europe centrale. Les propositions qu'il contient ne constituent pas seulement un contre-projet; elles prennent place dans la série de travaux portés devant la Commission d'étude pour l'Union européenne près la Société des Nations.

Ce mémorandum du gouvernement français se compose de quatre parties : la première parle du problème agricole, la deuxième du problème industriel, la troisième de la

situation spéciale de l'Autriche et la quatrième du problème du crédit.

Pour résoudre le problème agricole, l'un des plus importants, le mémorandum français propose un système de préférence agricole; c'est là ce qui intéresse le plus l'Europe danubienne-agricole. D'après le mémorandum : « ce système préférentiel, tel qu'il le conçoit, n'infirme pas la clause de la nation la plus favorisée. La « préférence », en effet, doit avoir à ses yeux un caractère exceptionnel, le caractère d'une dérogation justifiée par des circonstances anormales et, par conséquent, variable avec celles-ci, temporaire, et d'ailleurs limitée par la fixation d'un contingent déterminé, lui-même révisible ». Les tarifs de préférence, en général, ont pour objet de favoriser les relations commerciales par une réduction de tarifs exclusivement en faveur des parties contractantes, mais sous condition que la clause de la nation la plus favorisée n'y fasse pas obstacle, soit en droit, soit en fait. Or, et ce fut une des premières difficultés, presque tous les pays danubiens étaient liés par cette clause de la nation la plus favorisée. Il fallait donc, en ce cas, que le système de préférence fut accepté par tous les Etats qui avaient conclu des traités commerciaux avec les pays danubiens. Aussi, lors de la Conférence préliminaire en vue d'une action économique concertée, tenue à Genève, sous les auspices de la Société des Nations en février et mars 1930, la plus vive discussion s'engagea à propos de ce système préférentiel. Les délibérations, menées par le sous-comité B roulèrent essentiellement sur la question de savoir comment on pourrait harmoniser le système d'accords collectifs à base

préférentielle entre Etats européens et le système traditionnel de la clause de la nation la plus favorisée. Certaines délégations estimaient pareil ajustement impossible et, pensant d'ailleurs aux relations de leurs pays avec les pays d'outre-mer, se prononçaient de la façon la plus catégorique contre toute atteinte à la clause de la nation la plus favorisée. Mais le gouvernement français affirmait que le système préférentiel aurait un caractère exceptionnel, car la détresse des populations de l'Europe centrale et orientale provient en grande partie des prix trop bas auxquels elles doivent vendre leurs céréales.

Enfin, pour persuader les Etats d'outre-mer, les plus grands producteurs de blé du monde, le mémorandum cite la statistique du compte rendu de Rome montrant que, pratiquement, ils n'auront pas à redouter la concurrence danubienne. En prenant comme base la moyenne des trois années, on peut évaluer à 209 millions de quintaux les excédents de blé et de farine dont les neuf principaux pays producteurs du monde disposent pour l'exportation. Dans ce total, les pays danubiens ne figurent que pour 9 millions de quintaux, soit 4, 3 % de l'excédent mondial.

Le point le plus intéressant du système français est celui où il prévoit que, si l'octroi d'une préférence entraîne un sacrifice, celui-ci ne sera ni au détriment des autres pays exportateurs, ni au détriment des pays qui n'achètent pas de blés danubiens. Voici comment le mémorandum s'explique à ce sujet : « ...A leur entrée sur les territoires protégés, les blés, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, paient les droits en vigueur et, de la sorte, le régime des prix, à l'intérieur des pays en question, ne subit aucun

trouble. Mais une certaine proportion des droits acquittés, calculée de manière à assurer, autant que possible, aux producteurs une rémunération suffisante, fait retour à ceux-ci. » En pratique, le système préconisé par le gouvernement français pourrait être résumé ainsi :

1) les pays de l'Europe centrale et orientale constituent un bureau unique de vente en commun de leurs blés;

2) une commission, dans laquelle siègent les représentants des pays acheteurs et des pays vendeurs, fixe périodiquement les contingents appelés à bénéficier d'une préférence douanière;

3) la même commission, composée seulement des représentants des pays acheteurs, répartit ces contingents et fixe le montant de la préférence;

4) la préférence fait l'objet d'une ristourne versée au bureau central des pays vendeurs;

5) le bureau central répartit ces sommes entre les différents organismes nationaux des pays vendeurs qui, à leur tour, les font parvenir aux agriculteurs. Contingents et préférence peuvent d'ailleurs être soumis à révision, s'il en est besoin.

Touchant le premier point de ces suggestions françaises, disons qu'il existait déjà en Yougoslavie, un bureau central gouvernemental pour l'exportation, le commerce et l'industrie, qui a amené la Yougoslavie à monopoliser son commerce de blé avec l'étranger. En 1930 déjà, la Yougoslavie a institué, pour améliorer la vente de ses produits agricoles, un système créé par une loi spéciale, une Société privilégiée d'exportation des produits agricoles. On a voulu ainsi centraliser les efforts et coordonner l'activité des ex-

portateurs et des coopératives agricoles pour éviter la concurrence mutuelle dans la vente des produits agricoles et surtout pour émanciper l'exportation d'un nombre excessif d'intermédiaires, aussi bien indigènes qu'étrangers, afin que les prix auxquels les producteurs vendent leurs produits soient rapprochés autant que possible des véritables prix internationaux.

C'est la troisième partie du mémorandum constructif français qui est la plus importante au point de vue international, car le gouvernement français y prévoit une aide à l'Autriche pour la sortir de la difficile situation financière où elle se trouve à cause de la crise sévissant dans les pays danubiens, étant donné que l'Autriche souffre plus que tous les autres pays du ralentissement des échanges entre les Etats européens.

Il est bien noté dans le mémorandum constructif que : « c'est un sentiment moral qui conduit le gouvernement français à estimer que dans une œuvre d'organisation européenne les difficultés économiques de l'Autriche doivent être prises spécialement en considération. »

Le sentiment moral du gouvernement français est basé sur l'article 222 du traité de Saint-Germain, prévoyant que les échanges commerciaux entre les pays issus de l'ancienne Double-Monarchie seraient préférentiels, clause qui n'avait pas été appliquée encore. D'autre part, le gouvernement autrichien, lors de son redressement financier en 1922, avait pris l'engagement solennel de ne pas aliéner son indépendance sans l'approbation du Conseil de la Société des Nations.

Le Gouvernement autrichien, par la signature de l'ac-

cord douanier avec l'Allemagne (19 mars 1931) prévoit la suppression de toute frontière douanière avec cette dernière, ce qui est en opposition avec l'engagement pris par l'Autriche en 1922. C'est pourquoi le gouvernement français estime que l'accord mutuel des diverses nations en Europe danubienne, avec régime préférentiel, est le meilleur moyen de sauvegarder l'indépendance autrichienne, au point de vue politique et économique. Du reste, le gouvernement français ne veut ni fusion politique ni union douanière, mais simplement la constitution d'intérêts communs par le développement d'échanges complémentaires sur une base très élargie et sans rapports avec l'état de fait qui existait avant 1914. Mais, d'après le gouvernement français, un tel projet n'est réalisable qu'à la condition expresse que le régime ainsi établi soit réservé aux seuls Etats danubiens, soit : l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, qu'il ne s'étende à aucune autre puissance et qu'il soit établi en ne tenant compte que de la position économique de chacun de ces pays vis-à-vis des quatre autres. La France, en même temps, annonçait qu'en ce qui la concerne elle ne revendiquerait pas les droits que lui accorde la clause de la nation la plus favorisée dans les cas où elle lui était reconnue par les traités passés avec certains de ces pays.

Les sentiments de solidarité européenne du gouvernement français furent reconnus par tous les hommes de bon sens, mais son projet se heurtait à quelques obstacles et il a été vivement critiqué par les Etats d'outre-Rhin et d'au-delà des Alpes. La position politique de la France envers les pays de la Petite Entente, lesquels se trouvaient

déjà en meilleure posture économique que l'Allemagne et l'Italie, semblait, aux yeux des dits Etats, réserver à la France une influence prépondérante, sous le couvert de l'affirmation qu'il s'agissait au contraire de mettre fin aux luttes d'influence pour ne considérer que le problème économique. Aussi le projet français, qui aurait pu mettre fin à la misère épouvantable où se trouvent les pauvres paysans danubiens, ne put être réalisé, la question politique devant être réglée avant les questions économiques, et ce non pas entre les pays en cause (danubiens) mais entre les grandes puissances.

L'Allemagne et l'Italie s'étaient hâtées de passer avec l'Autriche et la Hongrie des traités préférentiels qui consolidaient leurs positions commerciales dans ces pays, estimant que l'égalité commerciale réclamée par le projet français serait une atteinte à leur situation de fait et à leur situation de droit.

L'Angleterre qui jusqu'à un certain point n'est pas intéressée dans le problème danubien, estimait néanmoins que le projet français, quelles que fussent les intentions véritables de l'Allemagne et de l'Italie, supposait que les grandes puissances mettraient un terme à leur lutte d'influences; il devenait donc vain d'en poursuivre la réalisation avant que l'accord des grandes puissances ne fut établi.

Il est tout à fait évident que, sans une entente préalable entre grandes puissances, il n'y aura point d'arrangement économique possible dans les pays danubiens, où les intérêts des grandes puissances sont en jeu. L'Europe entière est intéressée à la solution économique qui se prépare et

qui serait grandement facilitée par une entente préalable de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, étant donné qu'elles sont les trois puissances qui ont les plus grands intérêts dans les pays danubiens.

Depuis l'initiative prise par le gouvernement français, en mars 1931, en vue d'améliorer la situation économique des pays danubiens, cette situation s'est encore aggravée et a amené une fois de plus le gouvernement français, en 1932 à venir en aide à ces pays. Les intentions du gouvernement français répondent exactement aux vœux exprimés par les hommes d'Etat danubiens, car en même temps qu'elles visent à rapprocher, sur le terrain économique, les cinq pays danubiens, elle recommandent cette fois cette entente préalable entre les grandes puissances européennes sans laquelle il est impossible de résoudre le problème. La collaboration de l'Angleterre offre l'avantage précieux de marquer le caractère de désintéressement politique que doit prendre et conserver l'intervention des grands Etats dans les affaires danubiennes.

La détresse économique et financière de l'Autriche et de la Hongrie est assez notoire pour qu'on se dispense d'y insister. Les embarras de la Roumanie et de la Yougoslavie, pour être moins inextricables, n'en présentent pas moins un caractère de gravité qu'on n'a pu méconnaître. Le remède proposé par l'Allemagne, sous la forme d'une union douanière austro-allemande, offrait le double inconvénient de ne s'appliquer qu'à l'un des pays danubiens et de favoriser la restauration, dans le bassin danubien, d'une hégémonie germanique incompatible avec les idées de l'institution de Genève. La solution allemande, telle que l'envisa-

geait l'accord entre l'Autriche et l'Allemagne, du 19 mars 1931, devait donc être définitivement écartée. Mais si on refusait à l'Allemagne le droit d'intervenir seule dans le bassin danubien pour sauvegarder ses intérêts particuliers, on ne pourrait reconnaître ce même droit à d'autres grandes puissances. Or, la double entreprise de pénétration économique et de contrôle politique poursuivie dans les Balkans par l'Italie donnait lieu de craindre que l'Etat fasciste ne voulût reconstituer à son profit la prépondérance autrefois acquise et longtemps exercée par la Double Monarchie des Habsbourg.

Le démembrement de la Double Monarchie a libéré tous les peuples réunis jusqu'alors sur un territoire unique, et il est tout naturel que les antagonismes anciens entre ces peuples qui maintenant forment des Etats nationaux se soient avisés. Enfin, depuis 1918, les combinaisons politiques et l'expansion économique des grandes puissances cherchant chacune à élargir sa sphère d'influence dans cette partie encore peu consolidée de l'Europe font qu'il est de plus en plus difficile de trouver un *modus vivendi* et de mettre d'accord les peuples danubiens, dans leur intérêt propre. L'Italie a pour alliée la Hongrie, la France entretient des relations d'étroite amitié avec la Petite Entente, et l'Allemagne, de son côté, n'a pas tardé à se rendre compte que la chute de la Double Monarchie lui ouvrait la perspective de nouvelles combinaisons sous la forme de l'Anschluss.

Pour éviter ces luttes d'influence, réelles ou supposées, il n'y a qu'un moyen : faire entrer dans le système danubien tous les pays qu'unit le Danube; et en exclure tous

ceux que leur situation géographique laisse manifestement en dehors de la combinaison. Il est vrai que Ratisbonne est situé sur le même fleuve que Presbourg, Vienne, Budapest et Belgrade, et que la Bavière pourrait faire valoir ses droits d'Etat danubien; mais la Bavière se rattache par des liens beaucoup plus étroits au grand système politique et économique qu'est le Reich, et les pangermanistes les plus outranciers n'ont jamais songé à faire du Danube un fleuve germanique.

Les pays unis par le Danube sont nécessairement destinés à travailler ensemble, à mettre en commun, ou du moins à accorder leurs possibilités et leurs besoins. Autant l'intervention d'une puissance extérieure à ce système géographique, telle l'Allemagne, serait artificielle et dangereuse, autant semble naturelle et opportune la coopération entre les éléments qui, de ce système, sont parties intégrantes.

III

Conférence de Stresa

(du 5 au 20 septembre 1932)

En 1930 les Etats danubiens seuls : Etats de la Petite Entente et Hongrie, d'abord, puis Pologne, avaient cherché les moyens de sortir de la crise causée par l'abaissement effroyable du prix des céréales. En 1931 les questions danubiennes commencent à préoccuper les grandes puissances de l'Europe centrale et occidentale, et il apparaît alors que les problèmes politiques doivent être résolus avant les problèmes économiques. L'année 1932 s'est terminée au moins avec des résultats favorables pour la consolidation de l'Europe centrale, au point de vue économique et financier, résultats bien maigres encore, mais laissant entrevoir un meilleur avenir.

La conférence de Stresa fut le centre des négociations entre les Etats danubiens et les autres pays agricoles de l'Europe centrale et orientale d'une part, et d'autre part les grandes puissances européennes et les autres pays industriels.

C'est à la conférence de Lauzanne, en juin-juillet 1932, que cette petite ville du Nord de l'Italie fut choisie pour rassembler les délégués de toute l'Europe économique et

financière qui, à Lauzanne, n'avaient pas eu le temps même d'effleurer les problèmes à résoudre. Tous les Etats voulaient que les travaux de Stresa aboutissent avant la réunion de la Commission d'étude pour l'Union européenne et avant la préparation définitive de la Conférence économique mondiale.

En 1930 et pendant la première moitié de 1931, on s'est un peu dans tous les pays, préoccupé surtout de l'écoulement des excédents de céréales des Etats agricoles danubiens et de l'Europe centrale. En 1931 et jusqu'à la conférence de Lauzanne en 1932, où fut examiné le problème des réparations, on chercha les moyens d'aider les pays agricoles, et l'on attendait de la conférence de Stresa une réglementation définitive de toutes les questions économiques européennes.

La conférence de Stresa est en réalité une prolongation de la Conférence de Lausanne, et, suivant les décisions prises par cette dernière en juillet 1932, un comité fut désigné pour préparer les propositions tendant au rétablissement économique de l'Europe centrale et orientale. Dans ce comité préparatoire presque tous les pays d'Europe étaient représentés, à l'exclusion des pays du nord de l'Europe et de la péninsule ibérique. D'après la résolution de la conférence de Lausanne relative à la reconstruction économique et financière de l'Europe centrale et orientale, ce comité devait élaborer deux sortes de propositions concernant la vie économique, soit :

a) des mesures propres à surmonter les difficultés actuelles de transfert de ces pays et à rendre possible la suppression progressive, avec les sauvegardes nécessaires, des régimes actuels de restriction des échanges;

b) toutes dispositions de nature à ranimer les échanges commerciaux de ces pays, tant entre eux qu'avec les pays tiers, et à remédier aux difficultés qui résultent pour les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale de l'abaissement des prix des céréales, étant entendu que les droits des pays tiers demeureraient réservés (acte final de Lausanne, annexe VI).

D'après ces deux sortes de propositions, nous constatons que la Conférence de Stresa avait à s'occuper premièrement des problèmes financiers, et deuxièmement des problèmes économiques. Les décisions de ce comité et les conclusions de Stresa doivent être prises comme base de la conférence économique mondiale, étant donné que, tant par son but que par le nombre des Etats européens qui y furent représentés, la conférence de Stresa eut une valeur internationale et une très grande importance. Il est évident que les décisions et les conclusions de la Conférence de Stresa sont celles du Continent européen en face des autres parties du monde et ont une valeur mondiale. La Conférence de Stresa avait en outre une tâche très délicate et mi-politique, celle d'harmoniser les relations des pays industriels de l'Europe occidentale et centrale avec les pays agricoles danubiens et de l'Europe orientale. Toutes les combinaisons des différentes fédérations économiques dans les pays danubiens et de l'Europe orientale, ainsi que les accords douaniers mutuels conclus entre les différents Etats devaient être définitivement réglés par cette conférence et faire place à une nouvelle organisation économique européenne. On prévoyait pendant la Conférence de Stresa que cette nouvelle organisation européenne devrait être quelque chose d'intermédiaire entre le plan pan-européen de Briand et l'union douanière austro-allemande,

La substance des pourparlers engagés à Stresa sont les idées adoptées déjà par les pays de l'Europe centrale en 1930, lors des conférences économiques de Bucarest, Sinaïa et Belgrade. A la conférence de Bucarest en juillet 1930, entre la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie, on délibéra sur la réponse à faire au questionnaire de la Société des Nations relatif au programme de négociations dont le protocole fut signé à Genève le 24 mars 1930. C'est le texte de cette réponse, élaboré par les experts de ces trois pays et adopté par leurs gouvernements, qui fut précisé comme suit :

1) Un traitement douanier préférentiel accordé par les pays européens importateurs en faveur des produits agricoles d'origine européenne;

2) la consolidation, à un niveau raisonnable, par les pays importateurs européens, de tous les droits de douane sur les produits agricoles européens;

3) un régime de liberté complète pour le commerce des produits agricoles sur les marchés européens, et la suppression totale des restrictions et des mesures de toute nature visant la limitation des importations de produits agricoles, etc.

Au resté, nous verrons plus loin que, à Stresa, la discussion des arrangements économiques entre les Etats européens a pris comme base ces suggestions des pays danubiens agricoles. Déjà le comité de préparation de la conférence économique mondiale, en août 1931, déclarait dans ses conclusions que pour guérir l'Europe agricole de la crise actuelle, il fallait faire une place au « préférentiel » européen, qui jusqu'à présent n'était utilisé que par les Etats faisant partie d'une union douanière.

C'est seulement dans le plan constructif du gouverne-

ment français, en 1931, que le régime « préférentiel » fait l'objet d'une étude sérieuse et d'utilité pratique. Par ce plan, comme je l'ai dit dans le chapitre précédent, le gouvernement français envisage une sorte d'union danubienne, entre les cinq pays de l'Europe centrale, au moyen du « préférentiel », afin d'éviter l'union douanière austro-allemande qu'aurait amené l'accord du 19 mars 1931.

Le plan du gouvernement français n'eut pas de succès à Londres, lors de la conférence des quatre, à cause de l'opposition de l'Allemagne. Celle-ci, dit-on, craint surtout la concurrence de l'industrie tchécoslovaque. Nous ne pensons pas que cette raison soit la véritable. Avant la guerre les produits tchécoslovaques n'étaient frappés d'aucun droit sur le territoire austro-hongrois, et pourtant l'Allemagne exportait en Autriche-Hongrie, en Serbie et en Roumanie, autant sinon plus qu'aujourd'hui dans les cinq pays danubiens. Il est vrai que la situation a changé depuis la guerre et que la puissance industrielle des Tchèques a fortement augmenté, mais, comme le dit fort justement M. Gustav Gratz, ancien ministre des Affaires étrangères de Hongrie, « on peut tranquillement affirmer que si des changements se sont produits en ce domaine, l'accroissement de puissance de l'industrie allemande ne le cède en rien à celui de l'industrie tchécoslovaque, et même, si le rapport des forces s'est modifié, c'est bien plutôt à l'avantage du Reich qu'à son détriment (1) ». La vérité est autre : il faut savoir que l'industrie tchécoslovaque avait avant la guerre un marché libre cinq fois plus étendu qu'aujourd'hui, car la Tchécoslovaquie est un pays de 14 millions d'habitants alors que l'ancien empire d'Autriche-

(1) Voir *Le Temps* du 11 juin 1932.

Hongrie en comptait 50 millions. Même si l'on applique à l'industrie tchécoslovaque le régime préférentiel pour les pays danubiens, l'on ne voit pas que ces droits préférentiels — surtout s'ils s'élèvent à 90 % des droits actuels frappant les produits tchécoslovaques à l'importation dans les autres pays danubiens — puissent être aujourd'hui plus préjudiciables aux intérêts de l'Allemagne que l'entrée en franchise dont ces mêmes produits bénéficiaient dans l'ancienne Autriche-Hongrie.

A la Conférence de Stresa ont été discutés les projets de différents pays en vue de la réorganisation européenne. Certains avaient pour but la reconstitution d'une union européenne plus étendue, plus générale; d'autres préconisaient une reconstruction européenne étroite, ne concernant que l'Europe danubienne et orientale. De toutes ces idées qui se sont confrontées à la Conférence de Stresa, je ne noterai que celles de quatre grandes puissances :

a) les idées françaises, les premières en date, connues dès 1930 et 1931, et d'après lesquelles les autres grandes puissances ont construit leurs plans. Le projet français prévoit en premier lieu une reconstruction économique des pays danubiens. La base de ce projet est une entente multilatérale, où figureront l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, laissant de côté provisoirement la Pologne et les pays baltes. Mais pour la solution de cette question une entente internationale est recommandée.

b) S'opposant aux idées françaises, la thèse italienne augmentait le nombre des pays auxquels il faudrait venir en aide. D'autre part, elle recommandait les ententes bilatérales, c'est-à-dire entre deux Etats.

c) L'Allemagne avait également sa thèse. Son projet,

outre l'union austro-allemande, prévoit que les pays danubiens seront reliés à l'Allemagne en une union centre-européenne, avec des ententes préférentielles par lesquelles l'Allemagne s'assurerait une influence prépondérante dans les pays danubiens.

d) On ne peut guère parler des idées anglaises, car depuis la conférence économique internationale de Genève en 1930, l'Angleterre se désintéresse de plus en plus de la reconstruction européenne. A la Conférence de Stresa, sa thèse fut indécise et indéterminée au point de vue des affaires économiques européennes. L'Angleterre ne s'opposera à aucune solution favorable à la reconstruction européenne, et, d'après la déclaration du premier délégué anglais : « La Grande-Bretagne est prête à collaborer avec tous les Etats représentés à la Conférence de Stresa ».

Il semble que dans l'élaboration de ces trois premières thèses : française, italienne et allemande, les facteurs politiques aient joué un plus grand rôle que les facteurs économiques. C'était la pensée de M. Madgearu, délégué de la Roumanie, qui dans son discours demanda : « que tous les facteurs politiques soient éloignés, pour pouvoir trouver une base pratique de discussion ».

Certes, outre les antagonismes politiques, les intérêts des grandes puissances semblent contradictoires : l'Italie ne veut pas être tenue à l'écart d'une coopération germano-balkanique plus étroite au point de vue économique; puis elle craint que la France ne fortifie ses positions dans les pays danubiens et de l'Europe orientale. La France ne consent pas à une entente économique séparée entre Austro-Allemands et pays danubiens, pouvant faciliter un Anschluss. L'Allemagne de son côté mène une politique d'union avec l'Autriche et cherche, par la collaboration

avec les Etats danubiens, la réalisation de son dessein de « Drang nach osten » sous une forme nouvelle. Ce sont toutes ces questions politiques qu'il fallait écarter, si l'on voulait arriver à une entente économique et à une collaboration européenne.

C'est dans cet état d'esprit que s'ouvrit la Conférence de Stresa, le 5 septembre 1932.

M. Georges Bonnet, président de la Conférence de Stresa, a bien déterminé, dans son discours d'ouverture, les motifs de cette conférence, comme les résultats que l'on en attend. « La résolution de la Conférence de Lausanne, a dit M. Georges Bonnet, énumère les problèmes qui feront l'objet des délibérations de Stresa, tels que la suppression progressive du régime de restriction des échanges, la reprise des relations commerciales des pays intéressés, les moyens de remédier à la crise agraire de l'Europe centrale et orientale. »

Parlant au nom de la délégation française, dont il est le premier délégué, M. Georges Bonnet s'applique à définir les causes de la crise et dit : « Les causes sont de trois ordres : il y a d'abord la dévalorisation des produits agricoles de cette région essentiellement agraire; il y a ensuite les entraves apportées à ses échanges commerciaux par la multiplication des barrières douanières et l'aggravation, dès l'apparition de la crise, de ce régime de défense et de restrictions, toutes mesures d'autant plus nocives que l'Europe centrale et orientale, et particulièrement les Etats danubiens, sont dans une interdépendance économique particulièrement étroite; enfin, le fait que ces Etats sont des pays neufs, dont la balance des comptes, privée des ressources qu'elle tirait autrefois des envois d'argent des émigrés ou des apports extérieurs de capitaux, ne peut

plus trouver aujourd'hui d'élément positif que dans la balance commerciale ».

Et il se demande quels remèdes il est possible d'apporter à ces maux. « La crise agricole, nous en connaissons la gravité, nous en avons senti chez nous-mêmes certains effets redoutables, et c'est l'une de nos plus vives préoccupations. Nous sentons la nécessité de remédier à l'avilissement excessif des prix des denrées agricoles chez les producteurs ». Il parle ensuite du projet de M. Madgearu, délégué de la Roumanie, qui consiste à ménager entre les pays importateurs une entente sur la répartition entre eux de l'excédent des pays exportateurs, en assurant à cet excédent le bénéfice d'un régime douanier préférentiel, d'où augmentation automatique des prix des céréales en Europe centrale et orientale, et création d'un marché européen pour les céréales, sans pour cela causer un préjudice aux pays exportateurs d'outre-mer, cette région de l'Europe ne s'étant pas livrée à une politique de surproduction.

Si ce régime préférentiel, dont le principe paraît aujourd'hui hors de discussion, n'a été encore que très imparfaitement réalisé, la cause en est que l'application du système a été subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux auxquels des Etats d'outre-mer ont pu faire une opposition qui sera sans doute plus facilement surmontée le jour où les mesures seront présentées comme un plan exceptionnel d'ensemble pour le redressement de l'Europe. M. Bonnet préconise donc un accord plurilatéral qui grouperait les Etats exportateurs et importateurs.

Abordant les remèdes correspondant à la seconde cause du mal, M. Bonnet, sans se dissimuler les difficultés qui empêcheront de supprimer du jour au lendemain les

entraves à la vie économique, pense que la conférence pourrait utilement décider d'abord l'arrêt complet des mesures de restriction, puis la modération progressive des droits de douane, et aussi favoriser l'amélioration des services de transport entre les Etats intéressés, et établir un programme de suppression progressive du contrôle des changes.

Enfin, pour remédier à la troisième cause de la crise, l'absence de réserves dans ces pays neufs, M. Bonnet propose : « notre premier effort doit avoir pour but de rendre active leur balance commerciale. Si nous pouvons arrêter ici les mesures destinées à rétablir la balance active du commerce de ces pays, la confiance renaîtra et les capitaux qui avaient déserté ne manqueront pas de revenir. Le problème économique commande, en vérité, ce problème des finances et ce problème de la monnaie qui vous paraissent, à juste titre, devoir être placés au premier rang de vos préoccupations ».

Au début, la conférence décida de créer deux commissions : l'une économique et agricole, l'autre financière. M. Georges Bonnet fut élu à la présidence de la commission économique et agricole, et M. Bachmann, chef de la délégation suisse, à celle de la commission financière.

Les travaux des commissions commencèrent immédiatement et portèrent sur la revalorisation des produits agricoles, sur l'organisation du marché international de certains produits agricoles, la suppression ou la réduction des entraves à la liberté du commerce, les contingents supplémentaires en faveur des pays à dettes commerciales arriérées, la situation générale monétaire et financière, la balance des comptes des pays agricoles, le crédit agricole international, etc.

Parmi les plus importants remèdes envisagés comme pouvant améliorer la situation économique des pays agraires de l'Europe, la revalorisation des céréales se place au premier plan. L'idée maîtresse, proposée par la délégation française, était d'assurer, par application collective de la préférence douanière à l'ensemble de l'excédent exportable des céréales, une revalorisation généralisée des produits agricoles de l'Europe sud-orientale, cette préférence pouvant être étendue à d'autres produits que les céréales.

Voici comment s'explique à ce sujet la délégation française: « *Cette revalorisation serait assurée par une application collective de la préférence à l'ensemble de l'excédent exportable des céréales* » autrement dit « par un accord collectif, donc plurilatéral, instituant une préférence agricole qui couvre la totalité des excédents exportables des pays intéressés ». Cette préférence pourra être revêtue d'une forme variable selon les Etats qui l'accordent; mais qu'il s'agisse, comme en France, de ristournes, en Allemagne, de tarifs préférentiels, ailleurs de majorations accordées par des syndicats d'achat, les résultats de ces mesures de préférence devront être partout identiques, une simple discrimination étant prévue pour les écarts résultant des frais de transport.

Tant pour assurer l'équilibre de ces préférences que pour déterminer la répartition des excédents: « il serait institué un comité de répartition et de coordination, composé au premier chef de représentants des Etats importateurs, lesquels pourraient s'adjoindre des représentants des pays bénéficiaires, ou même des pays tiers, notamment d'outre-mer ».

« Ce comité, qui serait établi auprès de la Société des

Nations, aurait d'amples pouvoirs. Il lui appartiendrait notamment de contrôler l'exécution des engagements contractés, de déterminer les contingents exportables, la part revenant aux Etats importateurs, les dérogations supplémentaires aux contingents fixes ». Ensuite, comme contrepartie aux préférences dont ils bénéficient, les pays agricoles devront à l'égard de la production industrielle de l'étranger pratiquer une politique commerciale raisonnable, ne pas dépasser, voire abaisser, certains tarifs. Les pays où l'entrée des céréales est libre seront invités à adhérer à cette convention.

La thèse française, en préconisant la méthode d'accord plurilatéral, s'appuie sur le fait que bon nombre d'accords bilatéraux déjà conclus sont inopérants. Les avantages de cette méthode seraient multiples; ils se traduiraient par un apport de devises étrangères aux pays agricoles et par un accroissement de leur pouvoir d'achat à l'intérieur, d'où toute une série de conséquences favorables pour eux dans l'ordre budgétaire, financier et social.

La discrimination dans le nivellement des préférences sur la base des frais de transport vise notamment le cas de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, gros importateurs de céréales danubiennes, mais qui, en raison de frais de transport pour eux beaucoup moindres que pour les autres pays plus éloignés, pourront accorder des avantages préférentiels inférieurs à ceux que devront consentir, par exemple, la France ou l'Allemagne pour arriver à des résultats identiques.

La délégation italienne présenta un contre-projet, sous forme non pas d'une convention internationale, mais d'une simple résolution. Il préconisait d'abord: « de faciliter le placement des céréales exportables sur les marchés euro-

péens en y pourvoyant, en temps utile, au moyen d'ententes et d'accords établis directement entre chaque pays importateur et exportateur desdits produits ». On voit que la différence essentielle entre les propositions française et italienne, c'est la question des accords collectifs (française) et bilatéraux (italienne) et l'avis presque unanime des délégations intéressées fut que la proposition italienne « enlève au remède une grande part de son efficacité ».

La deuxième proposition italienne était une conception équitable en elle-même, mais pratiquement peu réalisable. Elle suggérait la création d'une sorte de fonds d'assistance sous la forme d'une contribution à verser par chaque Etat européen, sous des modalités à établir, à chaque pays exportateur proportionnellement à la quantité moyenne de céréales exportées pendant les trois dernières années. Cette clause pourrait être assez commode si elle ne rencontrait des difficultés dont une des plus grandes est justement de la faire accepter par tous les Etats européens. Nous ne voyons guère par exemple pour l'Angleterre, après la conférence d'Ottawa, le moyen de souscrire à cet effort de solidarité européenne. On serait donc fatalement ramené, comme le prévoit le projet français, aux seuls pays importateurs de l'excédent des céréales européennes. Enfin la troisième suggestion italienne, comme aussi la proposition française, fut de demander aux pays de l'Europe centrale et danubienne des tarifs équitablement réduits en vue de faciliter la circulation des produits en provenance des autres pays européens et des pays d'outre-mer.

Le projet allemand qui revêt, lui aussi, la forme d'une convention internationale, diffère de la proposition française sur un point capital : il suggère des accords bilatéraux, en opposition avec la thèse française d'accord collectif. Ce

projet, enfin, énumère les Etats importateurs dont on attend l'effort voulu. Ce sont, dit-il, « l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, la Tchécoslovaquie, qui doivent se déclarer disposées à assurer aux importations de froment, d'orge, fourragère et de maïs, originaires de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie, un régime comportant, par rapport au cours mondial, un avantage préférentiel déterminé ».

D'après ce projet allemand, les pays acheteurs concluraient avec les pays bénéficiaires des accords commerciaux bilatéraux inspirés des principes suivants :

1°) le tarif préférentiel ne sera accordé que pour des quantités limitées;

2) le bénéfice des concessions tarifaires, accordées comme contre-partie par les pays bénéficiaires, s'étendra à tous les pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée. Un comité de représentants des pays acheteurs contrôlerait les dispositions des accords bilatéraux ci-dessus mentionnés et y apporterait des modifications éventuelles.

Quant à la commission financière, devant la carence des statistiques elle s'est bornée à adopter le questionnaire qui doit rendre comparables les éléments permettant d'apprécier les effets de la réglementation des échanges dans certains pays de l'Europe centrale et orientale. Les renseignements demandés portent sur la balance commerciale, le mouvement de l'encaisse des banques nationales, l'équilibre des budgets, les dettes à long et court terme.

Telles étaient, à peu près, les positions dans les premières journées de la conférence de Stresa. Les idées étaient trop divergentes pour que l'on put aboutir à une solution heureuse pour l'Europe centrale et orientale.

Pendant la première semaine des négociations de Stresa, il fut difficile de trouver une solution pouvant concilier les thèses des trois grandes puissances: France, Allemagne et Italie, les plus intéressées à la situation dans le bassin danubien, surtout quant à la revalorisation des céréales danubiennes, et aussi à la création et au fonctionnement d'un fonds commun.

On se souvient que, pour la revalorisation des céréales, la grande difficulté était de trouver le moyen d'alimenter le « fonds commun » qui constituerait une source de devises disponibles. Par sa première thèse, la délégation française suggérait d'y parvenir au moyen d'un système généralisé de préférence douanière et la délégation italienne émettait l'idée d'une contribution à verser par chaque Etat européen. Enfin, après de longs pourparlers, les deux délégations arrivèrent, le 11 septembre, à une entente, en fait à une décision de *combiner le système de la préférence douanière (français) avec celui d'une contribution particulière de chaque Etat européen (italien)*. Mais la délégation allemande ne voulait pas entendre parler d'une contribution volontaire; elle ne l'acceptait que sous la forme d'une réduction des tarifs à l'importation. Enfin, le lendemain 12 septembre, la délégation allemande fit une proposition: elle admettait l'éventualité d'une participation à un fonds commun européen, à condition que cette participation n'entraînât pas à des sacrifices allant au-delà de ceux qui résultent des accords bilatéraux déjà conclus par l'Allemagne et elle suggérait que l'octroi de tarifs préférentiels et la contribution à un fonds commun soient proposés comme des alternatives.

Aux termes de cette nouvelle proposition allemande, l'article premier prévoit que: l'Allemagne, l'Autriche, la

Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, les Pays-Bas, la Suisse et la Tchécoslovaquie envisageront comme moyen pratique de revaloriser les céréales, soit des facilités de vente, soit le paiement d'une contribution.

Aux termes de l'article 2, sous la forme d'accords bilatéraux préférentiels, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie doivent se déclarer prêtes à faciliter les importations de céréales dans des conditions qui n'aboutissent toutefois pas à une augmentation de la production dans les pays bénéficiaires. Un comité spécial devra coordonner ces accords bilatéraux.

Enfin l'article 3 prévoit que les pays qui n'auraient conclu d'accords préférentiels avec aucun des Etats vendeurs concourront au relèvement des pays agricoles sous forme de participation à une contribution à établir.

Le point le plus important, pour les pays agricoles danubiens c'est l'accord intervenu entre la France, l'Allemagne et l'Italie au sujet de la formation du « fonds commun ». Il constitue une combinaison du système de préférence douanière accordée aux céréales de l'Europe danubienne et orientale et de l'idée d'une part contributive versée par chaque pays européen en fonction du commerce mondial. Ces deux ordres de ressources seraient bloqués dans un « fonds commun », de l'ordre d'un milliard de francs français, qui servirait notamment comme masse de manœuvre pour le soutien des monnaies dans l'Europe centrale et orientale.

Un comité de coordination et de répartition doit être créé, non plus à Genève, mais auprès de la Banque des règlements internationaux, à Bâle. Ce comité aura pour tâche de déterminer, chaque année, le montant de l'excédent des céréales européennes, d'en assurer la répartition

totale, de consentir aussi, au début de la campagne agricole, des avances à valoir sur les sommes à revenir aux Etats bénéficiaires au titre de leurs exportations de céréales. En contre-partie, les Etats bénéficiaires s'engageraient à pratiquer une politique douanière modérée envers les produits industriels des Etats contribuant à l'alimentation du fonds commun. Cette convention doit entrer en vigueur aussitôt après la dernière ratification. Elle est prévue pour une durée de trois ans, mais, étant destinée à faire face à une situation exceptionnelle, elle pourrait prendre fin avant cette date, s'il était reconnu que le cours mondial des céréales a atteint un prix rémunérateur pour l'Europe centrale et orientale.

Etant donné que la Conférence de Stresa n'était pas appelée à prendre elle-même des décisions définitives, car elle avait été simplement chargée par la Société des Nations, lors de la Conférence des réparations de Lausanne, d'étudier la possibilité d'une coopération européenne pour sauver l'Europe centrale et orientale de la crise agricole où l'avait amené l'abaissement inouï des prix des céréales et autres produits agricoles, et aussi d'indiquer la marche à suivre à la commission d'étude pour l'Union européenne.

Le 20 septembre la conférence de Stresa achevait ses travaux, et dans son discours de clôture le Président de la Conférence souligna les idées maîtresses du plan européen (v. annexe 3 du discours de clôture de M. Georges Bonnet). Voici l'essentiel de ce discours :

« L'œuvre, pour être féconde, a besoin d'être générale. Tous les Etats doivent verser. Non seulement ils satisferont à un idéal généreux et élevé, mais ils y trouveront aussi leur avantage matériel, les uns en retrouvant peu à peu les sommes qu'ils ont engagées dans ces pays, les autres parce

qu'ils verront à nouveau s'ouvrir des débouchés qui s'étaient fermés devant eux ». Poursuivant, M. Bonnet déclare: « La deuxième idée qui ressort de nos travaux, c'est l'affirmation du péril mortel que court l'Europe si elle continue à multiplier les barrières, les restrictions; les prohibitions et toutes les entraves à la liberté des échanges ».

« La conférence de Stresa, conclut M. Bonnet, ne constitue, dans l'œuvre de reconstruction européenne, qu'une étape. Nous avons laissé à la Commission de l'Union européenne le soin de définir plus étroitement les conditions dans lesquelles serait constitué le fonds commun européen. J'aurais souhaité qu'il fût plus complètement défini à Stresa. J'aurais voulu qu'ici même on eût prévu sur quelles bases serait assurée la contribution dont chaque Etat doit s'acquitter. La Commission de l'Union européenne devra préciser ce point et je pense que ce sera là une de ses tâches essentielles ».

Dans le rapport remis par la Conférence de Stresa à la Commission d'étude pour l'Union européenne, auprès de la Société des Nations, nous trouvons au complet conclusions et recommandations, mais il ne sera pas sans intérêt d'en donner un résumé permettant de se faire une idée générale du travail accompli.

Le rapport de la Conférence de Stresa se divise en deux parties. La première est le rapport de la commission financière présidée par M. Bachmann (Suisse) et la deuxième est le rapport de la Commission économique et agricole présidée par M. Bonnet (France).

A. — *Rapport de la Commission financière.* Ce rapport se divise lui-même en deux parties. La première donne un

aperçu de la situation de certains pays de l'Europe centrale et orientale. Le rapport débute par les données statistiques relatives aux problèmes qui y sont traités, et ce sont les statistiques concernant le commerce extérieur des différents pays, leur dette extérieure, le service de la dette extérieure en 1931-1932.

Voici les idées générales qui se dégagent de cet examen. Touchant la multiplication des restrictions au commerce des devises le rapport dit: « la raison immédiate qui a amené la plupart des pays à établir des restrictions au libre commerce des devises a été le retrait des crédits extérieurs à court terme, bientôt suivi d'une fuite croissante des capitaux », ce qui amena un abaissement inouï des prix et la stagnation de la vie économique. En énumérant les causes, le rapport remarque « que la cause commune et directe qui a provoqué l'adoption et la multiplication des mesures restrictives doit être recherchée dans les facteurs psychologiques, en particulier dans un ébranlement de la confiance tant à l'extérieur qu'à l'intérieur; celui-ci s'est manifesté par le retrait des crédits à court terme et par la fuite plus ou moins grande de capitaux appartenant à des personnes domiciliées à l'intérieur du pays ».

Dans sa deuxième partie le rapport financier parle de l'ensemble des mesures dont l'application doit permettre le redressement général de la situation. Ces mesures sont de deux sortes: mesures d'ordre intérieur et mesures d'ordre extérieur.

Il cite les mesures prises par les pays respectifs, par exemple: d'une part poursuivre une déflation équivalente à celle à laquelle doivent actuellement se soumettre les pays à étalon-or et comportant une diminution des prix, accom-

pagnée d'une diminution des revenus des différentes classes de la population, telle qu'un nouvel équilibre soit effectivement atteint, basé sur la valeur-or originale de la monnaie nationale; d'autre part, laisser la valeur de la monnaie s'adapter à la nouvelle situation, en poursuivant, il va de soi, avec la dernière vigueur les efforts nécessaires pour équilibrer les différents budgets, ainsi que l'économie nationale toute entière.

Les mesures impliquant la collaboration de l'extérieur sont d'ordre économique et d'ordre financier.

Dans l'ordre économique, c'est le rétablissement des conditions normales d'échange des marchandises qui sera le meilleur et le plus sûr moyen de consolider une amélioration d'ordre financier.

Dans l'ordre financier, c'est la question des dettes des pays respectifs, dettes à court terme et dettes à long terme (v. annexe 4).

Ce qui a le plus intéressé les pays agricoles, c'est le projet d'institution du « *Fonds de normalisation monétaire* ». La commission n'a pas estimé qu'il entraît dans sa compétence de donner un projet détaillé ou définitif pour l'institution de ce fonds, car à la conférence de Stresa, l'idée même d'institution d'un fonds monétaire n'a pas recueilli au moment du vote l'unanimité des voix.

Le rôle de la conférence de Stresa se borna à énoncer des mesures ou des directives à l'intention de la Commission d'étude d'Union européenne. C'est à cette commission qu'il appartiendra de poursuivre éventuellement la réalisation de l'idée. A ce sujet, l'avis a été exprimé que la rédaction détaillée d'un projet éventuel devrait être confiée à un comité restreint, composé de techniciens ou de spécialistes, munis d'instructions générales simples et de pou-

voirs de décision étendus (Rapport de la commission). Quant à la constitution du fonds, il serait fait appel aux gouvernements, qui procureraient directement ou indirectement les sommes nécessaires.

Pour la constitution et l'alimentation de ce « fonds de normalisation monétaire », la commission financière fut saisie d'un projet élaboré par la commission économique qui prévoit une action pour la revalorisation des céréales, et demande d'examiner si le fonds prévu dans ce projet peut être combiné avec le fonds monétaire. La commission a passé en revue plusieurs hypothèses sans se prononcer pour l'une d'entre elles, mais sans en exclure aucune.

Dans la conclusion de son rapport, la commission financière énumère en dix points les principes qui doivent guider la commission d'étude d'Union européenne pour décider en fait du redressement financier de l'Europe, et voici en quels termes s'exprime la commission financière de Stresa :

« Parmi les recommandations qui découlent du présent rapport nous avons tenu à dégager les principales. Plusieurs d'entre elles ne visent pas certains des pays considérés, mais, dans leur ensemble, elles expriment notre conception générale quant aux moyens propres à surmonter les difficultés actuelles ».

Dans cet esprit, la commission recommande :

Principes généraux

1° qu'un équilibre budgétaire effectif soit maintenu ou réalisé;

2° que les banques centrales s'efforcent d'appliquer une politique de crédit rigoureuse;

3° que la politique financière et économique soit inspirée du souci de favoriser l'adaptation de la vie nationale

aux nouvelles conditions résultant de la baisse des prix et du retrait des capitaux.

Dettes à court terme

Les points 4, 5, et 6 parlent des dettes à court terme (voir annexe 4).

Dettes à long terme

Les points 7, 8 et 9 parlent des dettes à long terme (voir annexe 4).

Fonds de normalisation monétaire

10° Que soient envisagées dès à présent les mesures assurant la constitution des ressources nécessaires, afin que les Etats de l'Europe centrale et orientale puissent trouver, au moment opportun, les concours financiers propres à leur permettre le raffermissement et l'assainissement définitif de leur situation monétaire, ainsi qu'à provoquer d'ores et déjà un sentiment de sécurité.

Il a été suggéré à cet égard de créer un fonds alimenté au moyen d'avances remboursables, fournies par tous les Etats adhérents, et qui consentirait, en cas de besoin, des prêts de durée raisonnable aux banques d'émission.

La commission n'a pas cru possible d'examiner en détail les modalités de réalisation de cette proposition, qui n'a pas recueilli l'unanimité de ses membres, mais a paru à la plupart d'entre eux digne d'être retenue pour être soumise à la commission d'étude pour l'union européenne. Celle-ci aurait notamment à déterminer l'organisme chargé d'assurer la gestion du fonds, les lignes générales de cette gestion, le mode de calcul des contributions, ainsi que la façon dont elles pourraient être fournies,

B. — *Rapport de la commission économique et agricole.* Dans son introduction, le rapport de cette commission parle des difficultés, existant dans le domaine financier aussi bien que dans le domaine commercial, et déclare qu'il faut rechercher les moyens de sortir de ces graves difficultés, et il énumère trois ordres d'action, qui se présentent comme possibles et naturels.

Voici comment il s'explique

« Tout d'abord, il importe plus que jamais que chacun des Etats de l'Europe centrale et orientale persévère dans les efforts qu'il a accomplis pour renforcer son économie intérieure, afin de résister le mieux possible à la crise actuelle, et de préparer les voies à une reprise prochaine ».

« D'autre part, il est également indispensable que les Etats de l'Europe centrale et orientale s'efforcent, par des négociations directes, de régler de la manière la plus utile, et dans un esprit d'égale bonne volonté de part et d'autre, leurs relations commerciales entre eux et avec les autres pays. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine, car, sous la pression de la crise mondiale, le réseau contractuel qui assurait aux Etats de l'Europe centrale et orientale des échanges normaux a subi de graves dommages ».

« Mais dans les conditions anormales que nous traversons, l'action des Etats, tant dans le domaine de leur économie nationale que dans celui des accords bilatéraux, est nécessairement limité; à ces deux moyens de redressement doit donc s'ajouter une action de caractère collectif permettant à la fois de les coordonner et de les compléter ».

Parlant de la restriction des échanges, la commission dit qu'on doit distinguer deux sortes de restrictions, d'abord les restrictions « dictées par des considérations d'ordre

économique », puis « les restrictions imposées par la défense de la monnaie et les difficultés de transfert ».

Pour les premières restrictions, il dit « qu'elles dépendent étroitement d'une amélioration de la situation économique mondiale, ainsi que du développement de la politique économique européenne », mais pour les secondes, au contraire, il est désirable de les faire disparaître à mesure que se réalise l'assainissement des finances et des monnaies. Comme moyens d'assainissement, le rapport prévoit et c'est le plus urgent, « le rétablissement d'un réseau de traités de commerce normaux, car, en effet, la politique contractuelle des pays de l'Europe centrale et orientale porte actuellement l'empreinte de la crise; elle est toute dominée par les préoccupations d'ordre monétaire et financier » et au lieu de conclure des traités de commerce normaux pour de longues périodes et suivant le principe de la liberté des transactions commerciales, ils sont en général animés du désir de se libérer du lien des traités, pour pouvoir chaque jour adapter leur politique d'importation à une situation monétaire constamment changeante et très menaçante.

En terminant son rapport sur la restriction des échanges, la commission dit : « Etant donné que les questions relatives aux échanges débordent naturellement le cadre des pays de l'Europe centrale et orientale, le problème d'une plus grande liberté à assurer au commerce international — abolition des prohibitions, du régime des licences, du contingentement, du protectionnisme indirect — ne pourra trouver sa solution intégrale que dans la future conférence économique mondiale.

Revalorisation des céréales

La question qui intéresse le plus l'Europe danubienne et orientale est celle de la revalorisation des céréales, car du règlement de cette question dépend la réglementation de l'écoulement des excédents de céréales et la création du « fonds commun ».

Dans son rapport, la commission économique et agricole dit: « qu'elle s'est efforcée de rechercher les moyens susceptibles d'apporter remède, au moins partiellement, à la chute des prix en tâchant de conférer une valeur supplémentaire aux excédents exportables de céréales ».

De cette question de revalorisation dépendent exactement un plus rapide écoulement des céréales et l'élévation des prix de vente à l'intérieur des pays. Pour que les prix intérieurs puissent être relevés, il faut que le prix d'exportation soit lui-même élevé.

Nous avons vu tout à l'heure que l'on proposa d'arriver à la revalorisation des céréales par la combinaison de deux moyens: avantages à concéder dans les traités bilatéraux sous réserve des droits des Etats tiers, et contribution pécuniaire à un fonds spécial.

Le projet limite les avantages accordés par les traités bilatéraux ou par accord collectif, à la moyenne des quantités exportées pendant les trois dernières années (1929, 1930 et 1931).

Ce que la Conférence de Stresa cherchait dans ce projet, afin de ne pas léser les intérêts des pays d'outre-mer, c'est que l'Europe centrale et orientale n'augmente pas, à l'abri d'un régime de faveur, sa production nationale au préjudice des céréales d'outre-mer et au préjudice de leur propre exportation. C'est pour cela qu'on a déclaré que

« pour être efficaces sans risquer de léser les Etats tiers les facilités spéciales accordées aux céréales des pays importateurs ne doivent s'appliquer qu'à une partie, exactement délimitée, de l'importation des pays acheteurs ».

Le fonds spécial dont la création est envisagée devrait être géré par un comité. Les charges seraient réparties équitablement entre les Etats participants, d'après un critérium déterminé. Les controverses seraient tranchées par un système d'arbitrage souple et rapide. Il est prévu que les Etats pourront se libérer de leur contribution par des traités bilatéraux.

Comme contre-partie pour les avantages qu'ils reçoivent, tant dans le domaine monétaire ou financier que dans le domaine des céréales, les Etats exportateurs doivent contribuer pour leur part à la réalisation d'une politique commerciale libérale et d'une politique douanière modérée, s'engageant à accorder aux pays tributaires, par voie d'accords bilatéraux, des concessions adéquates, pour autant que les facilités qui leur sont consenties n'ont pas déjà fait l'objet de contre-partie. Ces avantages ne doivent en aucun cas porter atteinte aux droits que les Etats tiers tiennent de la clause de la nation la plus favorisée, et ils s'étendront à tous les signataires.

En terminant son rapport sur les céréales, la commission a émis ce vœu : « envisageant l'aspect mondial du problème des céréales, la commission juge très souhaitable une organisation du marché qui permettrait de remédier au désordre des prix et des conditions de vente ».

La commission économique et agricole, sur la demande de certains Etats, traite séparément les questions concernant des produits agricoles autres que les céréales : bétail, produits du bétail et bois. Elle attire l'attention de la So-

ciété des Nations sur l'importance primordiale que présente, pour certains Etats de l'Europe centrale et orientale, la crise du commerce du bétail et du bois. Elle désire par conséquent souligner avec force la nécessité de continuer et de pousser les travaux entrepris par l'organisation économique de la Société des Nations en ce qui concerne les questions vétérinaires, comme elle désire l'aboutissement des accords internationaux concernant le bois, pour éviter les dangers d'une concurrence désordonnée.

En ce qui concerne le tabac, la commission a souligné l'importance de cet article pour certains Etats, et spécialement pour la Bulgarie et la Grèce. Dans ces deux pays, l'exportation du tabac représente presque la moitié de l'exportation totale, et le prix de cet article a baissé de 30 à 40 %. C'est pour cela que la commission conseille de mettre en application les recommandations du comité spécial pour l'étude de l'extension de la préférence à des produits agricoles autres que les céréales, dans la mesure où ces recommandations n'ont pas encore été suivies d'effet (voir annexe 5, pour l'ensemble des recommandations).

Enfin, en dernier lieu, la commission économique et agricole a élaboré un projet de convention pour la revalorisation des céréales de l'Europe centrale et orientale, en sept articles, et qui doit être soumis à tous les membres de la Société pour l'union européenne, et aux membres qui adhéreront à cette concentration pour remédier aux difficultés des pays agraires de l'Europe centrale et orientale (voir annexe 6).

**

Après la clôture des travaux de la Conférence de Stresa, la presse et les hommes d'Etat donnèrent leur opinion sur les résultats de la Conférence.

Il ne sera pas sans intérêt, croyons-nous, de noter ici quelques-unes de ces opinions.

En Autriche, les éléments d'extrême-droite ont manifesté constamment la crainte de voir réapparaître sous une autre forme les principes du plan danubien d'origine française. La presse libérale eût souhaité des résultats financiers plus immédiatement substantiels, mais elle a félicité les négociateurs de ne pas avoir mis les considérations politiques au premier plan. Les parties d'extrême-gauche ont reproché au gouvernement autrichien de ne pas avoir fait porter davantage leur effort sur les améliorations à apporter à la situation précaire de l'industrie autrichienne.

L'organe social-démocrate *Arbeiterzeitung* déclare : « La France s'en tient à cette idée qu'il faut créer un bloc des Etats danubiens sans l'Allemagne. Elle est toujours obsédée, en cela, par l'idée d'un bloc qui s'intercalerait entre les nouveaux partenaires européens, entre l'Italie et l'Allemagne et serait destiné à consolider l'hégémonie française en Europe centrale... L'Italie est hostile à un traité général sur les droits préférentiels pour l'Europe centrale et se montre partisan simplement de conventions bilatérales qui seraient passées entre pays directement intéressés... Aussi le plan italien n'est-il pas un plan pour l'Europe centrale, mais un système général de droits préférentiels qui vaudrait pour toute l'Europe... »

« Le débat qui s'est intitulé à Stresa est l'expression des antagonismes qui dominent la politique européenne. Tant que les discussions économiques seront étouffées par la politique de puissance des Impérialistes, il sera impossible de sortir de la crise économique. »

La délégation polonaise, présidée par M. Targowski, sénateur, a joué un rôle actif à la Conférence de Stresa.

Voici comment M. Adam Rose, directeur de département au Ministère de l'Agriculture, apprécie, le 29 septembre, dans l'officieuse *Gazeta Polska*, l'ensemble des résultats de la conférence :

«... la conférence s'est limitée aux problèmes intéressant les Etats agricoles, en laissant complètement de côté la question autrichienne. Cela a donné une importance particulière au fait que les Etats agricoles ont agi à Stresa comme un bloc homogène défendant le programme préparé en août à la Conférence de Varsovie. On peut dire sans exagération que la cohésion de ce bloc a subi à Stresa l'épreuve du feu avec un succès complet... Après Stresa, le « Bloc agricole » est devenu, aux yeux de l'opinion publique, un des facteurs économiques d'après-guerre. »

M. Rose écrit, en conclusion :

« Du point de vue politique, la Conférence de Stresa signifie l'abandon de divers projets, généralement mal conçus, qui avaient été mis en avant, ces temps derniers, de divers côtés, et qui tendaient à une réorganisation de l'Europe sur la base de conceptions régionales plus ou moins arbitraires. Les projets élaborés à Stresa sont réellement à l'échelle des questions européennes et par là même ils peuvent, une fois mis au point et complétés, apporter les solutions recherchées. A cet égard, le succès de la Conférence est indubitable. Quant au côté économique du problème, il n'est pas possible actuellement de se faire une opinion définitive. Demain nous dira si l'Europe est capable d'entreprendre le grand effort solidaire qui permettrait de dominer la crise dont elle souffre. »

Suivant les journaux de Budapest, la question intéressant principalement la Hongrie, du point de vue écono-

mique, celle de l'écoulement des céréales, est après la Conférence de Stresa plus compliquée qu'elle n'a jamais été. La presse du 21 septembre publie les déclarations de M. Jean Teleszky, ancien ministre des finances, premier délégué hongrois «... Le rapport de la commission repose sur deux principes fondamentaux qui ne sont d'ailleurs pas exprimés. Le premier est que la crise actuelle ne diffère pas sensiblement de celles d'avant-guerre. Le second est que, si les restrictions artificielles entravant la libre circulation des biens et des capitaux venaient à cesser, le libre jeu des forces économiques rétablirait automatiquement l'équilibre. Cette thèse est juste si on la considère du point de vue purement théorique. Mais le rapport oublie que certains pays et entre autres celui que j'ai l'honneur de représenter ont été ébranlés par la crise à un tel point que le rétablissement de la liberté économique et financière, s'il avait lieu à présent, entraînerait un profond abaissement du niveau de la vie et que les gouvernements conscients des conséquences d'un pareil abaissement ne peuvent assumer la responsabilité de mesures de ce genre.

Ces pays sont donc obligés de maintenir ce régime artificiel jusqu'à ce que l'accroissement des possibilités d'exportation et la hausse des produits agricoles, avec la diminution des charges financières résultant de leurs dettes envers les pays étrangers, leur permettent de rétablir sans danger le libre jeu des forces économiques. La revalorisation des céréales est l'une de ces mesures, malheureusement la réalisation de ce projet n'a pu être achevée à la Conférence de Stresa pour tous les Etats de l'Europe centrale et orientale. En face des dettes figurant à la balance des paiements de ces pays, les soixante-quinze millions de francs suisses prévus semblent si peu que cette disposition

devrait être complétée par des mesures économiques et financières du même effet. »

En Allemagne, une partie de la presse a considéré les résultats de la Conférence de Stresa comme très maigres et les recommandations adoptées comme peu efficaces. La *Leipziger Volkszeitung* du 24 septembre par « l'échec de Stresa » : « L'incapacité des délégués de quinze pays à résoudre les problèmes de Stresa s'exprime encore plus fortement dans le fait que ces rapports eux-mêmes, qui n'engageaient à rien, n'ont pu être adoptés qu'avec une foule de réserves ». Par contre un certain nombre de journaux se sont félicités de l'abandon du projet Tardieu par la France et considèrent cet abandon comme un succès pour l'Allemagne. Le correspondant du *Jungdeutsche*, M. Kornuber déclare même : « Au fond, un seul Etat européen a lieu de considérer les résultats de Stresa avec satisfaction, c'est l'Allemagne. » — Quelques journaux seulement se félicitent de l'esprit de coopération qui s'est manifesté à Stresa.

En Angleterre, le *Manchester Guardian* du 22 septembre déclare que les délégués des Etats agricoles, en acceptant sans réserve le plan qui leur a été proposé à la Conférence de Stresa, se rendraient compte de son importance en tant que commencement d'une reconstitution de l'Europe. « C'est à ce titre que Stresa doit être accueilli et accepté en Grande-Bretagne comme dans les autres pays. Il y a cinq mois, il eût semblé incroyable que la France, l'Italie et l'Allemagne pussent s'accorder sur un plan commun... L'accord s'est effectué dans l'ombre de ces antagonismes politiques qui firent échouer le projet d'union douanière austro-allemande et le plan Tardieu de fédération danubienne... Les délégués ont abouti à un accord una-

nime sur la rédaction de leurs rapports. Seules les réserves des délégations britannique, hollandaise et belge font obstacle à leur adoption par le comité d'union européenne. Il faut espérer sincèrement que le gouvernement britannique retirera maintenant son objection compréhensible à une assistance financière quelconque. »

Selon l'officieuse *Prager Presse*, de Prague: « la position de la Tchécoslovaquie a toujours été délicate en de telles conférences, car sa position géographique et sa structure économique, favorables en des circonstances normales, jouent alors contre ses intérêts. Quand il s'agit de faire des sacrifices aux pays agricoles, on nous tient pour un pays industriel... Si les questions financières viennent sur le tapis, on nous objecte que nous sommes riches, parce que nous avons relativement peu emprunté à l'étranger et accompli d'ailleurs toujours ponctuellement nos obligations.

«... Nous devons réclamer pour nous le bénéfice de certaines dispositions favorables aux produits agraires dans la mesure où elles peuvent concerner notre exportation agricole. Pour notre industrie, nous nous contentons du maintien strict de la clause de la nation la plus favorisée... Malgré toutes les réserves, on peut considérer le résultat de la Conférence de Stresa comme positif... On y a au moins trouvé une méthode pour résoudre les difficultés avec lesquelles sont aux prises les Etats de l'Europe centrale et orientale. »

Voici enfin les déclarations du ministre yougoslave du commerce et de l'industrie, Dr I. Mohoric, au correspondant du journal *Vreme* :

« Notre opinion publique sait déjà que la Conférence internationale de Stresa, réunie en vue d'une reconstruc-

tion économique de l'Europe sud-orientale, n'a pas amené les décisions concrètes que l'on attendait d'elle. D'après les termes employés par le président de la Conférence lui-même, nous nous trouvons seulement devant une nouvelle étape dans la solution de cette question complexe de la rénovation de l'Europe. Nous avons fait, peut-être, un ou deux pas seulement en avant. Des facteurs économiques et politiques se sont opposés à une solution plus concrète, plus radicale du problème des pays agricoles de l'Europe.

« Dans une suite de conférences, les pays agricoles du sud-est de l'Europe, groupés en bloc agricole en vue d'une défense collective de leurs intérêts et d'une collaboration internationale plus aisée, ont suffisamment indiqué la voie à suivre pour améliorer efficacement leur situation économique. Cette voie est : le retour progressif à un régime de liberté économique... et surtout la revalorisation des céréales...

« S'il semble qu'à l'avenir les accords préférentiels seront tolérés dans une mesure plus large qu'actuellement, ce qui, sans aucun doute, non seulement facilitera leur conclusion, mais augmentera leur valeur, les pays agricoles ne peuvent être satisfaits de ce développement des événements. Ils ont posé, comme condition de leur rénovation économique, qu'à l'avenir leur soit assuré un traitement préférentiel non seulement pour leurs céréales, mais aussi pour le bétail, les fruits, les œufs et autres produits essentiels de leur exportation. Néanmoins, non seulement ils n'ont pu obtenir ceci, mais cette fois encore la préférence est limitée à trois céréales (froment, orge et maïs).

« De même ils n'ont pu obtenir satisfaction à leur demande de contingents supplémentaires qui serviraient

exclusivement au paiement en nature des dettes des pays agraires.

« Comme l'on voit, les Etats créanciers ne sont pas encore convaincus que le seul moyen d'obtenir satisfaction est : l'importation en provenance des pays débiteurs.

« La question de la rénovation économique des pays de l'Europe sud-orientale est donc loin d'avoir été résolue à la Conférence de Stresa. Les pays agricoles ont eu cette fois l'impression qu'ils ne peuvent, à ce sujet, attendre beaucoup des conférences internationales, mais qu'ils devront trouver eux-mêmes une solution réelle et efficace.

« C'est à la recherche de cette solution que, je pense, s'attacheront surtout à l'avenir les pays groupés en Bloc agricole. »

Chapitre Second

L'Union Danubienne et la Yougoslavie *Opinion publique* *et Opinion gouvernementale*

Avant de parler du projet d'union danubienne du point de vue yougoslave, il me faut préciser quelques points :
a) De quelle manière parvenir à une union danubienne?
b) Est-ce possible sans la collaboration d'Etats extérieurs au bassin danubien, c'est-à-dire, ici, des Grandes Puissances et de la Pologne? et *c)* l'union danubienne pourra-t-elle être réalisée uniquement par la collaboration économique des Etats danubiens, sans toucher aucunement aux questions politiques? Ce sont ces trois questions qu'il faut examiner en passant pour pouvoir ensuite parler de notre projet.

De quelle manière parvenir à une union danubienne? Par « union danubienne », nous n'entendons pas, et il ne faut pas penser, que nous désirons constituer un nouvel Etat fédéral danubien sur les ruines de la Double Monarchie. Nous sous-entendons seulement sous ce nom une collaboration plus étroite des Etats danubiens, qui pose en principe la complète liberté de ces Etats.

Dès 1931, le Gouvernement français propose, dans son « mémorandum constructif », l'organisation d'une collaboration plus étroite dans le bassin danubien. Comme nous l'avons dit dans notre introduction, le Gouvernement français estimait que le seul moyen d'arriver à une consolidation du bassin danubien, c'était de faire reconnaître aux Etats de ce bassin, par la Société des Nations, le droit exceptionnel de soumettre leurs relations économiques au régime préférentiel. Cette proposition, nous le savons, n'a pu être adoptée, tout d'abord parce que le mémorandum constructif lui-même concernait essentiellement l'union européenne encore à venir, et aussi par suite de l'opposition qu'y firent les Grandes Puissances limitrophes du bassin danubien. En 1932, le Gouvernement français, en la personne de son Président du Conseil M. Tardieu, tenta de nouveau de réaliser cette collaboration plus étroite des Etats danubiens. Cette tentative du Gouvernement français est connue sous le nom de « plan Tardieu ».

Au sujet de ce plan, on doit faire remarquer que le premier auteur du projet d'organisation d'un bloc danubien est en réalité A. Briand qui, dès 1931, y songeait en vue de l'union européenne. M. Tardieu a réalisé cette idée et l'a préconisée avec beaucoup d'habileté pour l'amélioration de la situation économique en Europe centrale. Il a néanmoins commis quelques fautes de tactique qui faillirent enterrer immédiatement son plan : il négligea d'informer préalablement l'Allemagne et d'obtenir son consentement; de plus il le présenta juste avant les élections du Reichstag, et le retentissement en fut désastreux dans le Reich. Par des démarches ultérieures, M. Tardieu améliora sa situation, mais il n'en avait pas moins réveillé les susceptibilités de l'Allemagne.

Le plan lui-même n'était donc pas nouveau, mais seulement un extrait du mémorandum constructif de Briand. Il était inspiré à la fois par les nécessités historiques et par la crise économique. Beaucoup affirment qu'il s'agissait de « sauver l'Autriche et la Hongrie ». Dans son mémorandum constructif de l'année précédente, A. Briand prévoyait la constitution d'un comité européen, mais les circonstances défavorables et les importants événements politiques qui se produisirent alors empêchèrent absolument l'application du plan. Il semble — et de nombreux auteurs le pensent — que le plan français du 16 mai 1931 avait surtout pour but de déjouer la tentative d'union douanière austro-allemande du 19 mars précédent. Il est tout aussi vraisemblable que l'Allemagne au contraire, afin de déjouer les projets français de bloc centre-européen, se soit hâtée de conclure avec l'Autriche une union douanière qui paralysât l'initiative française.

A la formation de ce bloc centre-européen, les Etats danubiens avaient commencé à travailler dès l'année 1930, et aux conférences de Bucarest, Varsovie et Belgrade des résultats certains avaient déjà été obtenus. Ces conférences avaient pour tâche l'organisation d'un front commun des pays agricoles européens, par la constitution d'un comité unique tenant séance de temps à autre afin de résoudre les questions agraires. Le 4 août 1930, la Yougoslavie avait conclu avec la Roumanie une convention qui devait être le prélude d'une union douanière entre les deux pays.

Il faut loyalement reconnaître que la constitution de ce bloc des pays agraires de l'Europe centrale, non seulement n'a pas obtenu les résultats cherchés, mais n'a fait qu'envenimer les rapports entre l'Europe industrielle et l'Europe agricole. C'est pourquoi la Conférence réunie à

Stresa en septembre 1932, sur la proposition de la Société des Nations, était bien nécessaire pour réconcilier les deux Europes en vue de sortir non seulement de la crise européenne, mais même, et plus spécialement, de la crise sévissant en Europe centrale.

Dans mon étude de la Conférence de Stresa, j'ai expliqué comment s'étaient développées les différentes thèses. Les trois principales se trouvaient en conflit : la thèse française de solution collective de la crise de l'Europe centrale par l'application d'un système préférentiel aux pays danubiens. S'y opposant, la thèse italienne étendant le nombre des pays à secourir et préconisant des accords bilatéraux. Venait ensuite la thèse allemande qui, en réalité, défendait l'union douanière austro-allemande et n'acceptait que des accords préférentiels de ce groupe austro-allemand avec chacun des pays danubiens séparément. La thèse de l'Allemagne est le « Drang nach osten » sous une forme nouvelle qu'autorisent, dit-elle, les dispositions prises par l'Institution de Genève au sujet des accords séparés conclus par des Etats.

Beaucoup pensent, et tous les Allemands affirment, qu'il ne peut y avoir ni Europe centrale, ni organisation d'aucun bloc économique centre-européen sans l'Allemagne. Sans aucun doute l'Allemagne est la première appelée, économiquement, à collaborer avec le bloc centre-européen, mais il est nécessaire, économiquement et politiquement, que ce bloc soit d'abord réalisé sans l'Allemagne, car celle-ci dépend certainement plus de l'Europe centrale que l'Europe centrale de l'Allemagne. Le commerce extérieur de l'Allemagne est, pour la plus grande part, dirigé vers l'Europe centrale et ses marchés. Par exemple en 1932 tout le commerce extérieur de l'Allemagne avec les pays d'outre-

mer a baissé de 50 % alors que ses exportations dans les pays du centre européen n'étaient diminuées que de 20 %.

Nous voyons donc qu'il existe deux modes d'organisation d'une collaboration économique danubienne plus étroite. Le premier, qui est en fait la thèse française, réalisant une large union économique des pays danubiens sur la base d'accords préférentiels collectifs entre ces pays. Le second, c'est la thèse allemande, à laquelle l'Italie s'est plus ou moins ralliée, préconisant non la formation d'un tout économique en Europe danubienne, mais, pour aider les Etats danubiens à sortir de la crise, la conclusion d'accords économiques et commerciaux et d'union douanière entre certains de ces Etats et leurs puissants voisins. Nous savons qu'à la Conférence de Stresa l'on est arrivé à un compromis à ce sujet, c'est-à-dire à un projet de formation d'un bloc économique danubien, mais en tenant compte des accords particuliers déjà conclus entre certains Etats et des pays danubiens.

Le deuxième point dont il me faut parler est celui-ci : Est-il possible de parvenir à une union danubienne sans la collaboration des Grandes Puissances et de la Pologne?

Pour répondre à cette question, je me servirai de traits empruntés aux résolutions des Conférences tenues en 1930 et 1931 par les Etats danubiens, Etats de la Petite-Entente d'abord, puis ceux-ci et la Hongrie, jusqu'à la réalisation d'un front agricole centre-européen.

Dès la réunion, à Genève, de la Conférence préliminaire en vue d'une union économique concertée, du 17 février au 24 mars 1930, les représentants des pays agraires danubiens : Roumanie, Hongrie et Yougoslavie, demandèrent une trêve douanière entre les Etats agraires de l'Europe centrale et les Etats industriels de l'Europe occiden-

tale, et le délégué roumain expliqua fort bien la diversité d'intérêts des pays agraires et industriels. Il reprocha notamment aux pays industriels d'avoir pris, touchant les produits agricoles, des mesures protectionnistes et d'interdire ainsi peu à peu l'accès de leurs marchés aux produits agricoles de l'Europe centrale, alors que, pourtant, au moment où ces mesures ont été prises, l'Europe centrale n'avait même pas commencé à restreindre l'importation des articles industriels (C. 222, M. 109, 1930. II).

Du discours prononcé par le ministre du commerce de Yougoslavie, le 20 février 1930, il ressort surtout qu'en principe la Yougoslavie ne s'oppose pas à une trêve douanière. Mais comme les grands pays industriels de l'Europe ont tous, plus ou moins, prévu des dérogations à cette trêve, spécialement quant aux produits agricoles, — les seuls en réalité que la Yougoslavie puisse exporter — il s'ensuit que l'application de cette trêve, loin d'atténuer la crise dont souffre la Yougoslavie, l'aggraverait encore et mettrait le pays dans une situation désespérée. En ce cas, a déclaré le délégué yougoslave, il ne resterait à la Yougoslavie rien d'autre « que de passer progressivement à une industrialisation forcée du pays, en d'autres termes, d'inaugurer un protectionnisme industriel motivé par les mêmes raisons que celui des pays industriels. » Dès 1930, on le voit, les pays danubiens agricoles ne croyaient pas pouvoir sortir seuls de la crise dont ils souffraient, mais estimaient nécessaire une action combinée des grands pays industriels et des pays agricoles de l'Europe centrale.

A la Conférence de la Petite-Entente tenue à Strbske Pleso du 25 au 27 juin 1930, les Etats participants discutèrent la possibilité d'une collaboration économique de leur groupe avec les pays danubiens non membres de

la Petite Entente, et avec les autres grands Etats industriels de l'Europe centrale et occidentale. Cette conférence de Strbske Pleso marque une étape fort importante, du point de vue économique, dans les rapports des Etats constituant ce groupement; car depuis la Conférence de Gênes, en 1922, où la Petite Entente était apparue comme une future unité économique, et jusqu'en 1929, les rapports politiques entre ces trois Etats étaient demeurés les mêmes, mais les relations économiques n'étaient pas devenues plus étroites; et pourtant ces Etats s'étaient convaincus, lors de la Conférence de Gênes, de l'absolue nécessité de resserrer leurs liens économiques. La cause de cette carence doit être recherchée dans le fait que, de ces trois Etats, deux, la Yougoslavie et la Roumanie, sont exactement de même structure économique alors que le troisième, la Tchécoslovaquie, est de structure tout à fait différente. Alors que la Yougoslavie et la Roumanie sont des pays agricoles dans toute la force du terme, la Tchécoslovaquie est un pays industriel possédant néanmoins une agriculture bien développée. Il est à croire, et beaucoup d'écrivains ayant étudié la Petite Entente sont de cet avis, que c'est précisément la Tchécoslovaquie qui n'a pas cherché à réaliser entre les Etats de ce groupement une collaboration économique plus étroite, car de cette époque date son protectionnisme agricole. Au reste, je reviendrai sur cette question.

La Conférence de Strbske Pleso est donc très importante du fait que les trois Gouvernements associés y ont décidé de fortifier leurs liens économiques, comme on le voit clairement par cette déclaration de M. Mironeseo, alors ministre des Affaires étrangères de Roumanie, à la presse tchèque : « La statistique démontre que tous les

Etats agricoles d'Europe réunis, à l'exception de la Russie qui compte peu aujourd'hui, réussissent à peine à couvrir 10 à 15 % des besoins des Etats industriels en produits agraires. La Tchécoslovaquie importe 6 millions d'hectolitres de blé par an. La Roumanie et la Yougoslavie ensemble n'exportent que 5 millions d'hectolitres; il en est de même pour le bétail... Il doit donc exister un moyen de redressement. Nous avons analysé les méthodes qui conviendraient et à l'occasion de la visite à Bucarest de M. Marinkovitch, Ministre des affaires étrangères de la Yougoslavie, nous poursuivrons cette discussion ».

A son retour de Tchécoslovaquie, M. Marinkovitch se rendit en Roumanie afin d'y conférer avec les principales autorités économiques et politiques au sujet de l'organisation économique de la Petite Entente. La déclaration faite alors par l'homme d'Etat yougoslave à la presse roumaine, non seulement fut chaleureusement approuvée par l'opinion publique roumaine et yougoslave, mais fut accueillie avec satisfaction dans les deux pays danubiens n'appartenant pas à la Petite Entente. Après avoir dit que, depuis la Conférence économique de 1927, rien n'avait été fait jusqu'à ce jour pour l'assainissement de la situation économique en Europe, de sorte qu'il a fallu chercher une autre issue, M. Marinkovitch ajouta : « Nous ne pouvions pas espérer que d'autres nous fraieraient la voie ou qu'ils nous donneraient les moyens de parer à la crise économique. Nous avons examiné ce problème à Strbske Pleso, en toute loyauté, et nous avons constaté qu'il n'y a nullement antinomie entre les intérêts des pays de la Petite Entente. Les Etats industriels européens, aussi bien que les Etats agricoles, ont intérêt à tomber d'accord afin d'ouvrir les marchés. On doit reconnaître que, pour cer-

tains pays agricoles, cet intérêt est évident, tandis qu'il est moins frappant pour les pays industriels. Nous avons constaté que la Roumanie et la Yougoslavie sont prédestinées à s'acheminer dans cette voie nouvelle. Bien que M. Mironesco se soit rangé entièrement à mon avis à ce sujet, j'ai cependant jugé nécessaire de m'arrêter à Bucarest pour prendre personnellement contact avec les personnalités qu'il était indispensable de mettre au courant des intentions du Gouvernement yougoslave sur cette question. Il fallait également entendre leur avis sur la possibilité d'un accord roumano-yougoslave destiné à constituer la base de la future organisation économique de la Petite Entente. J'ai même risqué d'être mal compris dans les pays voisins. J'estime qu'il ne faut pas cacher que cet accord ne doit pas se limiter aux trois pays, mais qu'il doit faire partie d'une action économique générale. La Petite Entente a le devoir de rendre ce service à l'Europe. Elle est une organisation vivante, et à ce titre elle doit être mise en œuvre. Nous manquons peut-être de modestie, mais les choses sont telles. Il est possible que nous profitons de la présence parmi nous d'un pays industriel, la Tchécoslovaquie, pour commencer immédiatement notre action afin que d'autres pays voisins puissent y adhérer. »

Il y a deux points principaux dans cette déclaration de M. Marinkovitch, tout d'abord l'organisation définitive de la Petite Entente du point de vue économique, puis l'invitation à participer à cette collaboration économique danubienne, adressée à la Hongrie et à l'Autriche. Dans son mémorandum adressé au Gouvernement roumain, M. Marinkovitch déclara qu'il ne fallait pas considérer ce bloc économique comme étant dirigé contre les pays industriels ou contre les pays agraires n'en faisant pas par-

tie, mais qu'il serait une organisation économique unique pour l'échange des produits.

Dans sa déclaration faite à son retour à Belgrade, M. Marinkovitch répéta : « que cet accord resterait ensuite ouvert à l'adhésion de tous les autres pays, tout d'abord des pays voisins, et sur une base de pleine égalité de droits ». Il est évident que M. Marinkovitch avait en vue la formation d'un ensemble économique des pays danubiens, et l'on ne savait alors si la Pologne adhérerait à ce bloc, ce qu'elle fit plus tard. Dès le mois d'août de la même année 1930, nous avons à Varsovie une conférence des pays agraires, où la Pologne joua le premier rôle.

Dès le début de la Conférence de Varsovie il apparut — et la suite se confirma — que le beau dessein polonais de créer un bloc de tous les Etats agricoles européens ne pouvait se réaliser sur le terrain purement économique, mais qu'il fallait au préalable régler certains problèmes politiques. De tous les Etats représentés à la Conférence de Varsovie, la Tchécoslovaquie était le seul qui ne fut pas agricole. De ce fait, les voisins des pays danubiens ne voulurent pas considérer ce mouvement comme dirigé strictement vers une aide mutuelle économique des pays agricoles souffrant de la crise, mais ils jugèrent que la participation, peut-être contre son gré, de la Tchécoslovaquie, avait des motifs politiques.

Aussitôt après la Conférence de Varsovie, le Ministre autrichien des affaires étrangères déclara que l'Autriche n'entrerait dans aucune combinaison de bloc agricole danubien dont l'Allemagne ne ferait pas partie. Il était dès lors évident que, de la Conférence de Strbske Pleso, où la Petite Entente avait commencé son travail de rapprochement purement économique — sans aucune arrière-pensée

politique — entre les Etats danubiens, à la conférence de tous les pays agricoles tenue à Varsovie, le but de collaboration économique danubienne s'était trouvé dépassé. Le problème ne pouvait plus être résolu sans combinaisons politiques, non seulement dans le bassin danubien, mais encore entre les Etats danubiens et les Grandes Puissances ayant des intérêts économiques et des capitaux engagés dans ces pays danubiens.

Pour appuyer ce qui précède, je citerai la réponse, en date du 8 janvier 1933, du Gouvernement yougoslave aux questions posées par le Comité de la Commission d'étude pour l'Union européenne près la Société des Nations, le 29 août 1932 :

«

1) *L'union douanière.* — L'union douanière européenne est considérée, avec raison, comme une mesure pouvant contribuer à l'assainissement de la crise économique en Europe. On ne se demande donc pas, ici, si cette Union douanière sera utile ou non, mais bien si sa réalisation pratique est actuellement possible.

Nous nous contentons de poser la question. Pour des raisons tout à fait compréhensibles, ce n'est pas nous qui pouvons y répondre, mais bien, en premier lieu, les Grandes Puissances.

Bien que ce document ne concerne pas directement l'organisation des pays du bassin danubien, il m'a paru intéressant de le citer, car de la réponse : « ... pour des raisons tout à fait compréhensibles, ce n'est pas nous qui pouvons y répondre, mais bien, en premier lieu, les Grandes Puissances. » Je conclus que s'il avait été question de la formation d'un bloc danubien le Gouvernement you-

goslave aurait pu tout aussi bien dire : « ce n'est pas nous qui pouvons répondre, mais bien, en premier lieu, les Grandes Puissances. »

Voici également un passage de la déclaration de M. Flandin, ministre des finances français, aux journalistes yougoslaves, en octobre 1930, alors qu'il accomplissait un voyage d'études dans les pays danubiens :

.....

« ...J'ai insisté sur l'intérêt avec lequel la France suit ces négociations et sur l'importance qu'elle attache à une entente entre les pays agricoles de l'Europe orientale. Si cette entente se réalise, elle peut compter sur le plein appui de la France. La tendance fondamentale de la politique française est la réalisation de la coopération économique en Europe, dans l'esprit du projet Briand, c'est-à-dire dans le cadre de la Société des Nations... »

Ces deux documents aident à expliquer l'évolution de l'idée d'organisation de l'Europe économique, de 1930 à 1932, en Europe centrale et spécialement en Yougoslavie. Alors que la Petite Entente organisait à Strbske Pleso, en juin 1930, un bloc purement danubien qui bientôt après se transformait en bloc agricole de tous les pays agraires de l'Europe centrale et orientale, les milieux français ne le considéraient comme possible que dans le cadre du projet Briand d'organisation économique de l'Europe. En 1930 la Petite Entente cherchait uniquement l'organisation des cinq Etats danubiens en un bloc économique, et nous savons qu'au cours de ces deux dernières années les résultats de cette organisation ont été minimes, et que même la Conférence de Stresa ne représente qu'un pas en avant vers l'assainissement de l'Europe centrale.

La réponse du Gouvernement yougoslave du 8 janvier 1933 exprime nettement la pensée que nous ne pouvons résoudre seuls le problème, mais qu'il appartient aux Grandes Puissances de s'entendre d'abord à ce sujet.

Nous savons déjà que de 1930 à septembre 1932, c'est-à-dire à la Conférence de Stresa, les Grandes Puissances n'ont pu s'accorder pour une action commune en vue de résoudre les problèmes économiques de l'Europe centrale. Aussi la réponse du Gouvernement yougoslave est-elle maintenant tout à fait claire pour nous. Cet assainissement de la situation en Europe centrale dépend de l'accord des Grandes Puissances y ayant des intérêts, c'est-à-dire de l'Allemagne, l'Italie et la France. Il résulte des événements qui se sont déroulés de 1930 à 1932 : accord douanier austro-allemand en 1931, plan Tardieu en 1932, que l'assainissement du bassin danubien ne peut être obtenu sans la participation des pays extérieurs à ce bassin. Cette question est sortie de ses limites premières; elle est devenue surtout politique, et le côté économique est passé au second plan. Il a fallu plus de deux ans pour que les intérêts des Grandes Puissances puissent être accordés et permettre les faibles résultats de la Conférence de Stresa.

Par ce qui précède, j'ai déjà répondu en partie à la question de savoir si l'union danubienne pourra être réalisée uniquement par la collaboration économique des Etats danubiens, sans toucher aucunement aux questions politiques.

L'essai, entrepris en 1930 par les Etats de la Petite Entente, de faire entrer dans le bloc danubien les deux Etats ne faisant pas partie de leur groupement est la meilleure preuve que, dans le rapprochement économique des Etats danubiens, la question politique joue le rôle principal. Dans

les limites du bassin danubien nous avons cinq Etats, dont trois sont sortis vainqueurs de la guerre, et les deux autres vaincus. Imaginons que la guerre ait abouti au *status quo ante*, avec peut-être une Bohême indépendante, que l'Autriche et la Hongrie aient renoncé au dualisme, l'accord entre ces pays, sur le terrain économique, serait non seulement aisé, mais parfaitement naturel. Le Danube a créé en vérité un cadre idéal pour l'établissement d'un grand peuple, et nullement pour un conglomérat de peuples comme celui qui s'y trouve actuellement. Des Alpes et de la mer Adriatique aux Monts Balkans et à la mer Noire, tout semble disposé pour qu'un grand peuple s'y développe et y prospère. Climat et productions sont extrêmement variés, sur un sol d'une fertilité incomparable; l'on trouve dans les Alpes les essences d'arbres les plus septentrionales, alors que les bords de l'Adriatique, comparables à la Riviera française, donnent citrons, olives, oranges, et qu'en Serbie du Sud on cultive le riz et un tabac réputé (tabac de Macédoine); un tel Etat, suivant la théorie de Liszt réunirait toutes les conditions de vie.

Malheureusement il n'en est rien, et nous nous trouvons, je l'ai dit, en présence de cinq Etats et de dix peuples et dialectes divers. Accorder ces cinq Etats ennemis hier encore, où les uns luttent pour conserver l'autorité et l'influence, et les autres pour se libérer, ce n'est point, en vérité, tâche aisée. Sans la crise économique y sévissant depuis 1929, le commencement d'entente auquel on est parvenu n'existerait même pas. C'est grâce à la situation économique résultant de la crise mondiale qu'un pas en avant a pu être fait.

Actuellement, pour l'atténuation de la crise dans les Etats danubiens, le rôle le plus important, outre l'influence

de certaines Grandes Puissances, appartient aux traités de paix de 1919. Il est tout à fait naturel qu'un peuple vaincu cherche à se libérer des obligations qui lui ont été imposées par les traités et il n'est pas d'exemple qu'un peuple vaincu ait été satisfait de sa situation et ait vécu dans les meilleurs termes avec son ancien ennemi. La détresse économique peut contraindre ces deux peuples à une collaboration, mais dès que cesse cette commune détresse économique, les rapports politiques se tendent de nouveau.

J'ai fait allusion plus haut au fait, très important, que chacun de ces petits Etats est plus ou moins soumis à l'influence d'une Grande Puissance. L'on sait que l'Italie est alliée de la Hongrie, que l'Autriche n'attend que le moment favorable pour réaliser l'Anschluss avec l'Allemagne, que la France a une influence incontestable sur la politique de la Petite Entente, bien qu'en ce dernier cas il ne puisse guère en être question.

C'est depuis 1924 et 1925 surtout que la politique allemande a une influence de plus en plus grande en Autriche, car les juristes autrichiens ont alors commencé leur travail d'harmonisation de la législation autrichienne avec celle du Reich; l'on a débuté par les prescriptions de la procédure civile et criminelle, et l'on est passé de là aux règlements économiques. La tentative la plus audacieuse de l'Allemagne en ce sens depuis la guerre est vraisemblablement son essai d'unification de la législation douanière austro-allemande, en vue de faire entrer définitivement l'Autriche dans le cadre du Reich et obtenir par là le contact économique avec le bassin danubien. L'accès de ce bassin est nécessaire à l'Allemagne; or Vienne en est la porte et l'union de l'Autriche et du Reich dans le cadre d'un accord douanier l'ouvrirait à l'Allemagne.

Cette tentative d'union douanière austro-allemande souleva en Yougoslavie l'opposition la plus vive et la plus générale. Le 1^{er} mai, le journal *Poliika*, l'un des plus importants du Royaume, attaqua l'essai d'Anschluss en un article très documenté, expression de l'opinion publique, et qui se terminait ainsi : « Il est donc incontestable que notre point de vue à l'égard de l'union douanière ne diffère en rien de l'opinion française, et notre attitude est analogue à celle de la France. Mais il faut déclarer qu'il est aujourd'hui non seulement de notre intérêt économique, mais aussi de l'intérêt politique de la France que le centre et l'est de l'Europe sortent le plus vite possible de la crise qui les opprime déjà depuis plusieurs années. Le même article, analyse l'état économique de l'Europe centrale et déclare : « Il ne faut pas oublier que, pour les pays d'outre-mer, comme ce sera bientôt le cas pour la Russie, la production du blé n'est que la matière de la spéculation à laquelle se livre le capital, tandis que pour l'Europe agricole, c'est la base de l'alimentation et un moyen d'existence. Il faut que les pays qui ont intérêt à maintenir la paix en Europe soient solidaires économiquement comme ils le sont politiquement. » Et s'adressant aux capitalistes, il poursuit : « L'accord de Vienne est un rappel aux grands pays capitalistes... qu'ils se gardent de croire que le capital a toujours la force qui lui a permis de dominer le monde depuis plus d'un siècle. Le capital est aujourd'hui en décadence manifeste; il doit se rendre compte qu'il vieillit et qu'avec la vieillesse il doit avoir plus de sagesse et de modestie s'il ne veut pas, de cette période de baisse, passer définitivement au royaume des idoles renversées et méprisées. »

La Yougoslavie, toute entière, officielle ou non, était d'autant plus convaincue des arrière-pensées de l'accord

austro-allemand qu'au moment même où il se réalisait l'Autriche dénonçait le traité économique avec la Yougoslavie.

Mon opinion personnelle est que la crise politique de 1931, eu égard à la tentative d'union douanière austro-allemande, n'est pas survenue à ce moment uniquement parce que l'Autriche se trouvait dans une situation économique difficile, mais qu'elle fut la crise de tout un système économique, crise non terminée aujourd'hui encore.

L'Autriche, pays faible et en outre industriel, fut la première à ressentir les effets de la crise actuelle. Elle ne peut en sortir que par un changement de système économique. Je pense que le système, encore appliqué aujourd'hui, du protectionnisme, par lequel les grands Etats s'entourent d'une véritable muraille de Chine, est le seul obstacle insurmontable à une solution de la crise dont souffre le bassin danubien. Tant qu'on n'aura pas trouvé une nouvelle organisation, Union européenne ou quelque chose d'analogue, je crois *que le seul moyen d'améliorer la situation des pays Danubiens est l'application du système préférentiel*. L'Autriche ne pourrait-elle mieux qu'aucun autre pays placer ses articles industriels dans les pays agricoles du bassin danubien? C'est certainement possible, mais lorsqu'on parle de collaboration économique de l'Autriche avec ses voisins, immédiatement se dresse la question de collaboration politique et l'Autriche ne veut pas agir seule.

De ce que j'ai dit jusqu'à présent on peut conclure que l'organisation du bassin danubien en une large entité économique ne peut se réaliser que dans les conditions suivantes :

1) avant d'aborder l'organisation d'une collaboration économique plus étroite dans le bassin danubien, il faut

arriver à une entente entre les Grandes Puissances ayant des intérêts en Europe centrale;

2) aucune Grande Puissance ne doit avoir d'alliance économique ou douanière avec un des pays danubiens;

3) l'organisation d'une entente économique plus étroite dans le bassin danubien devra se borner à une collaboration économique fondée sur le principe préférentiel qui vaudra seulement pour les Etats participant à cette entente;

4) chacun des cinq pays contractants demeure complètement indépendant politiquement, tant de ses co-contractants que de ses autres voisins extérieurs au bassin danubien.

De cette entente économique, approuvée par les Grandes Puissances intéressées économiquement ou financièrement dans le bassin danubien, pourrait naître un jour une collaboration politique.

Actuellement les pays danubiens ne peuvent s'accorder politiquement. Leurs intérêts dans ce domaine sont trop divers et je ne vois pas comment pourrait s'effectuer le rapprochement. Il est à désirer que l'amélioration de la situation dans le bassin danubien — et ce serait aussi une amélioration de la situation politique en Europe — soit obtenue au début par des moyens économiques. Le seul possible en cette crise économique mondiale dont souffrent le plus les Etats danubiens, c'est une collaboration étroite de ces Etats.



Politique Agraire de la République Tchécoslovaque et de la Petite Entente. — Lorsque j'ai plus haut exprimé l'avis que le but de la Conférence économique de Varsovie avait été dépassé, j'ai dit que le seul Etat industriel ayant pris

part à cette Conférence était la Tchécoslovaquie, ce qui avait amené les hommes politiques autrichiens à déclarer que sans l'Allemagne ils ne participeraient à aucune collaboration économique danubienne.

En Europe on considère généralement la Tchécoslovaquie comme un pays industriel, ce qui est exact, mais il ne faut pas oublier que son agriculture est aussi très développée. Elle satisfait aux besoins dans une mesure beaucoup plus grande que pour aucun autre pays industriel d'Europe.

Depuis 1925, les gouvernements qui se sont succédés en Tchécoslovaquie ont presque toujours eu parmi leurs ministres quelques chefs du parti agraire tchécoslovaque. Depuis plusieurs années le parti agraire est l'un des plus puissants au Parlement de Prague.

De 1926, c'est-à-dire de la participation du parti agraire au gouvernement date le régime plus ou moins protectionniste appliqué par la Tchécoslovaquie aux produits agricoles.

Ce protectionnisme tchécoslovaque en agriculture est, à mon modeste avis, l'une des raisons pour lesquelles, de la Conférence de Gênes et jusqu'en 1929, la collaboration économique des Etats danubiens et spécialement des Etats de la Petite Entente n'a pu être plus étroite.

Dès 1931 l'on remarque dans la presse yougoslave des critiques de la politique de protection de l'agriculture tchécoslovaque. Depuis 1918 jusqu'à présent, le bilan des échanges commerciaux entre Yougoslavie et Tchécoslovaquie a toujours été défavorable à la première. Lors de la conclusion des traités de commerce toujours les Tchèques ont réussi à sauvegarder leur politique agraire protectionniste.

La Yougoslavie, pays purement agricole, et de même la Roumanie, avaient en Tchécoslovaquie un débouché naturel pour leurs exportations. Cependant les produits agricoles roumains et yougoslaves se sont heurtés bien souvent à des droits de douane très élevés, presque prohibitifs. La collaboration économique des Etats danubiens s'en est trouvée grandement entravée.

La situation des partis politiques en Tchécoslovaquie, où le parti agraire est presque toujours le plus fort, a donc été un obstacle au développement de la collaboration économique des deux pays. Le parti agraire tchécoslovaque a fort bien défendu, et continue à défendre, ses électeurs, mais c'est au détriment des intérêts économiques généraux des pays danubiens.

Loin de moi la pensée d'attaquer ici la politique intérieure tchécoslovaque. Au contraire je l'approuve car, alors que presque tous les grands Etats européens défendent leur agriculture au moyen de tarifs douaniers, je considère que le parti agraire tchécoslovaque a simplement accompli son devoir envers ses concitoyens.

Le plan adopté le 16 février 1933 par les Etats de la Petite Entente en vue d'assurer leur action commune et amicale en politique internationale prend une signification plus grande encore si on le considère du point de vue économique.

C'est une vérité reconnue que la communauté des intérêts économiques provoque le rapprochement politique et que d'autre part tout rapprochement politique entraîne des rapports économiques plus étroits. Vérité compréhensible, les intérêts politiques et économiques se complétant mutuellement; en outre l'indépendance et la prospérité économiques d'un pays augmentent son importance politique.

A la dernière conférence des Etats de la Petite Entente a été adoptée toute une série de mesures destinées à assurer le rapprochement économique, telles : règlement des questions touchant la navigation danubienne, les relations postales, télégraphiques et téléphoniques. La question des tarifs préférentiels en particulier fut portée à l'ordre du jour. Enfin les banques d'émission des trois Etats alliés menèrent des pourparlers en vue d'une action commune.

Ces deux derniers points : tarifs préférentiels et coopération financière sont de première importance et leur adoption peut ouvrir une ère nouvelle d'amélioration de la situation économique des trois Etats alliés.

Au cours des six derniers mois de 1932 on a vu le bilan des échanges commerciaux entre la Tchécoslovaquie et ses alliés : Yougoslavie et Roumanie, devenir de moins en moins avantageux pour la Tchécoslovaquie et l'opinion tchèque commença à se demander si la cause n'en était pas dans le fait que la Roumanie et surtout la Yougoslavie restreignaient leurs importations de Tchécoslovaquie afin de mettre leur balance commerciale en équilibre et de développer leur industrie.

Cette explication est intéressante, mais ne me paraît pas tout à fait exacte. La Yougoslavie n'a pris aucune mesure particulière pour entraver le commerce avec la Tchécoslovaquie, et quant à l'industrialisation du pays; chacun comprendra qu'en ce temps de crise ce n'est guère possible. Aussi, pour expliquer cette diminution des importations tchèques en Roumanie et en Yougoslavie, je ne vois que l'affaiblissement des capacités d'achat de ces deux pays.

La tâche que la Petite Entente s'est donnée par l'accord du 16 février 1933 réclame une sérieuse préparation et sur-

tout la bonne volonté et l'esprit de conciliation de chacun des Etats participants.

En cette question de rapprochement économique des Etats danubiens, il est de toute importance de ne point perdre de vue, à côté des intérêts actuels, le développement économique futur et l'importance de ce rapprochement pour la situation économique de l'Europe entière.

L'accord du 16 février 1933 a clairement indiqué ce large dessein d'améliorer la situation actuelle et d'indiquer le vrai chemin conduisant à un futur rapprochement économique des Etats alliés.

L'organisation d'un comité économique et financier permanent des Etats de la Petite Entente prouve que les principes du pacte d'alliance ne resteront pas indiqués seulement sur le papier, mais devront dans le plus bref délai recevoir une forme concrète et devenir une vivante réalité.

ANNEXES

ANNEXE I

I. — LE PROBLEME AGRICOLE

La Commission d'étude pour l'Union européenne, placée devant ce problème, est immédiatement entrée dans la voie des réalisations, en s'occupant d'abord de la situation des pays agricoles. Pour qui veut, en Europe, tenter de chercher une issue aux difficultés de la crise, c'est vers les pays agricoles que doivent se diriger les premiers efforts. Leur pouvoir d'achat a été tellement affaibli que sa restauration et son accroissement offriraient aux pays plus spécialement industriels le stimulant d'une nombreuse clientèle active et élargie.

Les travaux prévus par la Commission d'études ont été accomplis par plusieurs conférences et sous-commissions.

On a, il est vrai, émis des doutes sur les résultats de ces travaux.

A ces doutes, les faits répondent. Il suffit de se reporter aux rapports qui ont été présentés à la Commission d'étude pour l'Union européenne pour voir qu'une œuvre très utile conduisant à des suggestions et à des solutions pratiques a été accomplie par les deux Conférences de Paris (février 1931), et par la Conférence internationale de Rome (mars 1931).

PROJET DE CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE AGRICOLE

Parallèlement se sont poursuivis, en vue de l'élaboration d'un projet pratique de crédit hypothécaire agricole, les travaux confiés par la Commission d'étude pour l'Union européenne en janvier dernier au Comité financier de la Société des Nations.

Ce projet est actuellement prêt. Si la Commission d'étude et le Conseil de la Société des Nations y donnent leur sanction,

le nouvel institut hypothécaire agricole pourra entrer en activité au début de l'automne prochain.

On voit donc, que loin d'avoir été stériles, les efforts accomplis en l'espace de trois mois par l'Union européenne ont été au contraire, efficaces. C'est la preuve que la méthode employée n'est pas mauvaise. Elle fournit un exemple de coopération internationale dont il convient de s'inspirer et elle mérite d'être continuée jusqu'à l'achèvement.

SYSTÈME DE PRÉFÉRENCE AGRICOLE

Convaincu que la détresse des populations de l'Europe centrale et orientale provient en grande partie de l'insuffisance des prix auxquels elles doivent vendre leurs céréales, le gouvernement français estime qu'il importe de compléter les mesures déjà envisagées en instituant, selon le vœu des intéressés, un système de préférence européenne au bénéfice de leurs blés.

Ce système préférentiel, tel qu'il le conçoit, n'infirme pas la clause de la nation la plus favorisée. La « préférence », en effet, doit avoir à ses yeux un caractère exceptionnel, le caractère d'une dérogation justifiée par les circonstances anormales et, par conséquent, variable avec celles-ci, et temporaire, et d'ailleurs limitée par la fixation d'un contingent déterminé, lui-même révisible.

Ainsi entendu, il ne semble pas que la préférence ait de quoi inquiéter les pays qui l'ont jusqu'ici combattue.

Les pays d'outre-mer, en particulier, paraissent s'être rendu compte, à Rome, qu'elle ne jouerait que sur des quantités pratiquement négligeables pour eux. En prenant comme base la moyenne des trois dernières années, on peut évaluer à 209 millions de quintaux les excédents de blé et de farine dont les neuf principaux pays producteurs du monde disposent pour l'exportation. Dans ce total, les pays danubiens ne figurent que pour neuf millions de quintaux, soit 4,3 %. Au surplus, ces blés n'entrent pas en concurrence avec les blés canadiens, australiens, argentins ou américains; ils sont d'une autre qualité; ils n'ont pas les mêmes acheteurs. Il s'agit moins de leur trouver de nouveaux débouchés que d'obtenir, pour eux, sur leurs marchés habituels, un meilleur prix.

Si donc l'octroi d'une préférence entraîne un sacrifice, ce

sacrifice ne sera fait, ni au détriment des autres pays exportateurs, ni au détriment des pays qui n'achètent pas de blés danubiens.

Le recours au système préférentiel n'exige pas non plus qu'une discrimination soit introduite dans les tarifs douaniers des pays acheteurs tels qu'ils existent. A leur entrée sur les territoires protégés, les blés, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, paient les droits en vigueur, et, de la sorte, le régime des prix, à l'intérieur des pays en question, ne subit aucun trouble. Mais une certaine proportion des droits acquittés, calculée de manière à assurer, autant que possible, aux producteurs, une rémunération suffisante, fait retour à ceux-ci.

Il n'y a donc pas, à proprement parler, que les Etats qui effectuent cette ristourne, prélèvement, aux frais de leurs contribuables, que les recettes régulières de leur budget; il y a seulement un manque à gagner, d'ailleurs peu élevé, sur une catégorie de recettes qui n'a jamais été considérée comme un moyen régulier de procurer des ressources aux budgets.

En pratique, le système que le gouvernement français préconise pourrait être ainsi conçu:

1° Les pays de l'Europe centrale et orientale constituent un bureau unique de vente en commun, de leurs blés;

2° Une commission, dans laquelle siègent les représentants des pays acheteurs et des pays vendeurs, fixe périodiquement les contingents appelés à bénéficier d'une préférence douanière;

3° La même commission, composée seulement des représentants des pays acheteurs, répartit ces contingents et fixe le montant de la préférence;

4° La préférence fait l'objet d'une ristourne versée au bureau central des pays vendeurs;

5° Le bureau central répartit ces sommes entre les différents organismes nationaux des pays vendeurs, qui, à leur tour, les font parvenir aux agriculteurs. Contingent et préférence peuvent d'ailleurs être soumis à révision s'il en est besoin.

Il ne semble pas qu'un pareil système soit d'une réalisation malaisée ni qu'il doive se heurter à des obstacles insurmontables.

QUESTION DE LA CONTRE-PARTIE

On peut se demander si les pays acheteurs qui accordent pour un contingent déterminé le bénéfice de la préférence aux pays vendeurs l'accorderont en quelque sorte gratuitement, ou s'ils auront droit en échange, à une contre-partie.

Certains pays, disposés à la préférence, feront valoir la crise que traverse leur propre industrie pour réclamer, en vue d'assurer l'écoulement de leurs produits fabriqués, un avantage douanier correspondant à celui qu'ils consentiront aux pays agricoles.

Cette conception peut être de nature à soulever des objections de la part des Etats qui ne seraient pas en mesure d'accorder une préférence aux blés des pays exportateurs de l'Europe.

Pour faire tomber ces objections, décidera-t-on que les avantages reconnus aux pays acheteurs de céréales danubiennes en contre-partie de la préférence concédée par eux seront étendus automatiquement à tous les Etats qui peuvent évoquer la clause de la nation la plus favorisée?

Entre ces deux conceptions, le gouvernement français ne veut pas choisir pour le moment. De toute manière, il croit que l'essentiel est de réduire au minimum les entorses faites à la clause de la nation la plus favorisée et, par conséquent, qu'il convient, ou de ne donner la contre-partie à personne, ou de l'ouvrir également à tout le monde.

Au reste, il considère que la question est complexe et qu'elle mérite d'être débattue; il ne prendra définitivement parti, qu'après cette discussion.

Il suffit aujourd'hui de s'engager, dans les conditions qui viennent d'être définies, sur le principe d'un système préférentiel temporaire, variable et limité, applicable aux blés exportés par les pays de l'Europe centrale et orientale.

Le gouvernement français est convaincu que ce système joint à la mise en œuvre d'un institut international de crédit hypothécaire à l'adoption des mesures suggérées par les conférences de Paris et de Rome et à l'action concertée des exportateurs pour régler l'écoulement des stocks, est de nature à apporter un soulagement immédiat, et dont les bienfaits seront accrus avec le temps, à la crise que subissent les Etats agricoles du centre et de l'Est européen.

Au surplus, en travaillant à améliorer la situation des habitants de ces pays, les Etats industriels de l'Ouest ne feront pas un sacrifice vain; la reconstitution du pouvoir d'achat des agriculteurs danubiens se traduira, en effet, par un accroissement de leurs besoins en produits fabriqués et les achats qu'ils faisaient autrefois dans les pays occidentaux et qui, depuis la crise, ont diminué de moitié, retrouveront et dépasseront leur ancien niveau.

II. — LE PROBLEME INDUSTRIEL

Les mesures que le gouvernement français préconise pour atténuer la crise agricole ne sauraient constituer qu'une partie d'un programme constructif; car les pays agricoles ne sont pas seuls à souffrir de la crise: celle-ci frappe également des pays à base industrielle. Il importe donc d'envisager le problème sous cet aspect.

La Société des Nations n'y a pas manqué. Depuis 1927, elle s'efforce de doter l'Europe d'une nouvelle charte économique.

Elle paraît avoir, à l'origine, considéré que des barrières douanières trop élevées, entravant l'écoulement et la circulation des marchandises, étaient la cause essentielle du malaise économique en Europe et dans le monde; c'est pourquoi elle s'est efforcée d'obtenir des intéressés eux-mêmes, un abaissement simultané et uniforme de leurs tarifs douaniers. Mais cette action entreprise par la Société des Nations était rendue singulièrement difficile par la crise, d'une ampleur et d'une durée exceptionnelles, qui, entre temps, avait surgi.

Après de longs et infructueux débats il a fallu renoncer à cette méthode.

On a voulu alors se rabattre sur l'idée d'une stabilisation des droits et arriver, du moins, à établir ce qu'on a appelé une « trêve douanière ». Le succès n'a pas été plus sensible.

Les efforts de la Conférence économique en vue de stabiliser le régime tarifaire résultant des effets de commerce n'ont pas non plus conduit jusqu'ici au résultat souhaité.

A la vérité, les droits de douane sont un effet et non pas une cause.

La cause, ou plutôt les causes, car elles sont multiples de la crise présente, c'est la rupture d'équilibre entre la production

des matières premières et la production des objets fabriqués, rupture due elle-même à des progrès techniques trop rapides et au rythme trop accéléré de la rationalisation au cours de ces dernières années; c'est le manque d'harmonie entre les principaux foyers et éléments de la production, chacun se développant pour soi-même, sans considérer les autres; c'est enfin, la répartition défectueuse des débouchés par un appareil mal agencé de distribution des biens.

NÉCESSITÉ DE DÉVELOPPER LES ENTENTES ENTRE PRODUCTEURS

Si l'on accepte ces vues, il faut convenir que le moyen de remédier à la crise, c'est de corriger le fonctionnement du mécanisme de la production et de la distribution, c'est de discipliner la production et la vente. C'est là, d'ailleurs la méthode et le type d'intervention internationale qui ont été employés ou suggérés pour le blé.

D'ores et déjà, la production des matières premières, l'industrie de transformation et la distribution des biens font l'objet de nombreux cartels.

Pour les matières premières, il suffit de citer la potasse, le cuivre, le zinc, l'étain, le mercure, l'aluminium, les superphosphates les sels gemmes.

Pour les produits fabriqués: l'acier brut, l'acier coulé, les rails, les tubes, les fils laminés, les wagons, les colorants, l'azote synthétique, les lampes à incandescence, les produits en émail, le linoléum, le gros matériel électrique, le sucre.

Dans l'industrie des transports, il convient de mentionner les nombreux « pools » maritimes qui surveillent le marché du fret.

On peut également classer ces ententes d'après leur degré de perfectionnement. Les unes déterminent des contingents nationaux, fixent les prix, répartissent les débouchés et exercent leur contrôle à tous les stades de la production et de la distribution. Les autres restreignent leur activité à l'un des stades de la production ou des échanges et se présentent comme des organismes moins complets. On en voit qui tirent leur puissance de leurs moyens purement techniques, d'autres qui la trouvent dans leurs moyens financiers.

Les unes et les autres ont-elles réussi?

Sans doute, elle n'ont pas empêché la crise de se produire. Mais, si elles avaient été plus nombreuses et plus anciennes, et conclues pour une durée plus longue, peut-être la crise économique eût-elle été évitée.

En tous cas, partout où les ententes existaient, partout où s'étendait leur rayon d'action, les effets de la crise ont été atténués et le marché a pu conserver un ordre relatif au lieu de s'effondrer.

A la vérité, si l'on promène son regard sur le monde économique, les ententes industrielles se présentent comme le seul élément d'ordre et d'organisation qui ait tenu bon.

Le gouvernement français estime que la vraie méthode, adaptée aux circonstances et déduite de l'expérience, c'est la méthode des ententes. L'étude du passé rejoint ici les leçons du présent: l'état de choses antérieur à la guerre, la constatation des obstacles auxquels s'est heurtée l'action économique de la Société des Nations, l'analyse des efforts qui viennent d'aboutir à la formation d'un cartel du sucre ou de ceux qui aboutiront bientôt à la formation d'une entente du blé, conduisent aux mêmes conclusions.

C'est de ce côté que s'ouvre la bonne voie: c'est au bout de ce chemin qu'on peut espérer arriver au résultat cherché.

La tâche à accomplir demeure considérable. Elle consistera à fortifier les ententes existantes, à élargir leur champ d'action, à en susciter de nouvelles.

Il faudrait, par exemple, que l'entente internationale de l'acier fut renforcée par un contrat à plus longue échéance et que son rayonnement géographique fut accru.

Il faudrait que l'entente des producteurs français, allemands et suisses de gros matériel électrique, conclue pour vingt ans, fut étendue à d'autres pays.

Il faudrait reprendre, activer et mener à bonne fin les négociations entamées entre les producteurs français, belges et allemands pour l'organisation du marché du charbon.

Il faudrait cartelliser des produits qui jusqu'ici sont restés en dehors de l'action internationale, mais qui dans l'économie occupent une place de première importance.

Ainsi, il semble qu'on pourrait soumettre à des accords les produits chimiques, autres que les colorants déjà cartellisés, en particulier les engrais artificiels.

Des accords partiels ont été conclus récemment dans l'industrie de l'automobile. Il serait donc possible d'arriver à une répartition du marché européen, par voie de contingents, entre les différents pays producteurs.

Dans les textiles, l'entente de la soie est encore rudimentaire; elle devrait être perfectionnée.

Les assises internationales que l'industrie lainière tient régulièrement fournissent, d'autre part, les éléments d'un rapprochement qui, sans trop de peine, devrait conduire à la formation d'un véritable cartel.

Pour le bois, il est évident que non seulement l'état anarchique du marché, mais aussi la nécessité de réduire d'une manière concertée l'abatage, rendent sensibles les avantages d'un accord international, et en faciliteront la conclusion.

LES ENTENTES PRIVÉES ET LES RÉDUCTIONS DE TARIFS

Au surplus, le gouvernement français ne se borne pas à préconiser la consolidation et la généralisation des ententes telles qu'elles ont été pratiquées jusqu'ici. Il estime que cette politique économique devrait être désormais conduite avec des préoccupations qui en renouvelleraient le caractère et en augmenteraient l'intérêt.

Jusqu'à présent, lorsqu'ils négociaient ou concluaient une entente, les producteurs, dans leurs calculs, considéraient toujours les droits de douane comme un fait acquis, comme une des données du problème, à laquelle il n'y avait rien à changer.

Leurs accords étaient établis, en quelque sorte, en fonction des droits de douane; ils pouvaient les stabiliser; il ne semblait pas qu'ils dussent exercer une influence profonde sur la politique tarifaire des Etats participants.

Aujourd'hui le gouvernement français considère que, si les ententes se multipliaient et s'étendaient, elles pourraient avoir une répercussion directe sur les tarifs de douane, et en modifier l'aspect.

En effet, dans tous les cas est suffisamment puissante, elle règle à la fois, la question des contingents et la question des prix. Elle réserve aux producteurs de chaque pays adhérent leurs marchés nationaux; et dans les réunions périodiques, elle fixe les

contingents venus de l'extérieur, qui y seront admis à des prix débattus et acceptés.

Dès lors, le droit de douane qui frappe à l'entrée ce produit cartellisé n'a plus l'importance qu'il avait sous le régime de la libre concurrence. S'il se justifie pour les quantités qui n'ont pas fait l'objet d'un contingent, il perd sa raison d'être, en tant que droit protecteur, pour les quantités contingentées, il devient pour cette catégorie de produits, inutile, car la protection de l'industrie nationale est déjà assurée.

Il est donc possible d'envisager un abaissement partiel des barrières douanières entre les différents pays sans heurter, en aucune manière, les intérêts des producteurs ni ceux des consommateurs, et sans troubler, en quoi que ce soit, l'économie de chaque pays.

Bien entendu, le tarif ne serait pas supprimé, car il faut pouvoir se prémunir contre le danger, de dumping. Mais on peut imaginer de rembourser le montant des droits à tous les produits qui seraient présentés en douane, et accompagnés d'un certificat d'origine délivré par la gérance, dûment accréditée, des cartels. De cette façon, les produits importés d'un pays à l'autre, à concurrence des contingents fixés par les accords industriels, seraient pratiquement exempts des droits de douane.

Un pareil système constituerait, d'ailleurs, une sorte de prime accordée à ceux qui accepteraient la discipline volontaire, tandis que les producteurs des pays réfractaires aux ententes internationales seraient exclus du bénéfice de l'exemption des droits. Il rendrait inopérants, au moins pour les produits cartellisés, les artifices — primes directes ou indirectes à l'exportation, — qui sont employés si fréquemment pour troubler les marchés et qui favorisent les concurrents déloyaux au détriment des autres.

Le gouvernement français ajoute, du reste, que s'il préconise cette méthode et s'il demande qu'on l'examine, il n'en rejette aucune autre pouvant aboutir au même résultat et qu'en particulier, il est prêt à continuer les négociations déjà engagées avec certains pays en vue d'un remaniement des tarifs en vigueur.

A la méthode des cartels, les objections, évidemment, ne manqueront pas. Elles manqueront d'autant moins, qu'il ne s'agit pas là d'un procédé nouveau et qu'on a eu, à maintes reprises, l'occasion de l'étudier.

On dira que la Société des Nations a voulu le patronner et

qu'elle a dû abandonner ses efforts. Mais les enquêtes de la Société des Nations n'ont pas été infructueuses. Elles ont remis l'idée en valeur; elles ont stimulé les initiatives; sans elles, le syndicat du sucre, qui vient d'être créé, n'aurait peut-être pas été réalisé. Le cartel du charbon, qui n'a pas été possible hier, sera peut-être constitué demain. Il ne suffit pas, pour qu'il reçoive le souffle et la vie qu'un programme soit juste en soi, il faut encore que les circonstances s'y prêtent et que l'heure lui soit favorable.

On dira que la méthode des ententes n'apporte pas de résultats immédiats, qu'elle exige des conversations pénibles, longues et minutieuses, et qu'étant révisible à des intervalles rapprochés, elle reste précaire et n'engendre pas une sécurité durable.

Mais, s'il est vrai que la conclusion des ententes a été jusqu'ici laborieuse, si les ententes conclues gardent un caractère de fragilité, il est permis de penser que leur négociation sera moins difficile et leur solidité plus grande, lorsque les gouvernements, lorsque la Société des Nations les prendront sous leur égide, stimuleront et aideront les initiatives privées.

Et surtout, il est manifeste que le projet d'union douanière austro-allemande, pour prendre corps, n'exigera ni moins de temps, ni plus de peine. Décider, en principe l'union douanière, c'est vite dit; la réaliser en fait, c'est plus long. Dans la pratique, les gouvernements allemand et autrichien seront obligés de reviser article par article, toute la convention commerciale, qui règle, à l'heure actuelle les échanges des deux pays. Sur la plupart de ces articles, il y aura discussion et résistance. On devra probablement établir des tarifs intermédiaires, pour ménager la transition et sauver un grand nombre d'industries autrichiennes, d'une chute brutale, car il ne faut pas oublier que le schéma dit « de Salsburg », établi en octobre 1918, avait, sur la demande des industries d'Autriche-Hongrie, prévu pour la moitié des positions de ce pays, des « tarifs intermédiaires », au cas de l'union douanière avec l'Allemagne.

Les commentaires qui ont accompagné la publication du projet dans les pays intéressés n'ont pas caché d'ailleurs, qu'un très long délai serait nécessaire avant que l'union fut achevée.

Enfin, quand on va au fond des choses, il apparaît que la méthode proposée par le gouvernement français n'est pas dans

son essence différente de celle que les gouvernements allemand et autrichien devront mettre en pratique.

Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'examiner un même article, une même matière, et d'en régler, par un accord, la production et la vente.

La méthode que préconise le gouvernement français, et qui n'est ni moins rapide, ni moins souple que la méthode austro-allemande et qui n'en diffère pas dans la réalité des choses, présente sur celle-ci des avantages incontestables.

Le programme français ne tient pas compte des frontières; il n'offre par suite aucun danger politique; il ne donne prise à aucun soupçon d'aucune sorte.

Il n'aboutit pas à la création d'unités économiques, vouées à devenir des rivales. Il ne laisse pas en dehors de l'action qu'il préconise la Société des Nations; il se réalise dans son sein et avec son aide.

Enfin, il ne rejette pas délibérément tout ce qui a été tenté jusqu'ici; il prend son appui sur l'expérience; il couronne dix années d'efforts incessants.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement français se croit en droit de penser que sa méthode est préférable à celle de l'union douanière austro-allemande.

Il propose, puisqu'une opération d'ensemble qui avait pour but l'abaissement soudain et simultané des droits de douane n'a pas réussi, d'organiser la vie économique des nations, matière par matière, produit par produit, sur un rythme accéléré, en développant la méthode des ententes et des cartels, sans acception de frontière politique, certain qu'ainsi, et non autrement, sera obtenu, sans trouble ni secousse l'élimination progressive des obstacles douaniers.

Il propose la réunion immédiate d'une Conférence analogue à celles qui se sont tenues à Paris pour étudier, dans l'esprit le plus réaliste, le problème du blé, ou la nomination d'un comité d'experts, analogue à la délégation formée par le Comité financier de la Société des Nations, pour dresser un plan pratique de crédit hypothécaire agricole.

Il propose que ce Comité, ou cette Conférence, soit chargé de déterminer quelles sont les ententes industrielles qu'il est le plus important et le plus facile de fortifier, d'étendre ou de

créer et quels sont les arrangements douaniers entre les Etats qui devraient compléter ces ententes.

Après quoi, le gouvernement français propose qu'avec l'aide des experts et sous l'égide des Etats, les professionnels soient invités à se concerter et à réaliser des accords, en vertu du plan établi, pour introduire plus d'ordre dans le régime de la production et des échanges et asseoir la paix sur une base plus solide.

III. — LA SITUATION SPECIALE DE L'AUTRICHE

Il serait désirable que le programme de redressement économique général de l'Europe pût être complété par des mesures exceptionnelles permettant d'apporter une aide immédiate et efficace à l'Autriche.

L'Autriche, qui apparaît au centre de l'Europe, comme une plaque tournante de ce continent, doit vivre principalement de son commerce extérieur avec les Etats européens. Dans les années normales, elle vend aux Pays industriels de l'Europe, 49 % de ses exportations, c'est-à-dire respectivement, 6, 10 et 12 % de plus que la Belgique, la France et l'Allemagne. Elle écoule, en outre, 28 % de ses exportations dans les pays agricoles européens dont elle est un des principaux fournisseurs.

L'Autriche est donc appelée à souffrir plus que tout autre pays du ralentissement des échanges entre les Etats européens que la crise économique oblige à se replier sur eux-mêmes, et l'on peut justement craindre que s'aggravent, de ce fait, les difficultés qu'elle a connues jusqu'ici.

Cet état de choses ne saurait laisser indifférente la communauté européenne pas plus que le gouvernement autrichien lui-même.

C'est pour le gouvernement autrichien un impérieux devoir de remédier au mal dans la mesure où il tient à des causes qui dépendent de son action.

Mais les puissances qui ont reçu de l'Autriche l'engagement solennel de ne pas aliéner son indépendance sans l'approbation du Conseil de la Société des Nations et qui sont tenues de veiller à ce qu'aucun acte ne vienne compromettre cette indépendance, ont aussi le devoir d'aider à sa prospérité économique dans la

mesure, tout au moins, où son existence libre en dépend. C'est le sentiment de cette responsabilité morale qui conduit le gouvernement français à estimer que dans une œuvre d'organisation européenne les difficultés économiques de l'Autriche doivent être prises spécialement en considération. Déjà, d'ailleurs, au moment de l'établissement des nouvelles frontières, l'opportunité de faciliter à l'Autriche ses échanges internationaux était apparue aux signataires du Traité de Saint-Germain, qui avaient prévu (art. 222), la conclusion, pour une durée de cinq ans, d'accords préférentiels entre l'Autriche et les pays issus de l'ancienne monarchie. Mais, pour différentes raisons qu'il n'y a pas lieu de rappeler ici, cette clause n'a pas reçu d'application.

Le gouvernement français propose que, sous les auspices de la Société des Nations, les Etats européens, qui sont les principaux clients de l'Autriche, examinent ensemble la situation de ce pays et recherchent avec lui, les solutions qui, compatibles avec leurs propres intérêts, sont en même temps, susceptibles d'améliorer la balance commerciale de l'Autriche, en élargissant ses débouchés.

Les facilités que les Etats intéressés sont appelés à accorder pourraient d'ailleurs varier avec chacun d'eux; tel pays pourrait accorder des réductions tarifaires sur certains articles, tel autre des avantages en matière de transport, etc...

Il conviendrait en outre, d'examiner si ces concessions devraient faire, ou non, l'objet d'une contre-partie de la part de l'Autriche. De l'avis du gouvernement français cette contre-partie ne devrait toutefois pas avoir de caractère préférentiel.

Convaincu que les difficultés que traverse l'Autriche ne sont que temporaires et correspondent à la période d'adaptation de l'économie de ce pays qui doit trouver dans la mise en valeur de ses richesses naturelles et notamment de ses forces hydrauliques des facilités nouvelles et prochaines pour son expansion économique, le gouvernement français pense que le régime spécial envisagé devrait, lui aussi, avoir un caractère provisoire.

La dérogation à la clause de la nation la plus favorisée, qui pourrait en résulter pour des produits autrichiens, serait ainsi strictement limitée dans le temps et dans son objet, et son caractère exceptionnel semble devoir lui assurer un accueil favorable de la part des pays tiers.

Le gouvernement français pense que ce régime ne doit pas

être établi par des arrangements bilatéraux, mais par des pourparlers menés en commun entre les divers Etats intéressés et l'Autriche.

Dans l'application du système de préférence agricole préconisé par le présent mémorandum, l'Autriche, en tant que l'un des principaux pays preneurs de céréales, sera appelée à fournir, par les abattements douaniers qu'elle devra consentir, un effort fiscal relativement plus considérable que les autres Etats. Il apparaît au gouvernement français que, pour tenir compte de cette contribution, comme pour les considérations d'ordre général qui précèdent, il est équitable et opportun que l'Autriche figure, avec des avantages correspondants à côté des autres pays de l'Europe centrale et orientale dans un programme d'entraide européenne.

IV. — PROBLEMES DE CREDIT

La mise en application du programme, qui vient d'être indiqué, doit avoir pour résultat d'établir, sur la base d'une collaboration ouverte entre toutes les puissances intéressées, une atmosphère de détente durable. Pareille atmosphère est indispensable à la réalisation des mesures de coopération financière sans lesquelles aucun plan de reconstruction européenne ne saurait être effectivement poursuivi.

Un mouvement de capitaux des pays qui disposent de balances créditrices vers les marchés déficitaires constitue, en effet, la condition préjudicielle de cette reconstruction.

Or, seule une détente effective succédant aux difficultés actuelles rendra possibles les opérations financières utiles, le marché français étant à même, pour sa part, de collaborer immédiatement avec les autres places détentrices de capitaux pour en assurer le succès, soit sous les auspices de la Société des Nations, soit dans le cadre élargi des relations privées de marché financier à marché financier.

D'ores et déjà, en ce qui concerne les pays agricoles et sur l'initiative du Conseil de la Société des Nations, le Comité financier et le Comité nommé par la Commission d'Etude européenne viennent de mettre sur pied un projet de crédit-hypothécaire dont l'application donnera aux agriculteurs de ces pays

les moyens d'obtenir les ressources à long terme qui leur font actuellement défaut, ou qui ne leur sont consenties qu'à des taux usuraires. Aussitôt, ses statuts mis en vigueur le nouvel organisme pourra se procurer, par voie d'émission d'obligations sur les différentes places, les capitaux indispensables à son fonctionnement.

Une nouvelle preuve se trouve faite que, dans un cas concret, s'agissant d'un objet déterminé, les organismes compétents de la Société des Nations sont pleinement capables de mettre sur pied une institution susceptible de rallier l'adhésion à la fois des gouvernements intéressés et des milieux financiers qui devront en assurer le fonctionnement selon les règles ordinaires en matière d'affaires privées. Pour sa part, le gouvernement français souhaite que le nouvel institut soit appelé à donner sa mesure dans le plus bref délai.

Il estime cependant que, parallèlement à cette première réalisation, ou à toute autre analogue qui pourrait être tentée, il serait non moins utile d'envisager résolument, dans un domaine voisin, une formule plus large encore d'intervention de la Société des Nations.

On observe, en effet, en se plaçant au point de vue général des besoins, de capitaux soit européens, soit des pays d'outre-mer, membres de la Société des Nations, qu'un grand nombre d'opérations en raison de leur volume doivent nécessairement se réaliser dans le cadre d'une coopération entre les banques des différents marchés, dans le double cas d'emprunts d'Etat pour des buts monétaires, ou pour le financement de grands programmes de travaux publics. Or, en l'absence d'un organisme international spécialisé, ces opérations entraînent à l'heure actuelle une concurrence le plus souvent inutile, voire préjudiciable, les différents marchés étant amenés à se mettre finalement d'accord pour les réaliser.

Pour cette catégorie d'opérations, le gouvernement français suggère, en ce qui le concerne, que le Comité financier de la Société des Nations soit habilité d'une manière permanente et à recevoir les demandes des Etats emprunteurs et à intervenir, d'accord avec eux auprès des banquiers des différentes places pour la constitution des groupes émetteurs qui, cela va de soi, devraient être rigoureusement internationaux. Ainsi pourrait être assurée de la manière la plus souple et la plus étroite la

liaison entre les organes directeurs des marchés prêteurs, trésoreries et banques émettrices, et les emprunteurs. L'appréciation des garanties offertes ferait l'objet d'un examen impartial le sort des litiges relatifs à l'exécution des contrats pouvant lui-même être confié à des instances internationales.

Peut-être même le Comité compétent de la Société des Nations pourrait-il être chargé d'étudier en même temps les conditions dans lesquelles seraient créés des titres véritablement internationaux jouissant sur tous les marchés de larges possibilités de libre circulation.

Le gouvernement français ne croit pas nécessaire d'insister sur l'intérêt que présenterait l'intervention systématique du Comité financier au moment où d'impérieux besoins de capitaux se font jour dans le monde entier.

En ce qui concerne les opérations n'entrant pas dans le cadre de la catégorie qui précède. opérations dont l'initiative, qu'elles soient à court, à moyen ou à long terme, serait laissée aux banques des différentes places, les institutions de crédit français ont toujours été désireuses de collaborer, avec les autres marchés créditeurs pour en assurer la réalisation. Des contacts fréquents ont d'ailleurs déjà été pris à cet égard. Indépendamment même des grandes opérations d'émission qui ont pu avoir lieu sur le marché de Paris, on rappelle que la Banque de France vient de constituer récemment un groupement de fait d'un certain nombre de banques françaises, groupement qui s'est déclaré disposé, soit à s'entendre avec les groupes analogues constitués dans d'autres pays, soit à intervenir directement pour assurer dans la limite de ses disponibilités la satisfaction de besoins susceptibles de se révéler en matière de crédit à moyen terme.

Certains milieux agricoles ayant, d'autre part, eu l'occasion d'insister sur l'intérêt que présenterait un développement donné aux opérations de financement des récoltes, le gouvernement français est prêt à aborder, pour sa part, les banques françaises spécialisées dans ce genre d'opérations et à examiner avec elles les formules concrètes qui se révéleraient susceptibles de réalisation, soit en France, soit, de préférence, d'accord entre les principaux marchés.

Enfin, une amélioration sensible dans les relations internationales doit, en tout état de cause, se traduire sur tous les

marchés par un développement nouveau des opérations normales, développement rendu actuellement difficile par l'atmosphère politique.

Ce développement porterait, en particulier sur les opérations suivantes.

1° Admission plus libérale à la cote des différentes places nationales des valeurs de première qualité actuellement trop souvent cotées sur leur seul marché d'origine, de semblables cotations devant permettre aux sociétés intéressées de se faire mieux connaître au dehors et partant d'y obtenir plus aisément des capitaux;

2° Participation plus active des différentes institutions de crédit nationales à des opérations de placement à l'étranger, soit sur leurs réserves, soit sur le produit d'obligations émises par des organismes spécialisés;

3° Facilités sans cesse élargies pour le placement sur les marchés créditeurs, par appel au public, d'émissions étrangères sérieuses, qu'il s'agisse d'emprunts de collectivités publiques, de sociétés concessionnaires ou de sociétés privées.

Une large politique de collaboration européenne doit permettre dans ces trois directions, des progrès limités exclusivement par la nécessité de fournir aux souscripteurs privés les garanties financières indispensables. C'est dire que le programme ainsi résumé correspond à des réalités concrètes et doit donner des résultats positifs.

Dans l'application des mesures dont les grandes lignes viennent d'être tracées, il va de soi que les premiers efforts seraient consacrés aux pays dont la situation particulière réclame des concours urgents.

A cet égard, l'action que le présent mémoire envisage en faveur de l'Autriche sur le plan industriel serait naturellement complétée par une action parallèle sur le plan financier.

Il va de soi également que les différentes parties du programme constructif que présente le gouvernement français sont solidaires et que l'intervention du facteur financier devrait accompagner, dans le domaine industriel, la formation des ententes qui éviteront une concurrence anarchique dangereuse pour les pays prêteurs.

Mais, surtout, il est clair, et l'on ne saurait trop y insister, qu'un pareil programme, pour être réalisable, suppose en Eu-

rope, une volonté générale d'apaisement. Faute d'une pareille volonté, les épargnants des différents pays, soucieux, au premier chef, de sécurité, continueront à se dérober devant les placements à l'étranger, quelles que soient les mesures prises par les gouvernements pour les associer à leurs efforts. Ainsi les difficultés financières rejoignent en définitive les nécessités politiques, toute solution ne pouvant que se révéler sans issue, qui ne serait pas fondée sur une adhésion collective à un plan de réorganisation européenne.

ANNEXE II

AIDE MEMOIRE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ADRESSE AUX GOUVERNEMENTS ALLEMAND, ITALIEN ET ANGLAIS

(2 MARS 1932)

Dans son dernier rapport sur la situation financière de l'Autriche et de la Hongrie, le Comité financier de la Société des Nations a attiré l'attention sur la nécessité où elles se trouvent d'établir, le plus tôt possible, avec certains de leurs voisins des relations économiques plus étroites, et il a marqué qu'à la solution de ce problème est subordonné le rétablissement de la confiance des marchés financiers dans la capacité de paiement de ces deux pays.

L'Autriche et la Hongrie ne sont pas seules atteintes : dans toute l'Europe danubienne, même phénomène de resserrement des crédits, même ralentissement des transactions. Tandis que les Etats agricoles incapables d'écouler leurs céréales, voient diminuer leur pouvoir d'achat les Etats industriels se trouvent dans l'impossibilité d'écouler leurs productions dans les pays qui sont leurs débouchés naturels.

La crise mondiale est pour une part la cause de cette situation ; mais elle n'est pas la seule ; il en est d'autres, propres, aux pays danubiens auxquelles il importe de porter remède sans retard, non plus par des solutions partielles et par des palliatifs qui se sont avérés inefficaces, mais par des solutions plus larges. Aussi longtemps que les prêteurs auront le sentiment que les causes du mal subsistent, subsistera aussi la crise de confiance signalée par le Comité financier, et avec elle le danger aggravé d'un effondrement financier qui aurait sa répercussion dans toute l'Europe centrale.

Le Gouvernement français estime qu'il est temps d'apporter

à la situation des remèdes d'ensemble qui, dans l'inefficacité constatée des solutions particulières, peuvent seules permettre d'assainir la situation.

Le Gouvernement français a été heureux de constater quand il a fait connaître les vues ci-dessous exposées, que le gouvernement britannique avait été en même temps que lui conduit à des conclusions analogues, puisqu'il a récemment posé la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'envisager la formation d'une Union douanière entre les pays dont il s'agit. Le gouvernement français croit que la réalisation d'une telle union se heurterait à des obstacles insurmontables, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique et il lui paraît que, sur ce point spécial, le gouvernement britannique est aujourd'hui du même avis. Mais, sur ce but, à savoir le resserrement et le développement des liens économiques entre les pays danubiens, les deux cabinets de Paris et de Londres sont manifestement d'accord. Le gouvernement français considère toutefois que le résultat recherché peut être obtenu par des combinaisons à base préférentielle, sur lesquelles il n'a pas à l'heure actuelle une doctrine arrêtée, mais dont la nécessité lui paraît s'imposer.

Des échanges de vues approfondis sont nécessaires pour déterminer les modalités d'un régime tenant compte des intérêts divers qu'il s'agit de concilier. C'est aux cinq pays en cause qu'il convient de laisser le soin de procéder à des conversations. Il va de soi que le régime qui en sortira, pour être viable, devrait tenir compte aussi, dans toute la mesure du possible, des intérêts légitimes des Etats tiers. Toutefois, le gouvernement français redouterait que des conditions ou des limites fussent à l'avance fixées aux conversations qu'il préconise. Ce n'est que lorsque les cinq Etats en cause se seront entendus qu'il y aura lieu de saisir de leurs conclusions, pour les mises au point définitives et pour tels accords complémentaires qui pourront être nécessaires, les organismes compétents de la S. D. N.

La réorganisation économique étant la condition préalable de la restauration financière, il importe d'aller vite et d'aider les gouvernements directement intéressés à vaincre les résistances d'ordres divers auxquelles elles peuvent se heurter.

Le gouvernement français qui, dans ces conditions a le seul souci de servir l'intérêt général européen, souhaiterait pouvoir coordonner son action avec celle des gouvernements auxquels

la situation de l'Europe danubienne n'inspire pas moins de préoccupations qu'à lui-même. Il serait donc heureux de pouvoir se concerter avec les gouvernements italien et britannique pour déterminer dans quelles conditions l'attention des gouvernements autrichien, hongrois, roumain, tchécoslovaque et yougoslave, pourrait, à bref délai, être attirée que la nécessité de francs et complets échanges de vues entre eux, en vue du resserrement de leurs relations économiques et, ultérieurement, de leurs situations financières, budgétaires et monétaires.

ANNEXE III

DISCOURS DE CLOTURE DU PRESIDENT DE LA CONFERENCE

(20 SEPTEMBRE 1932)

Messieurs, vous trouverez naturel que mes premières paroles soient un salut de reconnaissance adressé à l'Italie, qui nous reçut avec tant d'égards.

La Conférence unanime prie Leurs Majestés le Roi et la Reine d'Italie, le Président du Conseil, chef du Gouvernement, de vouloir bien agréer l'expression de leur respectueuse gratitude. Elle entend associer à cet hommage M. le député de Stresa et toutes les autorités locales qui ont eu pour chacun de nous les plus aimables prévenances.

L'Italie nous a offert cette hospitalité, qui est de tradition chez elle et dont nous goûtons tous les jours le charme. Nous garderons dans l'esprit l'inoubliable souvenir de ces rives ensoleillées du lac Majeur, où l'éclat du soleil et la douceur du paysage rapprochent les hommes et facilitent leur entente.

Enfin, Messieurs, nous devons encore notre gratitude à l'Italie pour nous avoir donné, parmi tous les techniciens remarquables qu'elle compte, deux délégués illustres par leur haute compétence, M. l'Ambassadeur de Michelis, qui fut l'un des guides les plus sûrs de nos délibérations économiques, et M. Bianchini, dont nous avons écouté avec tant de profit les conseils financiers.

Vous comprendrez, Messieurs, que j'aie tenu à adresser, en votre nom, un salut tout particulier et personnel à ceux dont nous avons l'honneur d'être les hôtes. J'entends réserver aussi une place particulière aux rapporteurs de nos deux Commissions, M. Schüller et M. Van Zeland, dont vous conserverez,

comme des documents essentiels, les rapports si documentés et si clairs, et au président de la Commission des finances, M. Bachmann, qui dirigea avec tant de tact ces difficiles débats, ainsi qu'à MM. Avenol, Stoppani et de Bordes, qui nous apportèrent le concours éclairé des techniciens de la Société des Nations.

Je remercie MM. de Michelis, Addison, Posse, Madgearu de leurs félicitations si amicalement exprimées. Mais je tiens à leur répondre que si la Conférence de Stresa a pu aboutir à quelques résultats, c'est grâce à votre labeur tenace de ces quinze jours qu'elle le doit. Comment en aurait-il été autrement, alors qu'à la tête de toutes les délégations, je reconnais justement des hommes qui ont étudié ces questions ardues, avec un soin minutieux, pendant des années, au cours de toutes les réunions internationales où elles furent traitées. Nos discussions furent ardentes, certes : elles ne cessèrent jamais d'être cordiales. Un esprit de camaraderie a constamment régné entre nous tous, mes chers collègues, et ce fut la raison de notre succès ; je tiens aujourd'hui à le proclamer.

Messieurs, vous me permettez, enfin, de remercier notre secrétaire général, M. Stencek, qui a rempli avec une admirable conscience son rôle difficile, M. Baumont ainsi que tous leurs collaborateurs, secrétaires et dactylographes, qui ont travaillé sans relâche, souvent la nuit, et pour vous fournir en temps utile les documents nécessaires à vos travaux.



Lorsque, il y a trois mois, la Conférence de Lausanne décida de créer notre Comité pour la reconstruction de l'Europe centrale et orientale, il faut reconnaître qu'on n'attacha pas, tout au début, beaucoup d'importance à cette initiative. Et même, lorsque, il y a quelques semaines, on annonça pour la première fois la réunion de notre Conférence à Stresa, on accueillit, dans certains milieux, cette nouvelle avec quelque sévérité. Les plus optimistes déclaraient que notre réunion serait sans importance et sans résultats. D'autres, moins indulgents, allèrent parfois jusqu'à prétendre que notre Conférence ici donnerait le spectacle de désaccords et de conflits insolubles qu'il aurait mieux valu dissimuler.

Mais, au fur et à mesure que vous avez travaillé et que les résultats de vos délibérations ont été connus, l'opinion s'est peu à peu modifiée. Vous avez pu voir, à travers les articles de la presse même, l'évolution qui s'est produite dans les esprits, puisque, il y a peu de jours, l'un des organes les plus importants et les plus qualifiés de la presse européenne écrivait que « la Conférence de Stresa marquait une étape fort importante dans l'œuvre de reconstruction européenne ». Selon la forte expression qu'employait tout à l'heure M. Posse, nous avons vécu une heure historique.

Il faut reconnaître, Messieurs, que ce pessimisme dont nous étions entourés à nos débuts était amplement justifié par les expériences passées. L'insuccès des diverses conférences que je vous énumérais dans mon discours d'ouverture restait dans toutes vos mémoires, et vous disiez, à juste titre : Pourquoi pourrions-nous réussir, après que tant d'hommes éminents avaient échoué ?

Pour expliquer notre entente, il y a, Messieurs, deux raisons essentielles. D'abord, nous sommes arrivés ici en techniciens, préoccupés d'un problème important qu'ils entendent résoudre en y appliquant objectivement toutes les forces de leur esprit, et nous avons résolument banni, les uns et les autres, toute combinaison ou vue politique. Les délégués du bloc agraire, dont M. Madgearu fut l'éloquent porte-paroles, nous avaient déjà montré la voie en préparant sur des bases solides l'entente des pays agricoles. C'est donc en experts, en experts seulement, que nous avons travaillé. Et si, Messieurs, nous avons été fortifiés dans notre résolution d'impartialité, c'est parce qu'en écoutant ici les exposés saisissants de la vie européenne contés par les témoins eux-mêmes, vous avez eu tous la conviction qu'il n'y avait plus, pour agir, un instant à perdre.

Quelles sont, Messieurs, les idées maîtresses des travaux que vous venez d'approuver ? Essayons de les dégager.

D'abord, vous avez affirmé que si l'on voulait vraiment obtenir un redressement durable en Europe, il fallait résolument aborder le problème dans son ensemble et dresser un plan européen. Le Comité financier de la Société des Nations avait dû reconnaître lui-même l'inefficacité de mesures isolées. Non, ce n'est pas en apportant une aide de dernière heure à tel ou tel Etat, pris séparément, qu'on peut fournir un remède durable

aux maux dont souffre l'Europe. Une telle politique est aussi nuisible à l'emprunteur qu'au prêteur. Le remède n'a qu'un effet peu durable. Quelque temps après qu'il a été appliqué, le mal reprend avec plus de violence que la veille.

C'est là, Messieurs, toute la nouveauté et toute la force de notre plan. S'il y a, aujourd'hui, certains rares pays qui ont, sur quelques points, marqué un peu d'hésitation à accepter toutes nos vues, je leur demande de ne pas tarder à venir à nos côtés.

L'œuvre, pour être féconde, a besoin d'être générale. Tous les Etats doivent être présents, si nous voulons réussir à accomplir notre lourde tâche. Non seulement ils pourront ainsi satisfaire à un idéal généreux et élevé, mais ils y trouveront aussi leur avantage matériel; les uns parce qu'ils y regagneront peu à peu leur crédit, les autres parce qu'ils verront à nouveau s'ouvrir des débouchés qui s'étaient fermés devant eux pour le plus grand dommage de leur commerce et de leur industrie.

La deuxième idée qui ressort de vos travaux, c'est l'affirmation du péril mortel que court l'Europe, si elle continue à multiplier les barrières, les restrictions, les prohibitions et toutes les entraves à la liberté des échanges. Votre pensée, Messieurs, sur ce point, a été si unanime et votre conviction si ardente que vous avez, après mûre réflexion, dépassé presque le cadre primitif qui vous était tracé et que vous avez voulu écrire dans notre rapport que ce n'étaient pas seulement les pays de l'Europe centrale et orientale, mais aussi tous les pays de l'Europe qui devaient progressivement, avec les ménagements nécessaires, revenir à un régime de liberté. Les abus des restrictions commencent enfin à ouvrir les yeux des peuples. Ils s'aperçoivent qu'ils n'apportent à leurs maux qu'un soulagement passager et que cette politique à courte vue prolonge la crise et conduit sans conteste l'Europe vers des difficultés qu'elle ne pourrait plus parvenir à surmonter.

Au point de vue financier, vous avez affirmé avec force certaines vérités essentielles.

Pas de bonnes finances sans un budget sévèrement équilibré et sans un contrôle rigoureux des dépenses engagées.

Pas de crédit et, par conséquent, pas de relèvement durable possible, si chaque Etat ne donne pas à tous ceux à qui il a fait appel, en des jours difficiles, la conviction qu'il n'a négligé au-

cun effort pour exécuter ses engagements. Et si, en raison des difficultés particulières dues à la crise économique présente, un débiteur est amené à demander un certain aménagement de ses obligations contractuelles, il doit entrer en rapport directement et en temps utile avec ses créanciers, seuls qualifiés pour lui consentir les allègements qui s'avèreraient nécessaires.

Mais, si vous avez entendu donner avec votre autorité des conseils essentiels, vous avez parfaitement compris que ce rôle n'était pas suffisant. Et vous avez prévu l'institution d'un fonds de secours monétaire — d'un fonds de solidarité européenne. D'accord avec les Etats bénéficiaires, la Conférence a décidé que cette action de secours monétaire pourrait être utilement exercée lorsque l'assainissement intérieur aurait été poussé à un point suffisant pour que l'aide extérieure ne risquât pas de rester vaine.

Il faut reconnaître que la Conférence de Stresa ne constitue, dans l'œuvre de reconstruction européenne, qu'une étape. Nous avons laissé à la Commission de l'Union européenne le soin de définir plus étroitement les conditions dans lesquelles serait constitué le « fonds commun » européen. J'aurais souhaité qu'il fût plus complètement défini. J'aurais voulu qu'ici même on eût prévu sur quelle base serait assise la contribution dont chaque Etat doit s'acquitter. La Commission de l'Union européenne devra préciser ce point, et je pense qu'elle devra le faire immédiatement et que ce sera là l'une de ses tâches essentielles.

Enfin, Messieurs, vos délibérations sont la meilleure réponse à tous ceux qui ont soutenu que la Conférence de Stresa aurait dû être ajournée après la Conférence mondiale.

Eh non ! mes chers collègues, certains d'entre vous l'ont dit avec éloquence, votre situation ne vous permet pas d'attendre, pendant des mois encore, les décisions qui sont urgentes. Notre mérite sera d'avoir établi des projets qui, tout de suite, peuvent être mis en vigueur. Il en est ainsi, par exemple, de la Convention pour la revalorisation des céréales, qui doit être l'élément essentiel de votre relèvement. Elle est clairement rédigée. Demain, si l'on veut, elle peut être appliquée.

Sur d'autres points, sans doute, fort sagement, vous avez estimé que la décision définitive appartenait à la Conférence mondiale et que vos recommandations prendraient une autorité

et une force nouvelle si elles recevaient une consécration plus générale. Mais là encore, vous avez tracé les voies, vous avez établi les principes dont aucune réunion internationale future ne pourra manquer de s'inspirer.

Tous nos projets sont fondés sur une grande et féconde idée de solidarité. Avec un faible sacrifice, librement consenti par chacun, des résultats considérables peuvent être obtenus. Songez à la force morale que représenterait une telle institution si, en même temps, l'Europe se débarrassait peu à peu des entraves qui gênent ses échanges.

Cette œuvre de solidarité, ici ébauchée, prendra-t-elle vie? Il dépend de vous, il dépend de nous tous. Rentrés dans nos pays, oublierons-nous trop vite les récits dramatiques que nous avons entendus? Comprendrons-nous que les mesures égoïstes que nous adoptons souvent, croyant défendre utilement les intérêts nationaux, précipitent en vérité la ruine de nos pays? Oublierons-nous l'atmosphère d'entente qui a régné à Stresa, l'effort de conciliation et de concorde qui y a été accompli?

Je ne puis le croire. Je pense que, rentrés dans vos foyers, vous travaillerez tous à réaliser par l'action de vos gouvernements et de vos parlements les projets que nous avons ici préparés et qui sont urgents. C'est notre devoir de participer à cette grande tâche. Pour ma part, au nom de la délégation française, je n'y manquerai pas.

ANNEXE IV

MESURES IMPLIQUANT LA COLLABORATION DE L'EXTERIEUR

ORDRE ECONOMIQUE

La Commission a, comme de raison, délibérément écarté l'examen de toute mesure particulière d'ordre économique. Toutefois, elle s'est trouvée amenée à dégager quelques considérations générales qui se réfèrent directement aux vœux qu'elle exprime en matière financière ou sont de nature à influencer éventuellement sur eux.

En premier lieu, sans vouloir émettre aucun avis sur l'évolution ultérieure des prix, il convient de remarquer que, si les prix en général, et nommément les prix des produits agricoles, se relevaient, une part des difficultés dont nous nous occupons, en tant du moins qu'il s'agit de l'avenir, trouveraient plus facilement leur solution. C'est assez dire quel intérêt présente la réussite des efforts entrepris pour valoriser le prix des céréales en Europe centrale et orientale.

L'œuvre poursuivie à Stresa forme partie intégrante de l'œuvre de la prochaine conférence économique et financière mondiale, et les résultats de celle-ci influenceront à leur tour sur l'application de nos recommandations.

Enfin — et la Commission considère ce point comme essentiel — on ne saurait assez répéter que le rétablissement de conditions normales d'échanges de marchandises sera le meilleur et le plus sûr moyen de consolider une amélioration dans l'ordre financier, et reste une condition *sine qua non* du succès des mesures propres dont nous allons parler,

ORDRE FINANCIER

A. DETTES

De l'exposé fait par quelques délégués, il découle que, dans les circonstances actuelles, certains pays se considèrent comme incapables de faire face à l'ensemble des transferts ou même, dans l'un ou l'autre cas, à l'ensemble des paiements envers l'étranger, nécessités par le service intégral de leur dette à long terme. Quant à la plupart des pays où se trouvent d'importants capitaux étrangers à court terme, il ressort des exposés faits qu'ils ne sont pas à même de faire face au remboursement massif et immédiat de ces fonds.

La Commission n'a pu manquer de reconnaître que les conditions économiques actuelles ont sensiblement augmenté la charge des dettes extérieures, tant publiques que privées, des Etats de l'Europe centrale et orientale, et que, si ces conditions devaient se maintenir, leur situation s'en trouverait aggravée.

En ce domaine des dettes plus qu'en aucun autre s'accusent les différences profondes qui existent entre les divers Etats de l'Europe centrale et orientale. Il ne peut donc, en aucune manière, être question de concevoir ou d'appliquer une solution unique.

Dans certains de ces pays dont les données sont annexées au présent rapport, le problème ne se pose pas, ou tout différemment; ailleurs il est déjà en voie de solution, ou soumis à des négociations en cours. Toute décision, quelle qu'elle soit, relève uniquement des créanciers eux-mêmes; les solutions qu'il conviendra d'apporter aux difficultés du moment doivent être recherchées et mises au point par des négociations directes entre créanciers et débiteurs.

En abordant ce délicat problème, la Commission a cru nécessaire avant tout d'affirmer des principes dont la méconnaissance entraînerait des maux plus graves encore que ceux auxquels nous essayons de parer.

Un engagement une fois pris est définitif; il doit s'exécuter intégralement et d'après la mesure stipulée au contrat. Si des circonstances se produisent qui sont plus fortes que la volonté ou la capacité du débiteur, elles entraînent pour les parties une

situation nouvelle en vertu de laquelle le créancier doit pouvoir se rendre compte de la situation réelle du débiteur et réclamer des garanties pour la sauvegarde de ses intérêts. Mais en même temps, on peut dire qu'une telle situation doit inciter le créancier à faciliter au débiteur le retour à des conditions normales.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que nous nous trouvons actuellement au cœur de la crise, de sorte que les mesures qu'il convient de prendre doivent plutôt avoir un caractère temporaire que définitif.

Suivant la ligne de ces principes, certains délégués de pays débiteurs ont tenu à déclarer que, dans leur esprit, les mesures prises, quoique difficiles parfois à justifier en droit, constituaient des mesures conservatoires des intérêts des créanciers.

L'intérêt direct des débiteurs exige d'ailleurs que, dans le domaine de leurs dettes, ils ne perdent en aucune manière de vue la nécessité de sauvegarder l'avenir de leur crédit.

Répétons que tout le problème des dettes se trouvera simplifié par la disparition ou l'abaissement graduel des entraves au commerce international en général; inversement, l'aggravation ou le maintien de ces entraves, accentuant la stagnation des affaires, compliquerait le problème au point de le rendre inextricable dans certains cas.

L'abolition des restrictions au commerce des devises peut, dans certains cas, exiger un aménagement au moins temporaire des dettes extérieures. Nous nous référons à cet égard à ce qui sera dit plus loin.

A la lumière de ces considérations, abordons le problème. Celui-ci est différent, suivant qu'il s'agit de dettes à court terme ou à long terme.

1. DETTES A COURT TERME. — Une des caractéristiques générales de la crise réside dans la rupture d'équilibre entre les capitaux; celle-ci revêt deux formes principales : d'une part, l'excès de capitaux maintenus sous la forme du court terme; d'autre part, l'emploi à des investissements à long terme de fonds obtenus à court terme, ou leur immobilisation, en fait, par suite de la crise.

Ces désharmonies ont fait doublement sentir leurs effets dans plusieurs pays de l'Europe centrale et orientale. Tout d'abord, une série de crédits sont « gelés », c'est-à-dire que

les débiteurs sont matériellement hors d'état de les rembourser à brève échéance. Ensuite, même lorsque les capitaux sont mobiles à l'intérieur des frontières nationales, les moyens de transfert à l'étranger font défaut.

Soulignons qu'il existe, dans certains cas, des situations analogues à celles qui naissent trop souvent dans la vie des affaires et que les banquiers connaissent trop bien. Il s'agit d'un risque inhérent aux placements de fonds. Il doit être supporté par les parties et traité suivant les règles habituelles du droit privé.

Nous constatons un double fait : des fonds prêtés à court terme sont immobilisés dans des placements à long terme; des crédits à court terme et resté liquides ne peuvent être remboursés à l'étranger faute de moyens de transfert.

Même dans l'hypothèse d'un relèvement sensible des prix des produits exportables, la mobilisation et le transfert immédiat de toutes les créances à court terme apparaissent improbables.

Les accords actuels de prorogation (stillhalte), qui ont été conclus dans l'opinion qu'ils ne seront que d'une durée provisoire, présentent d'évidents inconvénients. Dans certains cas, ils ont massé les échéances, accrues encore des arriérés, et les ont ramenées à une date fixe, accentuant ainsi la difficulté de la solution. Ils ont, à l'intérieur de chaque pays, empêché la liquidation des créances intrinsèquement mauvaises et arrêté ainsi un processus douloureux, mais normal, d'assainissement et de réduction. Les moratoires de transferts, officiels ou de fait, ont les mêmes inconvénients — et d'autres encore!

A l'abri de ces accords, les créateurs et les débiteurs auront à négocier directement sur d'autres arrangements à prendre pour l'avenir. Nous ne sommes pas compétents pour dire quels accords offrant moins d'inconvénients pourraient dès à présent être conclus. Sans doute, le moment n'est pas venu encore d'arrêter des solutions définitives. L'évolution de la crise et l'amélioration possible ou probable de la conjoncture dénoueront automatiquement, on peut l'espérer, de multiples difficultés.

Cependant, il est dans l'intérêt des deux parties, créanciers et débiteurs, de corriger dans toute la mesure du possible les défauts que la pratique a révélés.

L'échange de vues au sein de la Commission a dégagé un

certain nombre d'idées dont l'application, dans certains cas, apparaît possible dès à présent et aurait des résultats heureux au point de vue général.

La procédure du règlement devrait être aussi souple que possible. Un moyen d'arriver à cette souplesse consisterait dans le développement des négociations individuelles, menant à des accords directs. Peut-être les deux parties ressentiront-elles, à un certain moment, le besoin de recourir à des enquêtes approfondies, menées par elles-mêmes, ou sous la direction d'organismes à la fois compétents et impartiaux. En tout cas, il faudrait que, comme conséquence de ces accords, la balance des paiements soit allégée du poids d'un arriéré actuellement considérable.

Une observation s'impose : les mesures de « blocus » des fonds mettent les créanciers étrangers dans les situations toujours difficiles et parfois critiques; certains d'entre eux ne pourraient, sans s'exposer eux-mêmes gravement, accepter purement et simplement la transformation à moyen ou long terme de leur créances à court terme. Il va de soi que, cet aspect du problème ne peut, à aucun moment, être perdu de vue.

Dans plusieurs cas, les créances à court terme sont non seulement maintenues forcément dans le pays, mais encore frappées de restrictions supplémentaires à l'intérieur même des frontières. Il en résulte que la situation des créanciers étrangers est moins bonne que celle des créanciers nationaux. Pour expliquer cette anomalie, on invoque la nécessité d'éviter une brèche, qui rendrait vaines les autres mesures de protection des changes. Mais dans cette explication gît, en tout cas, la limite extrême que ne peuvent en aucune hypothèse dépasser ces différences de traitement.

Les fonds appartenant aux étrangers doivent au moins pouvoir être consacrés à des usages de capitaux à l'intérieur du pays.

Mais il y aura lieu d'envisager leur libération graduelle au sein des frontières et leur utilisation progressive au paiement de marchandises exportées.

Enfin, il faut que, le plus tôt possible, les créanciers étrangers puissent choisir leur débiteur à l'intérieur et éventuellement jouir de tous avantages qui seraient accordés aux créan-

ciers nationaux. S'il en était autrement, le créancier pourrait demander des garanties compensatoires.

Dans le processus de libération et de transfert, l'on pourrait établir des distinctions et des priorités, suivant l'origine ou la nature de ces fonds. Ainsi l'on comprendrait qu'on libérât avant les autres les fonds afférents à des transactions commerciales; on pourrait, au contraire, comprendre le maintien plus prolongé d'ouvertures de crédits qui, sous le mouvement incessant des effets renouvelés, possèdent un caractère plus permanent.

Les sommes dues à court terme et dont le transfert est suspendu proviennent de multiples sources; il faut cependant mettre dans une catégorie spéciale les sommes provenant du paiement des coupons de la dette qui, ne pouvant être transférées, sont versées à des comptes de « trustees » ou à des comptes spéciaux. Ces sommes devraient, en tout état de cause, être disponibles à l'intérieur pour les porteurs qui désirent y toucher leurs coupons. C'est là un aspect du problème des dettes à long terme, mais il pèse à la manière des dettes à court terme sur la balance des paiements.

Signalons encore pour mémoire les fonds prêtés par la Banque des Règlements internationaux aux Banques d'émission, pour faciliter leur action monétaire au moment où se retireraient d'autres capitaux; ces prêts ont eu un caractère spécial de secours. Ils ne sont point bloqués, mais il est clair qu'ils constituent un des éléments du problème.

Chaque cas, nous l'avons dit, doit être examiné et traité séparément. Il n'échappera pas, cependant, que des relations existent entre les problèmes tels qu'ils se posent dans les différents pays, et que, dans certains cas, des négociations entre plusieurs groupes d'intéressés peuvent s'imposer.

Mais si les créanciers sont amenés ainsi à consentir des concessions aux débiteurs, ils seront à coup sûr fondés à obtenir des garanties adéquates là où ils jugeraient nécessaire de le demander.

La mesure qui formera la contre-partie essentielle de ces concessions et la meilleure garantie pour l'avenir, ce sera la suppression des restrictions en matière de change et de commerce.

Inversement, la Commission reconnaît que, dans maints pays, il serait impossible d'abolir promptement les restrictions

de change si des accords n'étaient point conclus, réglant le problème des dettes à court terme.

Toutefois, au sujet de cette question de dettes à court terme, certains délégués ont fait valoir que, sur quelques-uns des points soulevés et en particulier en ce qui concerne les arrangements de prorogation (stillhalte), et aussi en ce qui regarde les distinctions et priorités à établir dans le processus de libération, ils n'ont pas d'information exacte et ne s'estiment pas qualifiés pour émettre une opinion; ils ont tenu, néanmoins, à affirmer que tous les arrangements doivent être réglés directement entre créanciers et débiteurs.

2. DETTES A LONG TERME. — Une grande partie des dettes à long terme, et même la totalité, dans certains pays, sont des dettes publiques. La question a donc un double aspect en tant qu'elle concerne, d'une part, la capacité budgétaire et, d'autre part, la capacité de transfert à l'étranger.

Il est clair que le service des dettes extérieures est, à des degrés divers, pour les pays de l'Europe centrale et orientale, un élément considérable du passif des balances des comptes et que, pour que leur service intégral soit possible, il doit exister, en regard, des ressources équivalentes. L'obtention de ces ressources dépend, dans une large mesure, de la politique financière suivie par les Etats débiteurs. Elle dépend également, ainsi qu'il a été indiqué dans le présent rapport, du degré de l'activité économique internationale, et, par conséquent, dans une proportion plus ou moins grande, suivant les pays, de facteurs qui échappent à leur action. Sous réserve que les débiteurs justifient au préalable qu'ils ont fait les efforts nécessaires pour tenir leurs engagements et qu'aucune autre possibilité n'existe, il peut donc être de l'intérêt même des créanciers de ne point faire preuve d'exigences qui s'avéreraient, tout au moins momentanément, irréalisables dans la pratique.

Mais, et ce point doit être nettement souligné, si un débiteur s'estime dans l'impossibilité de remplir intégralement ses obligations, il est de son devoir d'entrer directement, et en temps utile, en rapport avec ses créanciers, ainsi que d'accepter, si ces derniers le jugent nécessaire, tout examen utile sur sa situation, par des personnalités qualifiées, agréées par les deux parties.

Des obligations contractuelles ne sauraient en aucun cas être modifiées unilatéralement.

Si des arrangements apparaissent nécessaires, il sera d'ailleurs désirable, en principe, de leur donner un caractère provisoire, et cela tant dans l'intérêt des débiteurs que dans celui des créanciers. En effet, nous nous trouvons peut-être en ce moment à un tournant de la conjoncture mondiale.

On a signalé qu'en certains cas, la charge présente serait considérablement allégée par des modifications relativement légères dans le rythme de l'amortissement.

Quoi qu'il en soit, si les créanciers étrangers étaient amenés à faire des concessions touchant la charge même des dettes, elles ne devraient pas avoir pour résultat de mettre les créanciers intérieurs dans une meilleure situation qu'eux-mêmes. La situation des créanciers intérieurs paraît devoir plutôt être considérée comme une limite inférieure. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que les étrangers eux-mêmes ont un intérêt indirect, mais certain, à ce que le pays conserve intacte sa capacité d'emprunt à l'intérieur.

Il n'est pas douteux, par ailleurs, que les créanciers auraient souvent le plus grand avantage à mieux organiser la représentation de leurs intérêts.

Les recommandations qui précèdent s'appliquent aux dettes privées comme aux dettes publiques.

B. FONDS DE NORMALISATION MONÉTAIRE

Il y a lieu d'espérer que l'ensemble des mesures que nous préconisons dans le domaine économique et financier mettra la balance des paiements des pays intéressés à l'abri d'une surprise grave du côté qui, jusqu'à ce jour, avait été le plus vulnérable. Il en résultera une situation telle qu'il sera possible d'abolir avec promptitude et décision le système de restrictions au commerce des devises et d'en revenir au régime de liberté habituel. Il faudrait donc le faire dans le plus bref délai et, autant qu'il est possible, simultanément dans tous les pays intéressés.

En d'autres termes, l'essai de direction du mouvement économique par le canal des devises prendrait fin. La banque d'émission rentrerait dans son rôle en complétant l'action d'un marché libre des changes.

Mais lorsque toutes ces conditions auront été réalisées, lorsque, par ces diverses mesures, les pays intéressés seront arrivés au seuil d'une adaptation définitive, tant dans les relations internes que dans les rapports de leur économie avec l'économie mondiale, il pourra se présenter des situations où une aide, même modérée, de l'extérieur apparaîtra comme nécessaire et efficace dans le domaine monétaire.

De là est sortie l'idée de constituer un fonds destiné à aider, le moment venu, à la normalisation ou à la régularisation définitive des conditions monétaires en Europe centrale et orientale.

De l'avis des auteurs de cette suggestion, ce fonds devrait fonctionner de la manière suivante :

Le but direct du fonds serait de fournir aux banques centrales une aide qui renforce leur encaisse au moment opportun. Il aurait donc un caractère monétaire.

Son intervention ne s'exercerait qu'à la dernière phase et couronnerait en quelque sorte l'édifice élevé par les intéressés eux-mêmes. Toutefois, les conditions requises pour son utilisation seraient peut-être remplies plutôt chez certains pays que chez d'autres; d'ailleurs, il faudrait souhaiter que ce fût le plus tôt possible.

Tout bien pesé, il serait utile d'en promouvoir l'idée dès à présent; car son rôle, en tant qu'élément de confiance, peut être énorme. Dans les pays de l'Europe centrale et orientale, le facteur psychologique a une importance exceptionnelle, à cause des traces laissées dans l'état d'esprit du public par le désastre monétaire d'il y a quelques années.

Au surplus et dans le même ordre d'idées, il constituerait une manifestation tangible et précieuse de la volonté collective de coopération européenne et un centre d'appui pour les efforts d'assainissement ultérieur.

La création d'un fonds destiné à faciliter la suppression définitive des restrictions de change dans certains pays qui, actuellement, ne transfèrent plus qu'une partie de leurs dettes extérieures intéresserait au plus haut point tous les créanciers.

De là découleraient le caractère général du fonds et les règles qui devraient présider à sa composition et à son fonctionnement.

La Commission, en ce point, n'a pas estimé qu'il rentrait dans sa compétence de donner une forme détaillée ou définitive

à cette idée, qui, d'ailleurs, n'a pas recueilli l'unanimité de ses membres.

Le rôle de la Conférence de Stresa se borne à un énoncé de mesures ou de directives, à l'intention de la Commission d'étude pour l'Union européenne. C'est à elle qu'il appartiendra de poursuivre éventuellement la réalisation de l'idée. A ce sujet, l'avis a été exprimé que la rédaction détaillée d'un projet éventuel devrait être confiée par elle à un comité restreint, composé de techniciens ou de spécialistes, munis de simples instructions générales et de pouvoirs de décisions étendus.

Quant à la constitution du fonds, il serait fait appel aux gouvernements, qui procureraient directement ou indirectement les sommes nécessaires.

Ce fonds formerait une partie importante d'un mécanisme dont l'action devrait régulariser, au bénéfice de tous les Etats, même hors de l'Europe, la situation chaotique née de la crise. Tous auraient un intérêt direct à la reprise des affaires en Europe, que ce soit comme producteurs ou comme consommateurs, comme créanciers ou comme débiteurs. La participation au fonds serait une prime à l'assainissement de l'Europe.

Dès lors, il conviendrait que le plus grand nombre possible d'Etats, et notamment les Etats principaux, participent au fonds.

Touchant le mode de répartition des contributions, différents systèmes ont été évoqués, quant à présent, cette question demeure ouverte.

Les méthodes de travail devraient être empruntées à la vie des affaires; les capitaux seraient prêtés moyennant rémunération et suivant les règles admises en matière de crédit. Les subventions au fonds auraient donc le caractère de simples avances, récupérables lorsque le fonds aurait terminé sa tâche.

En outre, il conviendrait de prévoir des modalités aussi larges que possible pour l'adhésion et la participation au fonds; car il se pourrait que son but, en certains cas, fût atteint par de simples garanties, sans mise effective de fonds.

En ce point de ses travaux, la Sous-Commission financière fut saisie d'un projet élaboré par la Sous-Commission économique et prévoyant une action pour la revalorisation des céréales, avec la demande d'examiner si le fonds prévu dans ce projet pouvait être combiné avec le fonds monétaire. Les méthodes d'application et les buts des deux fonds sont évidemment dif-

férents. La Commission a passé en revue diverses hypothèses sans se prononcer entre elles, dans l'état actuel de ses discussions, mais sans en exclure aucune.

Dans ces conditions, il conviendra sans doute de remettre à une phase ultérieure des travaux le choix de la solution définitive. Mais la Commission insiste sur la nécessité de trouver cette solution le plus tôt possible. Certains membres du Comité ont souligné l'urgence, quelle que soit l'hypothèse choisie, de trouver une méthode pour l'application immédiate des projets relatifs à la revalorisation des céréales.

Enfin, il conviendrait de confier la gestion du fonds à la Banque des Règlements internationaux. Certains délégués estiment que cette délégation à la Banque des Règlements internationaux devrait être complète et couvrir aussi bien la direction générale des opérations que leur exécution technique; d'autres, au contraire, voudraient faire du fonds une entité juridique distincte, gardant en mains les leviers de commande, mais utilisant les services bancaires de la Banque des Règlements internationaux.

La Commission a cru devoir finalement s'en remettre à la Conférence mondiale pour examiner dans quelle mesure ledit fonds pourrait rentrer dans le cadre d'une action plus générale.

CONCLUSION

Arrivés en ce point de notre travail, il nous faut souligner un des caractères importants de toutes les mesures proposées ici, à savoir, l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'elles fussent appliquées parallèlement et par l'ensemble des pays ayant entre eux de constants rapports d'intérêt ou d'étroites similitudes de situation. C'est, en particulier, par un tel mouvement d'ensemble que serait créée cette atmosphère générale de confiance réciproque et d'assurance en l'avenir qui permettrait le dénouement spontané d'un grand nombre de difficultés.

La suppression des entraves au commerce et, en particulier, des prohibitions en matière de change est donc à la fois, dans notre pensée, la conséquence et la condition de la collaboration internationale.

Au surplus, le rétablissement des relations commerciales

normales et la reprise du trafic général dans les pays de l'Europe centrale et orientale, consécutifs à la suppression même des entraves actuelles, sera un élément capital et indispensable pour le succès prolongé de toutes les autres mesures d'assainissement. De même que les mesures prises jusqu'à présent sur le plan national par chaque pays intéressé avaient été, au début, une conséquence de la crise et, ensuite, une cause de l'aggravation de cette crise, de même la disparition des entraves au commerce, fruit d'un effort complet d'assainissement, assurera la continuation et la consolidation de l'amélioration attendue.

Nous avons souligné la nécessité d'une action d'ensemble à caractère international au profit des pays de l'Europe centrale et orientale.

En ce point et dans bien des cas, il n'y a pas lieu de distinguer entre restrictions à l'échange des devises et restrictions au commerce des marchandises; les unes ont amené les autres, et les mêmes résultats sont obtenus dans différents pays par des procédés qui portent essentiellement tantôt sur les devises, tantôt sur les marchandises. C'est pour cette raison que l'abolition des restrictions de change et des restrictions commerciales correspondantes devrait aller de pair dans les différents pays de l'Europe.



Cependant, si le but final est le rétablissement de la liberté complète, il va de soi que des transitions peuvent être nécessaires.

En ce qui concerne les restrictions au commerce des devises, une distinction essentielle peut être faite. Ce qu'il importe de supprimer d'abord, ce sont celles de ces mesures qui aboutissent en fait à restreindre, à compliquer ou à étrangler les échanges de marchandises.

Une liberté suffisante du marché des changes et la reprise de la convertibilité à vue des billets de banque d'émission sont compatibles avec le maintien d'un certain contrôle sur les mouvements de capitaux. Ces dernières restrictions perdront toute raison d'être et tomberont d'elles-mêmes lorsque l'équilibre de de la balance des comptes se sera rétabli à un niveau normal.

En attendant même que lesdites restrictions soient levées partout, il s'impose que l'on renonce à des mesures dont l'effet pratique pourrait être obtenu par d'autres méthodes moins dommageables aux contractants étrangers.



Parmi les recommandations qui découlent du présent rapport, nous avons tenu à dégager les principales. Plusieurs d'entre elles ne visent pas certains des pays considérés; mais, dans leur ensemble, elles expriment notre conception générale quant aux moyens propres à surmonter les difficultés actuelles.

Dans cet esprit, la Commission recommande :

PRINCIPES GÉNÉRAUX

1° Qu'un équilibre budgétaire effectif soit maintenu ou réalisé;

2° Que les banques centrales s'efforcent d'appliquer une politique de crédit rigoureuse;

3° Que la politique financière et économique soit inspirée du souci de favoriser l'adaptation de la vie nationale aux nouvelles conditions résultant de la baisse des prix et du retrait des capitaux.

DETTES A COURT TERME

4° Qu'en vue de permettre l'abolition des restrictions de change et l'assainissement indispensable dans les pays où les crédits à court terme sont immobilisés, des contacts directs soient établis entre créanciers et débiteurs en vue de parvenir dans toute la mesure nécessaire, à des aménagements tenant compte, en particulier, de la valeur réelle des crédits immobilisés et de leur nature;

5° Que les pays débiteurs, à l'effet de rétablir le minimum de crédit indispensable à la simple activité commerciale, procèdent aussitôt que possible au transfert progressif, par toutes méthodes appropriées, des capitaux étrangers à court terme, en tenant compte de la nature et de l'utilisation desdits capitaux;

6° Que les crédits étrangers à court terme, dans les pays où ils ont fait l'objet de mesures spéciales, puissent graduellement, mais aussi rapidement que possible, être utilisés à l'intérieur desdits pays avec la même liberté que les capitaux nationaux.

DETTES A LONG TERME

7° Que si, après avoir effectué les efforts d'ordre intérieur nécessaires pour exécuter ses engagements et en raison des difficultés particulières résultant pour lui de la crise économique présente, un débiteur (Etat, collectivité publique ou particulier) est amené à demander un certain aménagement de ses obligations contractuelles, il entre en rapport, directement et en temps utile, avec ses créanciers, seuls qualifiés pour lui consentir les aménagements qui s'avéreraient nécessaires;

8° Que, si des arrangements apparaissaient nécessaires, ils revêtent, en principe, un caractère provisoire tenant compte de la situation actuelle de la conjoncture mondiale;

9° Que le traitement des créanciers extérieurs, qui, normalement, doit être privilégié en raison des gages et garanties qu'ils détiennent, ne soit pas plus défavorable, tant en droit qu'en fait, que celui des créanciers nationaux.

FONDS DE NORMALISATION MONÉTAIRE

10° Que soient envisagées dès à présent les mesures assurant la constitution des ressources nécessaires, afin que les Etats de l'Europe centrale et orientale puissent trouver au moment opportun, les concours financiers propres à leur permettre le réaffermissement ou l'assainissement définitif de leur situation monétaire, ainsi qu'à provoquer d'ores et déjà un sentiment de sécurité.

Il a été suggéré à cet égard de créer un fonds alimenté au moyen d'avances remboursables, fournies par tous les Etats adhérents, et qui consentirait, en cas de besoin, des prêts de durée raisonnable aux banques d'émission.

La Commission n'a pas cru possible d'examiner en détail les modalités de réalisation de cette proposition, qui n'a pas recueilli l'unanimité de ses membres, mais a paru à la plupart d'entre eux digne d'être retenue pour être soumise à la Com-

mission d'étude pour l'Union européenne. Celle-ci aurait notamment à déterminer l'organisme chargé d'assurer la gestion du fonds, les lignes générales de cette gestion, le mode de calcul des contributions, ainsi que la façon dont elles pourraient être fournies.

ANNEXE V

RECOMMANDATIONS

En résumé, la Commission économique et agricole recommande, tous les droits des Etats tiers étant réservés :

I

1. En vue d'étendre et d'améliorer les relations commerciales des pays de l'Europe centrale et orientale, l'établissement d'une politique contractuelle rationnelle, par la négociation et la conclusion d'accords commerciaux de nature à permettre le développement normal des échanges dans les rapports desdits pays, soit entre eux soit avec les autres pays européens;

2. La suppression aussi rapide que possible des restrictions apportées au commerce des devises;

3. L'abolition progressive des restrictions apportées aux échanges : prohibitions, licences, protectionnisme indirect, contingents. En attendant l'abolition de ces restrictions :

a) Par voie autonome, l'élargissement des contingents trop restrictifs et l'abolition des contingents inutiles;

b) Par voie d'accords bilatéraux, l'aménagement et l'élargissement des contingents, de manière à obtenir ou à rétablir en général les courants commerciaux normaux;

c) En particulier pour les Etats de l'Europe centrale et orientale, l'assouplissement des méthodes d'application, de manière à atténuer, dans toute la mesure compatible avec les accords internationaux, les effets que le contingentement peut avoir sur leur développement économique;

II

4. La conclusion, sur le modèle du projet annexé au présent rapport, d'une convention internationale tendant à la revalorisation des céréales de l'Europe centrale et orientale.

5. La mise en application, en ce qui concerne tout particulièrement le tabac, des recommandations faites par le « Comité spécial pour l'étude de l'extension de la préférence à des produits agricoles autres que les céréales »;

6. Le prompt achèvement des travaux entrepris par l'Organisation économique de la Société des Nations, en ce qui concerne les questions vétérinaires et la mise en œuvre des recommandations auxquelles ces travaux pouvaient aboutir.

7. La collaboration des Etats intéressés à une action concertée, destinée à assurer une meilleure organisation du commerce des céréales et du bois.

III

8. La continuation des négociations commerciales entamées particulièrement par l'Autriche, dont l'exportation n'est pas de caractère surtout agricole, et la communication des résultats, qui seront obtenus dans ces négociations, à la Commission d'étude pour l'Union européenne.

9. L'amélioration du régime des transports par terre et par eau, notamment par la coopération technique des compagnies de transports et l'assouplissement de la réglementation du transit.

10. L'adoption d'un programme de travaux publics destinés à améliorer les conditions économiques de l'Europe centrale et orientale, et notamment l'écoulement des produits agricoles.

11. La mise en exécution aussi rapide que possible de la Convention internationale de 1931 sur l'établissement d'une société internationale de crédit agricole hypothécaire, et la poursuite des efforts de l'Institut international d'Agriculture en vue de la création d'une Banque internationale pour le crédit agricole à court terme.

ANNEXE VI

PROJET DE CONVENTION POUR LA REVALORISATION DES CEREALES DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Le projet prévoit :

- 1° La participation de tous les Etats européens (1) à l'œuvre de reconstruction des pays de l'Europe centrale et orientale;
- 2° Leur contribution pécuniaire à l'assainissement monétaire et financier et à l'amélioration des conditions agricoles de ces pays.

Les Etats soussignés :

.....
se référant à la résolution de la Conférence de Lausanne concernant les mesures propres à ranimer les échanges commerciaux des pays de l'Europe centrale et orientale, tant entre eux qu'avec les pays tiers, et à remédier aux difficultés qui résultent pour les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale de la baisse des prix des céréales, étant entendu que les droits des pays tiers demeureront réservés;

Désireux de contribuer à la reconstruction économique des pays de l'Europe centrale et orientale;

Considérant que l'avalissement des prix des céréales constitue un facteur essentiel de déséquilibre pour leur balance des comptes,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Les pays signataires, exportateurs de blé, d'orge fourragère, de maïs, de seigle, d'orge de brasserie et d'avoine, bénéficieront de facilités pour leurs exportations dans

(1) Ou presque tous.

la limite d'un tonnage global égal à la moyenne de ces exportations durant les années 1929, 1930 et 1931, soit :

Groupe I

16 millions de quintaux de blé,
15 millions de quintaux d'orge fourragère,
13,5 millions de quintaux de maïs.

Groupe II

4 millions de quintaux de seigle,
3 millions de quintaux d'orge de brasserie,
1 million de quintaux d'avoine.

Article 2. — Pour l'application de l'article premier, il est prélevé sur le produit de la contribution générale des Etats adhérents (2), pour la constitution d'un fonds général de reconstruction économique et financière de l'Europe centrale et orientale, et à l'effet de favoriser la revalorisation des céréales, une somme globale annuelle de 75 millions de francs-or. La part contributive revenant à chacun des Etats sera réduite dans la mesure où auront effectivement joué les avantages que celui-ci aura accordés à des pays vendeurs, avantages résultant des traités bilatéraux pour l'importation des céréales susmentionnées. Les sommes à déduire seront calculées en multipliant, pour chacune de ces céréales, le montant des avantages effectifs par les quantités importées sur le régime desdits traités.

L'Allemagne, en ce qui la concerne, s'acquittera de sa part contributive par les traités bilatéraux conclus ou à conclure avec les Etats bénéficiaires et qui auront pu être mis en vigueur.

Article 3. — En vue d'assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, il sera constitué un Comité composé de représentants des pays adhérents à la présente convention; *un* délégué de chaque pays bénéficiaire, *un* délégué de chaque pays acheteur de céréales et *deux* représentants des pays européens non importateurs.

(2) Voir sur ce point le passage y relatif du rapport de la Commission financière, annexe 4.

Ce Comité pourra s'adjoindre, à titre consultatif, deux représentants des pays d'outre-mer.

Le siège du Comité est établi à Bâle auprès de la Banque des Règlements internationaux, sous réserve de l'assentiment de cet organisme. Ce Comité pourra faire appel à la collaboration des services techniques de la Société des Nations et de l'Institut international d'Agriculture.

Il aura notamment pour attribution :

1° De déterminer, en prenant pour base les chiffres fixés à l'article premier et en tenant compte des résultats de la récolte dans les pays bénéficiaires et des avantages effectifs obtenus par les pays vendeurs dans les accords bilatéraux, la part attribuée à chacun de ce pays sur la somme globale fixée à l'article 2. Lorsque les excédents exportables desdites céréales seront, pour l'ensemble des pays bénéficiaires, dans un rapport, entre les diverses catégories de produits, différent de celui qui résulte des tonnages fixés à l'article premier, pour les produits du premier groupe de céréales, le Comité pourra modifier en conséquence la répartition des quantités globales admises au bénéfice susénoncé.

Le même système sera appliqué au second groupe de céréales mentionné à l'article premier, quand les sommes à prélever sur le fonds pour le premier groupe de céréales de l'article premier atteindront 2 francs-or par quintal pour le blé, 1 fr. 50 pour l'orge et le maïs;

2° De consentir, éventuellement, au début de la campagne agricole, aux Etats bénéficiaires et dans la mesure où le permettront le montant des contingents individuels et le jeu des accords spéciaux en vigueur, des avances à valoir sur les sommes à revenir auxdits Etats au titre de leurs exportations de céréales;

3° De se tenir informé du jeu des accords conclus ou à conclure avec les Etats agricoles pour se rendre compte de leur portée effective par rapport à l'article 2;

4° De se tenir au courant de l'utilisation faite par les Etats agricoles des sommes qu'ils auront reçues.

Le Comité élaborera son règlement intérieur; ce règlement fixera les conditions d'application de la Convention et déterminera la procédure suivant laquelle les décisions du Comité seront prises.

Il fixera à l'unanimité les cas où les décisions doivent être prises à l'unanimité et sans appel.

Article 4. — Les controverses de toute nature qui pourraient surgir dans l'application des articles ci-dessus pourront être tranchées par le Comité lui-même, ou, en cas d'impossibilité, par un ou plusieurs arbitres qui seront désignés, dans chaque cas particulier, par le Comité lui-même. Il sera rédigé au préalable une liste des personnalités parmi lesquelles les arbitres devront être choisis. Elles devront appartenir à des nationalités différentes et, dans chaque cas particulier, la désignation portera sur des personnes appartenant à des nationalités différentes de celles des pays intéressés à la controverse.

Article 5. — En contre-partie des avantages ci-dessus indiqués, les pays bénéficiaires, désireux de contribuer pour leur part, en collaboration avec les autres pays, à la réalisation d'une politique commerciale libérale et d'une politique douanière modérée, s'engagent à reconnaître le concours qui leur est apporté pour leur redressement économique et financier, en accordant aux pays tributaires, par voie d'accords bilatéraux, des concessions adéquates, pour autant que les facilités qui leur sont consenties n'ont pas déjà fait l'objet de contre-parties.

Les avantages ci-dessus ne doivent en aucun cas porter atteinte aux droits que les Etats tiers tiennent de la clause de la nation la plus favorisée et s'étendront à tous les Etats signataires.

Article 6. — La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations. La Convention entrera en vigueur le quinzième jour après le dépôt du dernier instrument de ratification, lorsqu'elle aura été ratifiée par Etats dont
.

La présente Convention engagera chaque signataire seulement quand les traités bilatéraux prévus à l'article 2 auront pu être mis en vigueur.

Les Puissances signataires s'engagent à prendre toutes mesures utiles pour que la mise en vigueur intervienne dans le plus court délai.

Article 7. — La présente Convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 octobre 1935.

Toutefois, comme elle fait face à une situation exceptionnelle, elle pourrait, d'un commun accord, prendre fin avant cette date, s'il était reconnu que le cours mondial avait atteint un cours rémunérateur.

Dans le cas où ce prix rémunérateur n'aurait pas été atteint six mois avant l'expiration de la présente Convention, les pays soussignés se concerteraient sur les mesures à prendre.

FIN DES ANNEXES

Vu et approuvé :

Vu : *Le Président,*
J. BARTHÉLEMY.

Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'Imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris
CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- ARGUS. — *Le caractère économique de l'union douanière austro-allemande* (Prague 1932).
- AULNEAU J. — *Histoire de l'Europe Centrale* (Payot, Paris, 1926).
- BITTERMAN M. — *L'Autriche et l'union douanière* (Prague, 1932).
- Bureau Central de Presse-Belgrade, 1930. — Royaume de Yougoslavie, 1919-1929.
- M. GEOUFFRE DE LA PRADELLE. — *Les cours de droit international 1928-1929*.
- GLICHITCH DRAGICHA. — *Politique commerciale et le Commerce extérieur du Royaume S. H. S.* (A. Pedonne-Paris, 1929).
- L'Europe Nouvelle* (Paris, 1930, 1931, 1932).
- L'Europe Centrale* (Prague, 1931, 1932).
- Economiste* (Belgrade, 1928).
- L'Europe Sud-Est*, revue mensuelle (Paris, 1931, 1932).
- L'Est européen agricole* (Varsovie, Jouve et C°, Paris, 1932).
- L'Esprit International* (Hachette, Paris, 1931, 1932).
- Affaires Etrangères*. — Recueil Sirey (Paris, 1932).
- Haumant EMILE. — *La Formation de la Yougoslavie* (Edition Bossard, Paris, 1930).
- Hantos ELEMÉR. — *L'Europe Centrale* (Félix Alcan, 1932).
- DR. HAUPTMANN. — *L'Europe Centrale* (Zagreb, 1928).
- Le Comte SFORZA. — *Dictateur et Dictatures* (Gallimard, Paris, 1932).
- Ministère des Affaires Etrangères* (Paris, Bulletin périodique de la presse européenne, 1930, 1931, 1932).

- Revue de France* (mai, 1932, Les éditions de France, Paris).
- Revue Politique et Parlementaire* (Paris, octobre, 1932).
- Revue des Balkans*. — *Le Commerce yougoslave* (Paris, 1931).
- Revue Economique et Financière de Belgrade* (octobre, 1925).
- Revue des Vivants* (Paris, mai, 1927).
- Revue Le Monde Nouveau* (Paris, mars, 1921).
- MOUSSET Albert. — *La Petite Entente* (Edition Bossard, Paris, 1923).
- Société des Nations*, N° Officiel C. 666 M. 321 (Genève, 1932).
- Société des Nations*, N° Officiel C. 724. M. 342 (Genève, 1932).
- Société des Nations*. — *Crise agricole I* (Comité économique, Genève, 1931).
- Société des Nations*. — *Crédit agricole* (Genève, 1931).
- Stamenkovitch Christa*. — *Emigration yougoslave* (Paris, 1928).
- TIBAL André. — *La crise des Etats agricoles européens et l'action internationale* (Paris, 1931).
- JACQUIN Pierre. — *L'effort yougoslave* (Félix Alcan, Paris, 1932).
- Youngoslavenski Lyod*. — *Zagreb* (Yougoslavie).
- Les journaux de Belgrade*. — *Trgovinski Glasnik*, *Privredni Pregled*, *Pravda*, *Politika* et *Vreme*.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
------------------------	---

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les origines de l'idée d'union danubienne	63
---	----

CHAPITRE II

La crise agricole dans les pays danubiens	89
---	----

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Remèdes aux crises :

I. — La Conférence économique de Gênes	111
II. — Le « Memorandum constructif » fran- çais et l'Europe centrale	122
III. — La Conférence de Stresa	139

CHAPITRE II

L'union danubienne et la Yougoslavie. — Opinion publique et Opinion gouvernementale	173
Annexes	195

Imprimerie des Editions P. BOSSUET

8, rue Notre-Dame-des-Champs

PARIS (VI^e)

